

ANARCHISME



AVRIL
2013

Revue anarchiste de critique sociale



Encore une revue ? Pas tout à fait. D'un côté, il nous semble qu'au moment où les idées tendent toujours plus à devenir des marchandises ou de simples opinions (virtuelles qui plus est), continuer à faire circuler par écrit quelques réflexions reste plus que jamais nécessaire. D'un autre côté, si on peut toujours tenter de disséquer à l'infini la énième restructuration en cours de la domination, la question serait également d'affiner nos angles d'attaque pour mieux lui porter des coups. Théorie, agitation, analyse ou propositions se mêleront donc en un mélange que nous souhaitons subversif.

Le fait que certains textes soient publiés ici ne signifie pas nécessairement que nous en partageons l'intégralité, car il nous importe davantage de susciter des discussions qui rompent avec l'activisme mouvementiste ou avec les spéculations autoritaires. Cela pourrait être aussi une manière d'explorer quelques pistes, tout en sachant que c'est dans notre vie même, au quotidien, que s'élaborent les hypothèses révolutionnaires avec toutes les conséquences qui en découlent.

Encore une revue ? Peut-être. Mais en tout cas un instrument supplémentaire pour intervenir dans la guerre sociale, de l'intérieur d'une conflictualité qui tend aussi à échapper aux récupérateurs traditionnels en se développant dans toutes les directions. Une petite contribution pour approfondir, en quelque sorte, les mauvaises passions d'une liberté démesurée pour toutes et tous.

Nuisances

- L'ouvriérisme comme idéologie au service des patrons 4
- L'honnête ouvrier 6
- Notre-Dame-des-Landes
Contre l'aéroport et son quoi ? 7
- Res communis ou res nullius ? 17

Focus

- L'enfer est pavé de bonnes intentions
L'Humanitaire à l'aune du 3e millénaire 19
- L'humanitaire en treillis 20
- Ni Salut, ni Armée : contre les collabos caritatifs 22

Pot-pourri

- Critique de la société idéale 29
- Liberté ? 31
- Egypte. Comme la mer 33
- Invitation à la rencontre internationale de Zurich 34
- Contribution barbare 37
- De court-circuit en black-out social 40
- Quelque chose qui manque 42
- Dépasser les frontières 44

Commentaires déplacés

- Sommets et lentilles 46
- L'espace qu'on leur laisse 47
- Charlot policeman 49

Fil de l'histoire

- Un coup de lime 50
L'anarchisme autonome de G. Ciancabilla



Subversions
c/o Bibliothèque Libertad
19, rue Burnouf
75019 Paris
subversions@riseup.net

A l'unité : 2 euros
5 exemplaires : 7 euros
10 exemplaires : 12 euros
(Chèques à l'ordre de : Ce)

L'OUVRIERISME

COMME IDEOLOGIE

AU SERVICE DES PATRONS

Le cas de l'usine Ilva à Tarente (Italie)

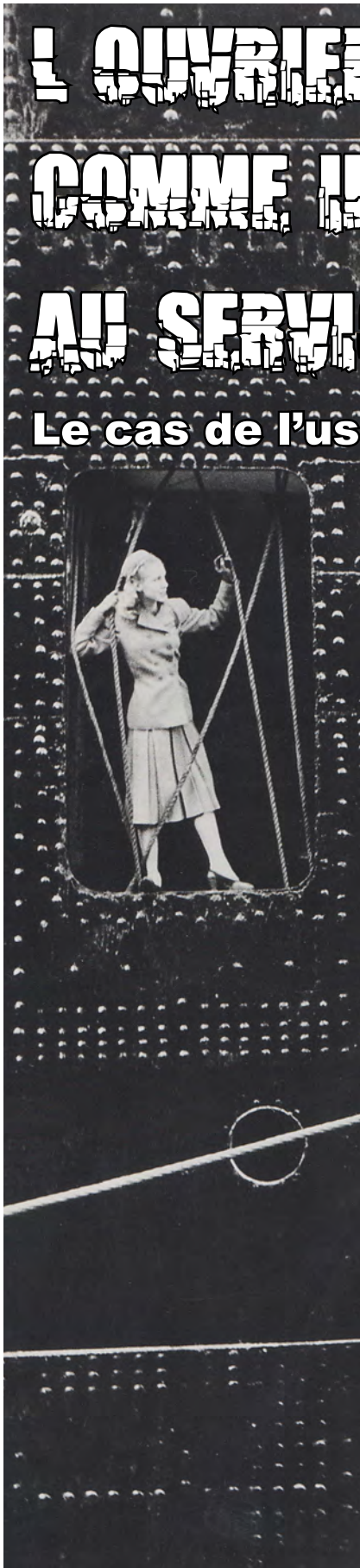
Des anarchistes de Ferrara, août 2012

Une grande tristesse. Et une grande rage. Ce sont les deux sentiments qui émergent face au spectacle auquel on a assisté à Tarente (Pouilles), avec l'histoire de l'Ilva, la plus grande usine productrice d'acier en Europe, née du démantèlement d'Italsider appartenant au groupe de la famille Riva, qui possède 42 usines dans 8 pays du monde (pour un chiffre d'affaires de 11 milliards d'euros).

L'usine a été temporairement mise sous séquestre en juillet 2012 suite à l'ordonnance d'un juge, avec pour conséquence de fermer certains secteurs fondamentaux pour la production (air chaud, cokerie, parcs minéraux). Après des décennies, même la magistrature s'est rendue compte que l'usine pollue lourdement le territoire. Suite à cette ordonnance, plusieurs dirigeants de l'Ilva ont été arrêtés et placés en résidence surveillée.

Les près de 12 000 employés (comportant 98 % d'hommes) ont alors immédiatement croisé les bras, lançant une grève illimitée pour protester contre cette mise sous séquestre, bloquant des routes et des carrefours. On n'avait pas connu un tel mouvement depuis des lustres, et qui ne s'était en tout cas pas manifesté contre les réformes des gouvernements successifs qui ont fait empirer les conditions de travail, dont celle du dernier gouvernement, menée par l'ami des banques et des intérêts patronaux, Mario Monti. De la même façon, les ouvriers ne se sont pas beaucoup fait entendre pendant tout ce temps sur l'aspect environnemental, c'est-à-dire sur l'indicible désastre produit par Ilva. Et ce n'était pas faute de savoir que l'usine où ils travaillent empoisonnait et empoisonne encore l'existence de tous les habitants de la zone, en plus de la leur.

La tragicomédie finale s'est jouée d'une manière admirable lorsque la manifestation des marionnettes du pouvoir, celle des confédérations syndicales venues avec leurs leaders nationaux* pour défendre les dirigeants inculpés, a été interrompue pendant une demi-heure par l'incursion d'une centaine de contestataires du syndicat de base Cobas en quête d'un peu d'écho médiatique, opposant à la diarrhée rhétorique des cen-



trales leur habituel rabâchage ampoulé pour obtenir tous ensemble le plein emploi et la santé, soit un capitalisme un peu plus vert, à travers reconversions et assainissements.

Pour désamorcer la patate chaude, bloquer la menace de Bruno Ferrante, président de l'Ilva, de fermer tous les autres sites de l'Ilva, et répondre aux pleurnicheries des patrons italiens qui se fournissent auprès de cette entreprise, le gouvernement Monti a rapidement sorti 360 millions d'euros de son chapeau pour une soi-disant dépollution d'années et d'années de poisons industriels balancés dans toute la zone.

Pourtant, les dépollutions et les palliatifs technologiques destinés à améliorer le procès de production ne suffiront bien sûr pas à transformer une usine construite pour produire de l'acier en un lieu sain qui ne pollue pas et n'ait pas pour conséquences la mort et la dévastation. Et quand bien même, nous laissons volontiers aux résidus de la gauche le rêve d'un capitalisme vert et d'un empoisonnement soutenable.

Ce qui se cache derrière le cas de l'Ilva est une question d'intérêts gigantesques. L'Italie est un pays exportateur d'acier**, mais sa production est aussi importante pour le marché intérieur. Un des secteurs majeurs d'exportation italien est en effet la mécanique, dont la compétitivité dépend de la possibilité de se fournir en acier à bon marché sur le territoire national, plutôt que de l'importer d'Allemagne ou d'autres pays. Outre Tarente, les autres complexes industriels de l'Ilva pour le travail de l'acier se trouvent à Gênes, Novi Ligure, Racconigi, Varzi et Patricia. Ilva représente donc pour le secteur de la mécanique, avec Fiat et l'armement en tête, un partenaire indispensable. C'est pour cela que politiciens, syndicalistes et gouvernement tentent tous de sauver les énormes intérêts de leurs patrons. Mais que les ouvriers eux-mêmes le fassent, eux qui sont étranglés au quotidien par le chantage salarial, eux qui sont méprisés et humiliés comme des bêtes de somme, tués méthodiquement et à petit feu par le rythme lugubre de la pointeuse et des sirènes de l'usine, est une des choses les plus absurdes qu'on puisse voir.

Ceux qui se résignent au chantage "travail" ou "morts de faim", et qui ne voient pas à quel point, et dans leur situation en particulier, le travail signifie la mort, en défendant uniquement leur poste de travail ne font que défendre tête baissée l'intérêt de leur patron, des patrons. Qui les remercient chaleureusement et peuvent ainsi continuer à menacer, à faire du chantage, à exploiter, à empoisonner et à tuer.

Comme il est bien loin le temps où ces mêmes ouvriers pratiquaient boycott et sabotage contre

leur employeur, allant jusqu'à des actes de dégradation des usines dans lesquelles ils travaillaient. A présent, il semble au contraire que le parcours symbiotique d'identification de l'ouvrier avec son exploiteur est presque complet. Oh combien avaient raison ces anarchistes qui critiquaient Marx à propos de sa confiance aveugle dans le rôle révolutionnaire des ouvriers. La parabole de l'ouvriérisme, c'est-à-dire l'idéologie de la centralité révolutionnaire de la classe ouvrière, nous montre encore une fois que le vieux philosophe allemand n'avait décidément rien compris.

Au cours de toutes ces années, les sociétés ont évolué en cumulant une industrialisation sauvage des territoires avec une civilisation technologique et hypertechnique, conduisant de grandes masses humaines à rejoindre ce prolétariat voué à la destruction de soi, notamment à travers l'abandon de tout recours possible à d'autres formes de subsistance, accentuant le glissement vers de nouvelles formes d'esclavage dont une des particularités tient de la difficulté à s'en libérer une fois qu'on y est soumis. L'établissement Ilva représente 75% du Produit intérieur brut de la région de Tarente, et les habitants de ce territoire ont partie liée à cette usine, qu'ils le veuillent ou non. Pour ne pas l'être, ils devraient remettre en cause non seulement leur vie, mais aussi la manière dont ils tentent de survivre : c'est-à-dire la vie de tous. L'usine qui donne du travail, mais aussi la mort, voilà le chantage inacceptable qui est accepté. Parce qu'on n'est plus des individus, mais des travailleurs.

Qu'on y réfléchisse pourtant deux minutes. L'ouvrier de l'Ilva travaille au moins pour rapporter de quoi manger à sa famille, à ses enfants. Mais en continuant à travailler dans cette usine, il ne fait que continuer à prêter son concours à la production de poisons. Poisons qui ne font pas que le pourrir lui, en une forme de sacrifice, mais font aussi gravement tomber malade ses propres enfants, jusqu'à les tuer. Dans ce non-sens, il n'y a même pas de futur vers lequel se tourner avec espoir, il n'y a qu'impuissance et résignation.

C'est pour cela que les deux sentiments que nous avons évoqués au début de ce texte ne peuvent qu'être la tristesse et la rage. Parce que l'impuissance face aux patrons qui nous tuent engendre beaucoup de tristesse. Parce que la résignation crée encore plus de rage en nous.



* Angeletti (Uil, dont la section des métallurgistes, Uilm, a la majorité au sein de l'usine de Tarente), Bonanni (Cisl), Landini (Fiom) et Camuso (Cgil).

** Sur les 28 millions de tonnes d'acier produites en Italie, l'Ilva de Tarente en produit à lui seul 9 millions, et le groupe Riva plus de 17 millions.

L'HONNÊTE OUVRIER

Nous manquerions à notre plaisir, si, après avoir salué, comme il convenait, la magistrature et l'armée, nous ne nous empressions de nous incliner devant le Peuple, avec tout le respect disponible.

Au milieu des ruines et des hontes que les classes dirigeantes accumulent, il fait bon, pour chasser le dégoût, de regarder les classes laborieuses. Tandis que les officiers et les juges se font pincer par leurs propres gendarmes, on veut assister à l'éveil d'une Démocratie avertie. Les gouvernements exploités ont donné ce qu'ils pouvaient commettre : le prolétariat exploité, conscient aujourd'hui, se redresse.

La crise que la France traverse a instruit tous les citoyens. Travailleurs des champs et des villes, les corvéables et les dupés, ont été forcés de penser. Ils vont agir...

Non ! ils parlent.

Ce sont les rudes gars de la mine, ceux qui pour un dérisoire salaire risquent le grisou tous les jours — y a-t-il même des jours pour eux ? l'éternelle nuit sous les galeries — ce sont ceux des houillères sinistres qui réunis, dimanche passé, ont proclamé leur opinion.

La parole de Vérité devait sortir des puits profonds.

Ça s'appelle un ordre du jour.

Affichons-le :

« Les membres du Conseil de Conciliation et d'Arbitrage des mines du Pas-de-Calais, représentant les concessions houillères de Lens, Courrières, Dourges, Liévin, Nœux, réunis à Lens, le dimanche 22 janvier, saluent respectueusement le noble drapeau tricolore, emblème de la Patrie, et l'armée nationale, gardienne de l'honneur et de la dignité de la France. Ils flétrissent, au nom des courageuses populations minières du Pas-de-Calais, dont les familles nombreuses donnent au pays tant et de si bons défenseurs, les menées perfides de ceux qui veulent semer la division entre les citoyens. »

Bravo, Mineurs ! je m'en doutais... La patrie, le Patronat peut compter sur vous. C'est gentil. Ne faites-vous pas partie du sol ! À force de le gratter en-dessous, vous avez appris à l'aimer. Et vous aimez le Drapeau aussi, parce que, lui, c'est un emblème. Allons, tant mieux. Vous aimez l'Armée, cette gardienne de votre honneur et de votre dignité... C'est du luxe. Vous aimez les fusils Lebel qui partent tout seuls — comme à Fourmies, — les baïonnettes auprès des puits où vos camarades ont fait grève. Quoi encore ? Vous aimez le bâton...

Vous êtes contents — tant que ça !

Peut-on songer sans stupeur à ces êtres dénués de tout, ces forçats à casaque noire, ces « intellectuels » de la mine qui profitent du repos dominical pour exhiber leur sentiment de servilité inébranlable ?

Voilà des gaillards pour lesquels la mère Patrie a peu de fleurs et de sourires : en échange de la fortune

qu'ils remontent, risquant leur vie, pour que leurs maîtres, les actionnaires, aient des châteaux à la surface, on leur donne un morceau de pain. Mais c'est assez. Ils sont bien aises :

Que les mineurs sont donc heureux !

C'est à croire que ces bipèdes descendent, par sport, dans les fosses. Ils s'indignent à la pensée qu'il puisse y avoir des divisions entre les citoyens, une lutte de classes peut-être. Pourquoi, en effet, la bataille, si les esclaves sont satisfaits ? C'est eux que ça regarde. Et ils s'agenouillent — l'habitude du travail courbé.

Allez ! au trot ! houst ! à la mine... Un contremaître a sifflé.

Vous reparlerez de la Patrie, dimanche.

Que les propriétaires soient chauvins, au nom de leurs maisons de rapport ; que les financiers vantent l'armée qui, moyennant solde, monte la garde devant la Caisse ; que les bourgeois acclament le drapeau qui couvre leur marchandise — cela s'explique sans effort.

Même, que certains demi-philosophes, gens de calme et de tradition, numismates ou archéologues, vieux poètes ou prostituées, se prosternent devant la Force — c'est encore compréhensible.

Mais que les ilotes, les maltraités, le Prolétariat soit patriote — pourquoi donc ?

Ah ! oui, je sais : le clocher du village, et le cimetière, et le souvenir de Napoléon, et Louis XIV... Cela se chante. C'est un refrain de café concert, une ariette du parlement, une goulante de caserne.

Les mineurs l'ont appris au claque, du temps qu'ils mangeaient la gamelle.

Ils ne la mangent plus tous les jours. Peu nourris et mal logés, forcés de rationner leurs mioches qui consomment et ne rapportent pas encore, ils n'ont rien à eux sous le ciel morne, rien que la misère — et une patrie !

Ce beau cadeau leur a été fait par ceux-là mêmes qui les exploitent, abusent d'eux, et trouvent ainsi le moyen de ne pas les payer quand ils leur font prendre le fusil pour défendre les terres des riches, les biens du maître, ce qu'ils appellent : la fortune de la Nation.

Qu'en avez-vous de cette fortune, citoyens sans-le-sou, électeurs ? Quelle est votre part du patrimoine ? Vous êtes nés ici, c'est vrai. Vous y travaillerez jusqu'à la mort. Vous êtes les fils de la glèbe.

Vous êtes de bons indigènes.

Mais vous êtes fous quand vous parlez d'une patrie : vous n'en avez pas.

N'importe ! la patrie du patron est celle des bons ouvriers.

Les travailleurs du pays noir en arrivent à porter leurs chaînes comme des bracelets de parade.

Ils montent leur misère en drapeau...

Zo d'Axa, 15 février 1899

Notre-Dame-des-Landes



CONTRE L'AÉROPORT ET SON QUOI ?

Il est certainement inutile de revenir ici sur les détails du projet de transfert de l'aéroport de Nantes nécropole vers le site de Notre-dame-des-Landes, qui se heurte à une opposition multicolore depuis de nombreux mois. Ce qui nous intéresse, disons-le clairement, ce ne sont pas non plus les charmes d'une forêt ou d'un «bocage unique» à préserver à tout prix, ni une ingéniosité dans la construction de cabanes qu'il serait dommage de brimer, ou encore les effets désastreux qu'un «grand projet inutile» provoquerait sur notre portefeuille d'assisté métropolitain. Par contre, le fait que des centaines d'individus se battent contre une nuisance quelconque et contre le monde qui l'accompagne, voilà qui a de quoi nous réjouir, et nous faire réfléchir sur les possibilités que contient cette lutte. Sans la prendre de façon acritique comme un modèle qu'il s'agirait de diffuser un peu partout, et pas non plus pour la liquider d'un trait au nom de limites qui ne sont affrontées qu'à la marge, mais afin d'entamer une discussion autour de la question des luttes partielles.

7

Pyrex, mars 2013

CONTRE UN AÉROPORT...

Comme beaucoup de luttes locales, celle contre le nouvel aéroport de Nantes a longtemps semblé devoir n'emprunter que le chemin boueux des rassemblements plan-plan, des recours juridiques et autres pressions pétitionnaires sur les élus, avant qu'une nouvelle détermination et l'approche des travaux ne viennent secouer ce qui n'aurait pu rester qu'une mobilisation de plus contre une nuisance de plus. Pendant des décennies, ce sont en effet essentiellement des riverains, une partie des futurs agriculteurs expropriés et les bureaucraties syndicales et politiques qui les représentent qui ont porté une contestation citoyenne contre ce projet¹. Il y a quelques années pourtant, en plus des habitants qui avaient déjà des baux précaires avec le Conseil général sur le futur site (27 maisons), une nouvelle vague est aussi venue s'ajouter en commençant à *squatter* sur place, comme au Rosier en 2007. Par couches successives, d'autres occupants les ont rejoint, par exemple suite à des

initiatives comme *Reclaim the Fields* (occupation de la ferme maraîchère du Sabot en mai 2011) ou le *Camp action-climat* d'août de cette année-là, ou encore attirés par un mode de vie différent de celui des métropoles. De proche en proche, après l'appel d'offre remporté par Vinci fin 2010 et l'opposition aux premiers travaux préliminaires (piquetages et forages géotechniques, aménagement de voies d'accès) ou aux huissiers, pas mal de monde est finalement passé à Notre-dame-des-Landes, et certains ont également fini par y rester.

Enfin, suite aux semaines d'octobre 2012 de résistance acharnée à l'expulsion des lieux occupés, et notamment autour de la grande manifestation unitaire du 17 novembre (de 10 000 à 40 000 personnes selon la générosité des comptables), nombre d'individus de tous horizons ont encore bouleversé la donne en rejoignant le site. Depuis, aussi bien la mise en place de capacités d'accueil et de ravitaillement solidaires à une plus vaste échelle, la médiatisation plus ou moins volontaire des échéances à court terme, tout comme l'effet



d'entraînement d'une lutte contre un gouvernement porteur de désillusions et qui joue du bras de fer, tout cela a inévitablement contribué à brouiller un peu plus les cartes quant au contenu possible de ce qui est désormais devenu un mouvement qui dépasse une lutte locale (naissance de 200 comités un peu partout, initiatives décentralisées et diffuses, récupérations en tous genres, participation militante d'une partie du «peuple de gôche»).

Plusieurs raisons de s'opposer à l'aéroport cohabitent donc logiquement dans ce mouvement, sans qu'il y ait d'ailleurs beaucoup plus que cela à partager sur le fond, au-delà d'agréables rencontres. Si d'un côté on ne peut pas réduire les individus du coin en lutte à de strictes questions matérielles, on ne peut pas non plus d'un autre côté évacuer d'un coup les différences entre ceux qui sont attachés à leur terre, leur ferme ou leur maison, et les occupants de passage qui risquent fort de repartir après l'abandon ou la construction de l'aéroport. Et même parmi ces derniers, on ne peut que constater la différence substantielle qui existe entre partisans de la construction d'un «vaste mouvement populaire» qui prendrait le Larzac comme référence, ce qui signifie notamment s'aligner sur le plus petit dénominateur commun, et partisans d'une lutte radicale qui prendrait l'aéroport comme prétexte pour développer participation qualitative et expérimentation de méthodes, en un aller-retour permanent entre le site et leur quotidien.

A titre d'exemple, cette dernière idée était développée sans détour dans un tract distribué en décembre dernier, lors d'une manifestation de solidarité à Tours : *«il faut toutefois comprendre que Notre-Dame-des-Landes pour nous, c'est comme ailleurs. La ZAD pourrait être un désert lunaire, et on voudrait y construire des HLM ou une école qu'on se battrait contre avec la même rage et la même détermination. Parce qu'au final, la manière selon laquelle ils veulent aménager NDDL, c'est la même que celle qui aménage notre quotidien. C'est le quadrillage de l'espace par le pouvoir, la sur-*

*veillance constante, l'occupation des rues par des forces armées et l'apartheid économique qui chaque fois que tu descends chercher des clopes te foutent mille claques dans la gueule. Il est là le monde de l'aéroport, dans l'atomisation sociale, dans le salariat, dans l'enferment des plus récalcitrants, dans les « bavures » et les « accidents » du travail.»*²

Le caractère contradictoire d'une «diversité» qui ne date pas de novembre dernier, s'était déjà manifesté de manière particulièrement criante lors de l'occupation-saccage d'une partie de l'aéroport actuel de *Nantes Atlantique* au Bouguenais le 27 juillet 2011, qui avait provoqué près de 100 000 euros de dégâts. Tandis que la coordination entre les différentes associations et habitants de la zad ou les militants du contre-G8 s'étaient acharnés à hurler contre les violences policières et à stigmatiser de fait la «minorité d'opposants» qui avaient brisé le consensus festif, convivial et pacifique de leur action, ces derniers explicitaient leur *pourquoi* différent dans un texte sorti après coup : *«Atteindre matériellement cet aéroport-ci, lui porter des coups, c'est rappeler que ça n'est pas seulement l'aéroport de Notre-Dame qui pose problème, que se battre contre la construction d'un aéroport en particulier, ça n'est pas forcément accepter la présence des autres aéroports ni du monde qui va avec. De façon spontanée, parce que le fait de pouvoir rentrer dans le hall de l'aérogare, avec à portée de main distributeurs de banques, pubs et guichet de compagnies aériennes, permettait de le faire, pour une fois. Rendre ce lieu puant moins lisse, impropre à la circulation, enrayer ses rouages à défaut de le faire fermer. Briser la cohabitation silencieuse entre bourges, pauvres ayant mis toutes leurs économies dans un aller-retour au bled et expulsions de sans-papiers. Rendre palpable ce que c'est réellement. Une frontière, un obstacle. Un lieu de contrôle des corps et de tri.»*³ Vous avez dit contre ce projet d'aéroport et point barre, ou contre les aéroports et leur monde ?

Dans tout large mouvement d'opposition à une nuisance, on sait heureusement d'expérience que les mille et unes raisons de départ, pour être variées et limitées, peuvent aussi évoluer avec la lutte. Ainsi, lorsque l'Etat souhaite implanter une infrastructure que beaucoup jugent indispensable, tout en luttant pour qu'elle soit construite le plus loin possible de chez eux, la question du «*ni ici ni ailleurs*» est un premier pas souvent nécessaire (qu'on pense aux antennes-relais de téléphones portables, aux prisons ou aux lignes TGV, tandis que les belles usines polluantes créatrices d'emploi font tout de suite moins débat). Dans les luttes locales contre la construction de centrales nucléaires il y a quelques décennies, ce point a par exemple parfois pu être dépassé dans les formes, même s'il est souvent resté problématique et ne résout pas tout en lui-même. Pour ne citer que le cas de Plogoff, qui a tendance ces derniers temps à servir de modèle à Notre-Dame-des-Landes, il nous montre paradoxalement que dans la réalité, le «*ni ici ni ailleurs*» qui a certes permis de tisser des liens forts avec les autres luttes de site de 1979 à 1981, a commencé à faiblir lorsque le pouvoir a abandonné son projet de centrale après 1981 dans ce coin de Bretagne, et que la population locale n'a pas pour autant continué à lutter contre l'atome, alors qu'à deux pas de chez elle se trouvaient également une base de sous-marins nucléaires ou la centrale de Brennilis.

A Notre-dame-des-Landes, vu que l'emplacement de l'aéroport est resté le même pendant 40 ans et que l'Etat ne l'a pour l'instant pas mis en balance avec d'autres (ce qui pourrait être une option pour

lui si le rapport de force augmente), vu aussi que le projet est dans une phase où les principaux recours sont épuisés, le «*ni ici ni ailleurs*» ne s'est heureusement pas posé avec la même pertinence que dans d'autres luttes de site, même s'il est présent de façon symbolique depuis au moins 2003 dans les manifestations locales. Du coup, le fait de mettre en avant le futur concessionnaire («*Vinci dégage !*») depuis qu'il a été choisi par l'Etat, a permis de préserver une tension au sein de la lutte vers le dépassement d'un rapport strictement local. N'est-ce pas en effet le même Vinci qui construit l'autoroute de Khimki en Russie, est impliqué dans le sarcophage de Tchernobyl, ou se voit attribuer nombre d'autres nuisances qui vont de la construction de prisons à celle de HLM, de lignes à Haute-Tension à n'importe quel tribunal ?

Lorsqu'on commence à s'interroger sur le monde qui va avec l'aéroport, on peut rapidement être saisi de vertige. Ne serait-ce que sur place, le fait de ne pas isoler ce projet de l'environnement dans lequel il s'inscrit, nous permet alors d'avoir une autre approche de la lutte, de lire le territoire d'une façon différente : est-on par exemple face à une infrastructure qui viendrait détruire une des dernières zones à l'abri du quadrillage industriel, technologique et étatique du coin, ou bien face à une restructuration interne du territoire nantais, changeant l'affectation capitaliste d'un espace déjà soumis à ses logiques ? Lorsqu'on creuse un peu, c'est l'ensemble du projet de Nantes-métropole qui saute alors aux yeux comme autant d'objectifs à frapper. Pour n'en citer que quelques-uns, cet aéroport est un bout du puzzle monstrueux qui comprend le tram-train Nantes-Châteaubriant, la deuxième ceinture périphérique autour de la mé-



Toulouse, 11 octobre 2012
saccage du siège du PS

Nantes, 22 août 2011
dégradation de la caravane du PS
(tags, pneus crevés et vitres brisées)

tropole nantaise (le barreau routier vers Rennes et St-Nazaire), la construction de 70.000 m² de l'Institut de Recherche Technologique J. Verne à Bouguenais, l'implantation d'un parc de 80 éoliennes Alstom sur le banc de Guérande dont un prototype se situe au Carnet, le quadruplement du réseau de chaleur urbain Centre-Loire, le quartier d'affaire Tripode sur ce qu'il reste de l'île de Nantes, etc. En somme, le problème initial de l'aéroport se transforme et le petit bout de la lorgnette s'élargit assez vite. On est autant face à un aéroport qui détruirait un bocage paysan, que face à une rénovation urbaine de grande ampleur dans un monde qu'ils transforment en permanence à leur image.

Analyser ici ce qui nous arrive dans la gueule n'est pas un simple exercice intellectuel, et certainement pas non plus un appel à laisser tomber la lutte contre l'aéroport pour se concentrer contre d'autres nuisances. Au contraire, si tout est dans tout, mais qu'il faut bien commencer quelque part pour initier des parcours de lutte basés sur l'auto-organisation et l'attaque, ce minimum de compréhension d'un projet particulier de la domination pourrait même devenir une manière d'ouvrir l'horizon pour affronter celui-là. Si on se place en l'occurrence dans une hypothèse non quantitative (ne pas tous se concentrer tout le temps au même endroit) ou dans une hypothèse où l'occupation du site ne serait plus possible, voire dans le cas où le projet serait suspendu, c'est toute la question de la diffusion, de l'extension ou de la continuité de cette lutte qui se pose immédiatement.

Un certain nombre de sabotages anonymes et parfois non revendiqués peuvent ainsi nous offrir quelques pistes pour agir dans ce sens. D'un côté, si on s'intéresse d'un peu plus près à Vinci, on peut facilement se rendre compte qu'on n'est pas face à un monstre centralisé qui ne s'incarnerait que dans des immeubles de bureaux surprotégés au milieu de nulle part, mais que beaucoup de ses manifestations concrètes (parking, autoroutes, chantiers)

sont au quotidien à la portée de chacun. On peut alors retrouver des traces de sa présence un peu partout, comme nous le montrent les dégradations d'engins de construction les plus divers à Grenoble le 11 novembre dernier, à Carhaix le 14 novembre ou à Bruxelles le 12 décembre, mais aussi de ses pylônes de THT (sabotés dans le Maine le 16 octobre). Le capitalisme n'est ainsi pas une chose abstraite qui plane au-dessus de nos têtes, ou n'est pas qu'un rapport social qui nous traverse et resterait donc inatteignable sans transformation générale. C'est aussi un ensemble de structures et d'humains qui se trouvent au coin de la rue, qui ont des noms et des adresses, et peuvent à ce titre subir notre critique.

D'ailleurs, si on s'intéresse cette fois au projet global de l'aéroport et donc à Nantes-métropole, n'est-ce pas d'un autre côté ce que nous suggèrent déjà quelques sabotages dans le coin, comme ceux du chantier d'extension de la quatre voies entre Sautron et Vigneux-de-Bretagne le 1er mai 2012, ou l'incendie d'engins du tram-train à Nort-sur-Erdre le 4 novembre 2012 ? Et si l'on poursuit sur cet élan qui vise à identifier puis à atteindre l'ennemi qui incarne concrètement le «*et son monde*», ils peuvent certainement renforcer leur protection autour des entreprises les plus visibles qui interviennent à Notre-Dame pour effectuer les travaux préliminaires et les expulsions, mais toujours d'une façon limitée : les flics ne peuvent assurer une garde permanente et partout des intérêts et des biens des partisans de l'aéroport. Le hangar et la réserve de paille -260 roundballers- d'un agriculteur hostile aux occupants n'ont-ils pas mystérieusement crammés à Vigneux-de-Bretagne le 27 novembre 2012 ? Les sept poteaux électriques sur le tracé du futur barreau routier n'ont-ils pas été endommagés à la masse et les câbles et leurs futurs embouts de liaisons sectionnés le 10 mars 2013 ? De la même façon, la neutralisation de dizaines de camions (cent-soixante-deux pneus crevés) de l'entreprise



Fay-de-Bretagne, 13 novembre 2012

Les vigiles sont des flics privés de plus en plus utilisés par les entreprises et autres exploiters. Ils sont nos ennemis au même titre que la police d'État.

Mais dans la nuit du lundi 12 au mardi 13, le vigile n'a reçu aucun coup, car cela n'était pas notre but et que ça n'a pas été nécessaire. Il n'a pas joué les héros en tentant de défendre le véhicule, et il était loin de celui-ci lorsqu'il a été incendié.

Six jours d'ITT pour de l'intox, ça fait toujours un vigile hors d'état de nuire.

des opposant-e-s à l'aéroport et à son monde



Transports Pajot-Elineau à Soullans (Vendée) le 3 décembre 2012, nous semble assez claire sur ce point, montrant une fois de plus qu'une capacité d'observation pour trouver le moment adéquat, mêlée à une certaine dose d'agileté, peuvent se révéler plutôt intéressantes...

Enfin, un autre aspect important de cette lutte, un des possibles que pourrait ouvrir l'idée de combattre le monde de l'aéroport, reste certainement sa capacité à s'étendre. On se souvient qu'une des forces des événements en Val Susa, avait été à certains moments de réussir enfin à sortir de la vallée, pour notamment rencontrer des échos contre des infrastructures identiques, comme en ont témoigné des attaques contre les lignes TGV en construction à Florence, Rome ou Bologne, et de façon moindre contre des lignes existantes, comme celle de Milan. Ici, la question n'est pas forcément de relier de façon caricaturale ou activiste un projet d'aéroport à un autre, voire même un chantier de nuisance particulière à une autre, mais de considérer qu'au-delà de ce qui pouvait être socialement parlant dans un élan de solidarité avec les opposants qui résistaient pied à pied aux flics en octobre 2012, à savoir les infrastructures de Vinci ou les permanences du PS, ce serait la logique même d'aménagement de nos existences qui se retrouverait sur le grill. Plus encore que des formes (manifestations, sabotages, occupations, affrontements), ce seraient alors un enthousiasme et des contenus qui commenceraient à se diffuser : n'est-ce pas par exemple la combinaison de ces modes d'actions directes, plus que des recours juridiques ou des tractations avec le pouvoir, qui ont forcé l'Etat à reculer le projet d'au moins six mois ?

Quant aux contenus possibles, c'est à notre avis tout l'enjeu de cette lutte, dont une partie se focalise sur un «*et son monde*» qui reste certes à définir, mais peut ouvrir nombre de perspectives, et repose quelques questions classiques liées aux luttes partielles locales : en dehors des allers-retours sur place et de la nécessaire solidarité, comment conti-

nuer d'approfondir ces *pourquoi* qui résonnent en nous dans la lutte à Notre-Dame-des-Landes ? Comment alimenter cette dernière d'où nous sommes, en dehors des collectifs formels de soutien, et dans la rue ? Sans apporter de réponse définitive, peut-être qu'une des pistes se trouve-t-elle symboliquement dans ces vitres brisées d'agences immobilières les 16 octobre et 6 décembre à Montreuil et Paris, ou encore dans la tentative de sabotage de l'inauguration du nouveau tramway de la capitale, le 15 décembre. Au-delà d'une proposition d'attaque diffuse sans médiation, au-delà «*d'être un grain de sable qui enrayer la machine, poussant vers son déraillement*» ou d'«*étendre le marécage d'une offensive incontrôlable et libératrice*», le lien réel ne pourrait-il pas être cette vaste prison à ciel ouvert où nous vivons tous, en ville comme à la campagne, et dont chaque pan et chaque grille qui se construit, même s'ils portent un autre nom, ne peut que renforcer notre exploitation et notre contrôle, notre domination et notre servitude ? Finalement, plutôt que de rechercher quelque pont mystérieux entre chaque lutte qui conteste un aspect de ce monde avec toutes ses spécificités, le secret ne serait-il pas de s'en prendre partout, dans notre quotidien même, à un ou plusieurs traits de sa sale gueule, pour la démolir passionnément ? En quelque sorte, multiplier et diffuser les angles d'attaque contre tout ce qui nous détruit (nuisances technologiques et structures d'enfermement, infrastructures de la circulation du capital et points de contrôle de l'Etat), non plus comme une addition ou une convergence artificielle de luttes et de leurs limites, mais comme l'ouverture d'un dialogue riche de potentialités subversives au sein d'espaces de conflictualité sociale sans médiation.

QUEL MONDE À DÉFENDRE... OU À ATTAQUER ?

Malgré ce désir d'approfondissement de l'antagonisme par une minorité de compagnons sur place, on doit reconnaître qu'il a tout de même

été aussi beaucoup question dans cette lutte de tout ce qui en fait sa spécificité, de tout ce qui l'éloigne des autres luttes, soit de batraciens et de bocage, de cabanes en forêt et d'Ayrault-porc, des capacités techniques des pistes existantes ou de l'affectation du budget des collectivités locales en temps de « crise ». A notre avis, ce genre d'argumentaire n'est pas fortuit, et correspond plutôt bien à la tentation réformiste qui existe dans toute lutte partielle, c'est-à-dire d'agir sur le détail et d'une façon quantitative, de mobiliser de grands nombres pour ne modifier que certains éléments particuliers de la domination. Le déroulement et la réappropriation de l'argumentaire écolo et citoyen, battu et rebattu jusqu'à la nausée par les opposants officiels (ou pas) au nouvel aéroport de Nantes, pousse donc à s'interroger sur les dépassements possibles d'une telle lutte. Car si certaines manifestations d'hostilité au projet d'aéroport sont souvent *parlantes*, c'est aussi parce qu'à travers leur critique pratique du « *et son monde* », elles s'inscrivent dans un vieux débat qui est loin d'être tranché : comment développer un rapport de lutte subversif contre un projet du capital et de l'Etat (à travers des expériences d'auto-organisation sans médiation et l'identification puis l'attaque de l'ennemi), et ne pas se cantonner à une lutte strictement défensive (basée sur la recherche des grands nombres au prix de la politique, et sur la préservation d'une partie de l'existant, au prix de l'alternative) ?

Pour ne pas s'enfermer dans une dynamique de site, c'est-à-dire de camp retranché, il n'est pas anodin que le retournement militant initial de la définition technocratique de *Zone d'Aménagement Différé* (ZAD) en *Zone à Défendre*, voire en *Zone d'Autonomie Définitive*, soit régulièrement remis en question par nombre de compagnonNEs sur place. En effet, il ne paraît pas totalement incongru de se demander s'il existe encore quelque chose à *défendre* en soi dans ce monde, c'est-à-dire quelque espace qui n'ait pas *déjà* été aménagé par les lo-

giques marchandes, colonisé par les poisons industriels et nucléaires ou transformé et réglementé par les nécessités étatiques du contrôle ?

En réalité, tout comme il n'existe pas d'en-dehors ou d'interstices préservés qui échapperaient aux ravages de la domination, qu'est-ce qui pourrait bien être à défendre dans l'environnement de Notre-Dame-des-Landes, même sans aéroport, sinon des rapports de lutte, malgré ce que peuvent en dire tous les écologistes et autres adorateurs des beautés immaculées du coin ? On peut certes s'illuminer sur « *une population pacifiste mais résistante qui ne demande que de vivre en paix et en harmonie avec la mère nature* », comme le proclame un habitant incarcéré de la région ⁴, mais on ne nous fera pas pour autant croire que cette bonne vieille mère était vierge avant le projet ! Et si certains nostalgiques poussent même le vice jusqu'à tenter de vendre ailleurs leurs certificats d'habitabilité de l'existant en proposant de reprendre villes, HLM ou usines (ne laissons pas le monopole de la merde à nos ennemis, réapproprions-nous leurs chefs d'œuvre !), ce n'est pas une raison pour se leurrer sur les *qualités* de l'environnement que nous ont laissé deux siècles de développement industriel et étatique forcenés.

Une fois qu'on se place sur le terrain de la préservation de l'existant, il nous semble en effet assez difficile de ne pas tomber dans un raisonnement qui nous conduirait par exemple à déterminer ce qui est « utile » ou « inutile » pour le système de domination en cours, plutôt que d'en rester à un « non » sec et inégociable. Un refus qui dépasserait toute logique gestionnaire, même de biens supposés communs⁵, et toute notion d'utilitarisme, même labellisée « capitalisme vert ». Un des pièges récurrents dans lequel les défenseurs des nuisances et autres gestionnaires du désastre (présents et futurs) tentent d'enfermer toute opposition radicale, est depuis longtemps le défi de l'*alternative* : vous en faites quoi des déchets si vous vous opposez au



nouvel incinérateur ?, vous la produisez/transportez comment l'électricité de masse si vous vous opposez à la centrale nucléaire, au champ d'éoliennes ou à la ligne THT ?, vous les déplacez comment ces voyageurs et marchandises en transit permanent si vous vous opposez à l'aéroport ou aux lignes TGV ? Toutes ces questions sont bien sûr faussées, car elles contiennent déjà en elles une réponse circonscrite à cette perpétuation de l'existant, c'est-à-dire aux nécessités indépassables du capitalisme ou de l'Etat, de leur logique de profit et de gestion, d'exploitation et de contrôle.

Dire qu'on s'en fout et que c'est *leur* problème, n'est donc pas un simple argument rhétorique, mais contient déjà en soi le début du monde pour lequel on se bat, quelque chose de complètement *autre*. Un monde inimaginé et inimaginable parce que jamais vécu, «*irréalisé mais pas irréalisable*» comme le disait déjà Déjacque, dont nous ne pouvons et ne voulons pas établir d'avance de carte détaillée. Et pour aller plus loin encore, il nous semble que c'est notamment l'absence ou l'abandon volontaire de cette dimension utopique, sa relégation aux lendemains qui chantent plutôt que comme tension à vivre au présent, qui favorise le terrain boueux de la politique, celui où les moyens et les fins se déconnectent, celui qui permet de réunir dans un même élan partisans révolutionnaires du réalisme et des alliances opportunistes, et tenants réformistes de l'alternative. C'est aussi ce qui permet à toute l'ambiguïté entre subversion de l'existant et aménagement de niches en son sein de prospérer, alimentée sans vergogne par des bonimenteurs qui font commerce de leurs jeux de mots autour de «commune» et «communauté», ou encore justement d'«habiter/créer un monde». C'est alors jusque l'expression même de *contre l'aéroport et son monde* qui perd petit à petit de sa clarté et risque de devenir un slogan passe-partout.

CONTRE LA POLITIQUE

Une des manifestations les plus évidentes de la logique *politique*, c'est lorsque les individus ne s'associent et ne se coordonnent plus à partir de ce qu'ils sont, de leurs idées et désirs, de leur rage et perspectives, mais commencent à ménager tout cela, à le mettre en sourdine au nom d'un intérêt supérieur, la Cause sacrée ou encore la préservation d'intérêts soi-disant communs au sein d'une lutte. La novlangue appelle cela «composer» (avec les citoyens de gauche), là où l'ancienne disait procéder à des alliances tactiques. A Notre-dame-des-Landes, on ne peut nier qu'il existe une large volonté de «*rassembler le plus de monde possible*», de «*rester ensemble dans un objectif commun*», de rechercher la «*bonne entente avec les gens du coin et*



Nantes, 24 mars 2012
pochoir de la manif

l'unité dans la lutte». Cela se traduit notamment par une volonté de *gérer* la lutte plutôt que de la rendre incontrôlable, ou de désigner des porte-paroles pour communiquer avec une imaginaire «opinion publique», plutôt que de la rendre irreprésentable. Or, un des problèmes lorsque la logique *politique* prend le dessus dans une lutte partielle, c'est qu'il n'est souvent plus question d'approfondir et d'affiner les critiques pour porter des coups à l'ennemi à travers l'auto-organisation sans médiations, mais que c'est au contraire la «diversité des tactiques», soit la pseudo-efficacité de la logique quantitative qui emporte le morceau.

Bien entendu, cette cohabitation ne se fait pas sans heurts, et s'il est un point-limite, c'est la question de la dissociation publique en cas de dépassement des bornes de la légalité ou du niveau d'antagonisme «toléré» par les uns et les autres. A Notre-dame-des-Landes, on pourrait prendre pour exemple l'ACIPA, composée de riverains et de syndicalistes. Coutumière depuis longtemps de ce genre de pratiques, il ne s'agit pas tant de la dénoncer pour espérer la changer, que d'en tirer des conséquences en terme de commun dans la lutte. Récemment encore, le 3 mars 2013, une manifestation carnavalesque est partie de la ZAD pour harceler les flics qui stationnent en permanence à certains carrefours stratégiques du site occupé depuis plus de quatre mois. Suite à quelques affrontements, l'ACIPA a non seulement stigmatisé «*un bon groupe de perturbateurs*», mais les a ensuite désignés dans la presse locale comme «*des éléments bien connus dont l'objectif premier n'est pas la lutte contre l'aéroport*». Au-delà de leur rhétorique policière, c'est l'ensemble des perspectives qui est contesté là : fait-on partie de la lutte si notre «*objectif premier*» est le

bouleversement complet des rapports sociaux, et pas uniquement l'implantation d'une énième nuisance ? En même temps, on ne voit pas pourquoi le fait de refuser de comprendre que toute réalité sociale renvoie immédiatement à l'ensemble dont elle fait partie, serait le critère déterminant pour être accepté dans une lutte spécifique... Dans un long texte sorti peu après, des camarades sur place constataient d'ailleurs amèrement que *«depuis deux-trois ans, nous ne comptons plus les communiqués de ce genre provenant de l'ACIPA et de leurs alliés politiques. Leurs tentatives de saboter des actions/projets différents, libertaires, spontanés, ou de les dénigrer ne se comptent plus»*, avant de conclure, menaçant : *«nous ne pouvons contenir plus longtemps ce que l'ACIPA joue comme jeu dangereux. Nous allons sûrement nous attirer les foudres de la majorité de nos camarades, mais au mois les choses seront plus claires ! Pour une lutte directe et sans compromission !»*⁶

Si on prend maintenant un autre exemple lié à la question de la dissociation (et c'est encore l'ACIPA qui s'y colle !), on se rend compte que la logique politique amène non seulement à des enjeux de représentation de la lutte, et donc de pouvoir et de contrôle, mais qu'elle prétend aussi dépeindre le monde à son image en le médiant : des structures désincarnées où plus personne n'aurait de responsabilité propre, en dehors de quelques représentants symboliques, justement. Ainsi, suite à la rumeur qui a couru sur le tabassage d'un vigile à la solde de Vinci sur la ZAD le 13 novembre 2012, accompagnée par la destruction incendiaire bien réelle, elle, de son véhicule⁷, comment comprendre le tweet de réaction de l'ACIPA autrement qu'en terme d'aveuglement volontaire sur la teneur de l'ennemi : *«[nous condamnons] ce genre d'agissements extrêmement violents et inadmissibles. Cette agression relève du droit commun. Une*

provocation cherchant à discréditer le mouvement au moment où il s'amplifie n'est pas à exclure». Ce schéma de pensée reprend l'idée imbécile que seul l'Etat trouverait un intérêt (tout machiavélique) à s'en prendre à un vigile, mais surtout que le capital pourrait réaliser des profits sans la participation de ses subordonnés. Un peu comme si Vinci ou les autres étaient parvenus à un degré d'automatisation tel qu'ils pourraient se passer de travailleurs ! On se souvient que ce tour de passe-passe qui consiste à pointer des responsabilités génériques tout en les désincarnant, s'était déjà produit il n'y a pas si longtemps lors du «week-end de résistance» dans la Manche contre la construction d'une ligne THT, en juin 2012. Le premier texte d'appel à trois journées d'opposition sur place signé par l'Assemblée du Chefresne (4 mars 2012) précisait ainsi sans vergogne qu'il ne fallait toucher ni aux ingénieurs d'ERDF, ni aux flics : *«l'assemblée assumera toutes les formes d'actions, sans distinction de leur "violence", tant qu'elles n'atteignent pas l'intégrité physique des personnes travaillant à la construction ou à la protection des lignes»* !

En réalité, on est là en présence d'un bien étrange paradoxe, puisque lorsqu'il s'agit de s'opposer directement à l'Etat dans une émeute urbaine par exemple, il semble que le fait d'envoyer des projectiles, plus ou moins contondants ou incendiaires, contre son petit personnel ne fasse pas l'objet de la même erreur d'analyse sur son fonctionnement réel. Car que cela plaise ou non aux gauchistes qui voudraient sanctuariser leur sujet révolutionnaire, le capital est au même titre que l'Etat un ensemble de structures et d'hommes, comme nous le rappelle notamment une certaine continuité qui court de l'incendie du poste de vigiles puis aux tirs contre ceux qui gardaient le site de la future centrale de Golfech en novembre 1981, jusqu'aux jets d'objets contre des ouvriers (de l'entreprise Geomont) tra-



Notre-dame-des-Landes, octobre 2012
Tranchées pour empêcher
la circulation des camions de keufs

vaillant sur le site de construction de la ligne de TGV en Val Susa le 27 août 2012.

En réalité, l'identification de l'ennemi (de bas en haut) est une question cruciale qui ne peut être reléguée aux moments plus «tranquilles» de la lutte et être mise en sourdine l'avant-veille d'une manifestation de masse sur la ZAD, comme a eu le mérite de nous le rappeler cette caisse cramée d'un vigile de Vinci.

Enfin, si on s'intéresse maintenant à l'autre versant de ce monde, à savoir non plus le capital mais l'Etat, il est particulièrement frappant que ce soient essentiellement les locaux du Parti socialiste qui aient été visés dans de nombreuses villes. Non seulement Europe Ecologie/les Verts, pour ne prendre qu'un exemple, ont largement démontré leurs faux-semblants sur les questions dont ils se font les hérauts, comme les OGM ou le nucléaire, mais ils sont au gouvernement au même titre que le Parti socialiste. Plus généralement à propos d'identification de l'ennemi, en dehors de ces distinctions de jésuites, la critique ne peut pas porter sur le détail des positions politiciennes liées à l'aéroport (où le Modem et le Front de Gauche seraient par exemple

épargnés parce qu'opposés à ce projet-là, tout en étant par exemple favorables à l'EPR de Flamanville), mais doit viser la *politique en soi*, ce qui signifie au minimum l'ensemble des partis et syndicats, ainsi que les leaders visibles et invisibles et autres porte-paroles médiatiques «issus de la base» qui se dégagent souvent dans ce genre de lutte (soit les futurs chefs politiques)⁸.

En décembre, un texte de compagnons du Rosier est revenu sur ce point : «*rejeter la présence de partis politiques, en mettant en avant le fait "qu'ils nous ont craché dessus pendant des années, en dénonçant les violents et les ultras", omet un peu trop le fait que c'est aussi (et peut-être surtout) que nous voulons tendre à rompre, dans cette lutte et dans les autres, avec tout parti politique ou organisation, récupérateurs, médiateurs, réformistes. Cela peut aussi sembler un démenti face à des accusations d'être des violents, radicaux, ultras, car nous pouvons nous dissocier de ces termes mais non des pratiques de luttes qu'ils contiennent*»⁹. Non seulement il s'agit d'après nous de rompre et de manifester de façon permanente notre hostilité aux partis et autres organes, mais nous ne pensons pas non plus que la division en général soit quelque chose de négatif par

Toujours plus vite, toujours plus loin

Dans ce coin du monde, on veut nous faire accepter la construction d'un nouvel aéroport. Un grand, un beau, tout écologique et créateur d'emplois, facteur de relance, fierté du « grand Ouest ». Un aéroport ! Oui, mais pour quoi faire ? Le plaisir de voyager, comme aventure et découverte, est une chose. La nécessité de se déplacer le plus rapidement possible en est une autre. Avions, TGV et autoroutes ne sont rien d'autre qu'une réponse à cette fausse nécessité : celle de parcourir le plus grand espace en le moins de temps possible.

De quel espace et de quel temps parlons-nous ? Vite fait bien fait de Nantes à Berlin et de Berlin à Nantes, agrippé-e à ses 24 heures, chacun-e trouvera au lieu d'arrivée le même coca, le même sandwich et le même ennui qu'au lieu de départ. Avec le transport aérien, il est possible de rejoindre le même ennui, le même sandwich et le même coca en cinq heures plutôt qu'en douze, plutôt qu'en cent.

Ben dites donc ! C'est ça le progrès sensé nous rendre bouche bée d'admiration ? On nous présente le gain de temps comme un besoin humain que chacun-e devrait pouvoir satisfaire, mais pourquoi et pour qui gagner du temps ? Le temps est-il un bien qui se gagne ou se perd, et l'espace une étendue neutre à vaincre ?

Il ne s'agit pas uniquement des déplacements mais du rythme même de nos vies : une accumulation de moments collés les uns aux autres, une course rapide

et nécessaire. Parce qu'on n'a pas le temps, on doit travailler, produire, toujours plus vite, pour que la machine capitaliste tourne, tourne. Et quelle place pour des pensées, des désirs ou des actes qui ne soient pas marchandises, qui ne soient pas calculables ?

C'est donc ça notre vie ? Il semblerait que oui. Paradoxalement il semblerait que c'est lorsque chaque instant est devenu égal aux autres, lorsque chaque lieu est devenu identique, que le fait de se déplacer le plus rapidement possible est devenu une conquête. On n'a finalement jamais été aussi perdu-e-s qu'avec le GPS : on sait où l'on va mais on ne sait jamais où l'on se trouve. De même avec l'avion ou le métro : on rentre à un bout, on ressort à l'autre et entre les deux, rien ! Un genre de téléportation.

On raserait des haies pour pouvoir bétonner à Notre Dame des Landes. On éventrerait le bocage, on dévasterait des jardins. On expulserait, on déplacerait des vies... C'est vrai, mais il y a plus. Les déplacements à grande vitesse ne sont pas seulement une attaque contre la vie de quelques bocages, mais une attaque contre le sens de la vie même.

Pour notre part, nous ne laisserons pas cet aéroport se construire tranquillement. Non pas parce que l'abandon de tel ou tel projet nuisible change fondamentalement les choses, mais dans l'espoir que cela contribue à entraver la machine capitaliste et le monde qui en découle.

principe. Dans une perspective où la cohérence entre les moyens et la fin est une tension importante, la question de l'auto-organisation ne peut pas être qu'un vain slogan. Elle signifie notamment une autonomie réelle face à toutes les forces partidaires et syndicales, couplée à une conflictualité permanente avec le pouvoir, ses structures, ses hommes et ses idéologies. Ce qui est refusé à travers les mécanismes de la *politique*, c'est à la fois les mécanismes de délégation et de représentation, mais aussi, que les partis soient réformistes ou révolutionnaires, leur art de la séparation et de la médiation.

Pourquoi donc ne pourrait-on pas imaginer, y compris au sein d'une lutte partielle qui voit passer quelques milliers de personnes, un espace de conflictualité où ces derniers seraient absents ? Pourquoi serait-on condamnés à cohabiter avec eux sans broncher, au nom des masses ou de l'intérêt supérieur de la lutte ? Bien sûr, on peut toujours être surpris dans un premier temps par la tournure des événements, comme l'accélération des temporalités d'une lutte, mais finalement, cela ne pourrait-il pas aussi jouer comme révélateur de ce que nous avons déjà construit, et être des occasions à saisir ? Lorsque Eva Joly ou José Bové viennent jouer du tournevis et que députés et sénateurs affrètent des bus pour venir à une manifestation sur la ZAD comme le 17 novembre dernier, que peut-on imaginer en plus des banderoles hostiles le long du chemin ? Des groupes d'affinitaires qui ont la capacité d'affronter des gendarmes robocops ne sont pas forcément démunis face aux services d'ordre des élus (pour rappel, Voynet avait été chassée de la manifestation antinucléaire de Cherbourg en avril 2006 avec peu de moyens), et peuvent même à l'occasion provoquer un débat salutaire au sein des manifestants sur la présence «naturelle» des politiciens de tout poil.

La question n'est pas ici de s'attarder sur les occasions manquées ou de la réduire à un problème technique de préparation matérielle, mais de souligner que le fait de développer une projectualité autonome au sein de luttes partielles nous rend non seulement moins dépendants de rythmes collectifs en nous permettant de bâtir nos propres temporalités, mais nous offre également la possibilité de saisir au vol des moments pour préciser notre opposition «*au monde qui va avec l'aéroport*», comme par exemple cette manifestation du 17 novembre. Peut-être qu'une des manières de ne pas être trimbalés d'une échéance du mouvement à l'autre (surtout quand ce ne sont pas les nôtres, mais qu'elles revêtent tout de même une quelconque importance à nos yeux), de pouvoir approfondir notre critique pratique sans jouer la main d'œuvre radicale, ou de ne pas laisser la lutte aux mains des plus

politiciens, est justement de réussir à construire un espace d'informalité entre différents groupes, qui saurait élaborer cette fameuse projectualité autonome. Une projectualité qui pourrait aussi accueillir en son sein un travail commun entre compagnons et non-compagnons, afin d'approfondir et d'expérimenter certains aspects de la lutte sur des bases radicales.

A moins de penser qu'il n'y ait aujourd'hui plus aucune intervention possible dans une lutte sociale partielle parce qu'on s'y perdrait nécessairement (à l'inverse d'une lutte spécifique menée sur nos propres bases, par exemple), nous pensons pour notre part que les conditions de cette intervention peuvent être réunies (comme une tension vers l'auto-organisation ou la conflictualité sans médiation) et qu'elles sont à revérifier à chaque fois pour en trouver les modalités. On peut certes lutter sur place, mais aussi à côté ou ailleurs¹⁰ en tissant des liens, on peut certes participer aux grands moments collectifs, mais aussi agir avant et après, etc. La question n'est donc pas tant de chercher un modèle à reproduire, et certainement pas celui du «*tous ensemble*», mais d'évaluer nos possibilités réelles et d'imaginer puis de développer des contenus subversifs.

La lutte contre l'aéroport de Nantes, si elle ne peut prétendre échapper à la critique au nom de formes enthousiasmantes (les rencontres, les occupations) ou de la fameuse dialectique hégélienne (les nécessaires contradictions qui mènent à des dépassements – vers le bas aussi !), n'est pas jouée d'avance. Entrée dans une nouvelle phase depuis la résistance aux expulsions et la réoccupation massive, elle est simplement devenue plus ambiguë. Comprendre ses limites et s'en saisir est donc peut-être un premier pas pour essayer de les briser. A Notre-dame-des-Landes comme ailleurs.

■

1. Dont l'ADECA, *Association de Défense des Exploitants Concernés par l'Aéroport*, créée dès 1972 puis réactivée en 2000 (proche de la Confédération Paysanne), l'ACIPA, *Association citoyenne intercommunale des populations concernées*, créée en novembre 2000 (citoyennistes légalistes de gauche proches de Attac, Sortir du nucléaire, etc., qui ont par exemple organisé le *2e Forum européen contre les Grands Projets Inutiles Imposés* en juillet 2012), la *Coordination d'associations et partis politiques opposés au projet*, créée en 2004 (45 orgas et syndicats), et le Cédpa, *Collectif des élus doutant de la pertinence de l'aéroport*, depuis 2009 (surtout EELV).

2. Des amis de l'anarchie, *La ZAD est morte vive la ZAD !*, publié sur Indymedia Nantes, 16 décembre 2012

3. *Notre-dame-des-landes : après le 27 juillet...*, publié sur Indymedia Nantes, 9 août 2011

4. *Des nouvelles de Cyril*, publié sur Indymedia Nantes, 19 décembre 2012

5. A côté des arguments contre «les grands projets inutiles», on retrouve en effet toujours plus souvent une défense des «biens communs» (cantonné au départ aux luttes contre la privatisation de l'eau ou des «services publics», ce concept citoyeniste est devenu extensif). A titre d'exemple, le *Communiqué du groupe organisateur de la manifestation de réoccupation du 17 novembre 2012*, précisait : « *Paysan.ne.s, sans-terres, ou simples habitant.e.s du coin, il s'agit pour nous de lutter contre l'accaparement des terres agricoles et la privatisation du commun* ». Dans son numéro unique du printemps 2011, *Nantes nécropole*, le *Comité nantais contre le nouvel aéroport* utilisait déjà de ce concept : « *loin de satisfaire un quelconque bien commun non marchandisable, les services publics relèvent désormais d'une même logique : offrir des infrastructures publiques aux entreprises qui pourront s'implanter dans la métropole nantaise.* » (p12). Il s'avancait même un peu plus en défendant, comme n'importe quel gauchiste, l'Etat face au Capital, dénonçant la « *marchandisation de l'ensemble des activités humaines et du bien commun aux seuls profits des firmes multinationales* » (p.17)

6. Des membres du Collectif de Lutte Contre l'Aéroport de Notre Dame Des Landes, *LACIPA n'hésite pas à dénoncer des camarades qui ne suivent pas «le bon chemin»...*, Indymedia Nantes, 7 mars 2013.

7. A cette occasion, le site *zad.nadir* n'a de son côté patienté que quelques heures le 13 novembre 2012 avant de balancer à travers tout le net un communiqué titré « *Communiqué de presse des occupant-e-s de la ZAD* », précisant mensongèrement que « *nous voulons également rappeler que jusqu'ici toutes les actions de solidarité effec-*

tuées en lien avec la lutte de la ZAD ont été revendiquées », avant d'ajouter que « *l'hypothèse d'une manipulation est pour nous envisageable, cette action tombant parfaitement pour détourner l'attention de ce qui reste l'essentiel : la préparation de la manifestation de ré-occupation du 17 novembre, et d'une manière générale l'amplification de la lutte contre le projet d'aéroport.* »

8. Tout ce beau monde signe d'ailleurs ensemble une tribune dans un quotidien, qui associe Sud, EELV, Confédération Paysanne, Parti de gauche, Modem (*Notre-Dame-des-Landes : la démocratie en question*, Le Monde, 5 décembre 2012). Ils séparent en chœur le bon grain de l'ivraie en affirmant que « *les opposants dans leur diversité ont multiplié les formes de contestation mais sont toujours restés intransigeants sur le fait que la lutte contre ce projet doit être non-violente* »... ce qui signifie notamment que les fameux «violents» ne font pas partie de la lutte. Et rajoutent en sus qu'une des « *ruses de la répression* » a été « *la manipulation en infiltrant des éléments provocateurs pour pousser à l'affrontement avec les forces de l'ordre ou à l'agressivité envers les journalistes* »... ce qui revient à traiter de flics ceux qui développent ces pratiques.

9. Des épines du Rosier, *Contre l'aéroport et son monde. Un petit racontage sur le bocage enragé*, publié sur *zad.nadir* le 12 décembre 2012

10. A titre d'exemple, que nous inspire ce constat sur le fait d'ouvrir d'autres espaces de confrontation ailleurs : « *Il ne faudrait pas qu'il y ait d'autres gros événements de ce type en France ou des manifestations dans tout le pays, prévient un autre policier. Il n'est pas possible de tenir dans la durée et de fixer autant d'effectifs sur un seul site* » (*Le Télégramme*, « *Notre-Dame-des-Landes. Un dispositif policier à plus d'1M€* », 5 décembre 2012) ?

RES COMMUNIS OU RES NULLIUS ?

NN, septembre 2012

C'est désormais devenu un refrain récurrent, inévitable, quasi obsessionnel. Il pointe son nez dans chaque discours, il prend place dans tous les débats, il est conjugué à toutes les sauces. Partout où il y a une situation de lutte, une lueur de dissensus, une étincelle de conflit, vous pouvez être certains que quelqu'un commencera à vous parler de *bien commun*. Au début, ce mot réexhumé (et d'origine catholique, comme on l'a déjà vu) ne servait qu'à indiquer un élément naturel comme l'eau. Puis, lorsque quelques-uns se sont rendus compte combien ce refrain marchait bien, à quel point il était en mesure d'attirer l'attention et de grimper au hit parade du consensus politique, tout s'est rapidement transformé en « bien commun ». Pour le défendre, des comités et des listes électorales citoyennes ont proliféré un peu partout.

C'est le citoyenisme dans sa quintessence même, c'est-à-dire la récupération des tensions subversives à des fins réformistes. Ce qui nous entoure n'est plus perçu et présenté comme le fruit empoisonné (c'est-à-dire à refuser) d'un système social infâme (et qui pour cela doit être détruit). De nos jours, il est davantage perçu et présenté comme s'il s'agissait de la richesse de tous (donc à accepter) mise en danger par quelques-uns (et qui doit donc être protégée). Avec la lutte pour le « bien commun », on est ainsi passé petit à petit sans s'en rendre compte, de la sauvegarde de ce que la nature nous offre généreusement, à la sauvegarde de ce qui nous est odieusement imposé par l'Etat.

Avec un peu de fantaisie macabre, la métropole n'est plus cet agglomérat urbain « tentaculaire », pensé et construit pour répondre aux exigences du



contrôle et de l'exploitation, anéantissant toute liberté en embourbant les individus qui l'habitent dans l'aliénation. Non, même la métropole est désormais devenue un bien commun. L'université n'est plus le centre de dressage des jeunes cerveaux, l'antichambre de l'esclavage salarié, la rampe de lancement d'une carrière synonyme d'abjection. Non, l'université est devenue un bien commun. Le travail n'est plus l'exploitation de l'être humain, la pire des polices, la version pudique de la prostitution. Non, même le travail est désormais devenu un bien commun. La démocratie n'est plus cette forme d'oligarchie qui justifie l'autoritarisme niché dans tout pouvoir avec l'hypocrisie de l'inexistante volonté de la majorité, l'alter ego (en forme de carotte) de la dictature (en forme de bâton). Non, la démocratie est elle aussi devenue un bien commun. Avec un zeste de ridicule, n'en est-on pas venus à décréter comme un bien commun jusqu'au tourisme, cette industrie du temps libre ?

Comme on le voit, ce qui devrait être radicalement remis en question et refusé est, à travers la rhétorique citoyenniste, absorbé comme étant sien et accepté. Après cela, il ne reste alors qu'à s'en prendre à une mauvaise administration à laquelle adresser des reproches « légitimes » et des plaintes, renforçant ainsi la conviction que l'horizon institutionnel est

le seul imaginable. Mais qu'on n'aille pas penser que les chiens de garde de l'existant sont les seuls à chanter les louanges du bien commun. Non ! Certains subversifs ont aussi été enchantés par l'opposition théâtrale entre *bien commun* et *bien public*. Le bien commun est ce qui appartient à tous, tandis que le bien public est ce qui appartient à l'Etat. C'est ce qui explique les invitations militantes à se mobiliser, à prendre parti pour défendre le premier, qu'il s'agit d'étendre, contre l'arrogance du second, qu'il s'agit de réduire.

Désormais, on se trouve face à une véritable fraude idéologique. La distinction entre bien commun et bien public est une distinction juridique qui garde rigoureusement à la marge de son discours le négatif : le bien de personne, la *res nullius*. Dans le langage du droit antique, on entendait par *res nullius* tout ce qui n'était propriété de personne, et donc à la libre disposition de tous. C'était là la différence avec la *res communis*, le bien commun. La *res nullius* était hors du droit, et dans un certain sens en attente de sa réglementation ; la chose en question était à tous parce qu'il n'avait pas (encore) été établi à qui revenait le titre de propriété. La *res communis* était à l'intérieur du droit, la chose appartenait à tous parce que c'était ce qui avait été décrété par la loi. Que la gauche agonisante courre derrière la pensée catholique pour revendiquer une mise en commun légale et institutionnelle des richesses, on comprend bien pourquoi. Mais que ceux qui aspirent à bouleverser ce monde, ceux qui voudraient se passer de toutes les lois, si jamais ils voulaient utiliser un tel langage, ne devraient-ils pas selon toute attente défendre la *res nullius* plutôt que la *res communis* ?

Les produits de ce monde, reflets de son ordre mortifère, ne nous appartiennent pas et nous ne voulons pas les revendiquer. Ils nous déçoivent, « à l'image et à la ressemblance » de leurs maîtres. Ce que nous voulons, ce que nous désirons, est complètement différent de ce monde infesté de travail et de métropole, de démocratie et d'université. Quant aux trésors de la nature, ou même au génie de l'être humain, s'ils sont à la libre disposition de tous en général c'est parce qu'ils n'appartiennent à personne en particulier. Ils sont la chose de personne, en dehors de la loi, sans titre de propriété. *Res nullius*, justement.

Laissons donc les prêtres et les militants de gauche se démener pour étendre et revendiquer une reconnaissance juridique. Contre tout réalisme politique, nous visons à la supprimer en entier.



L'ENFER EST PAVE DE BONNES INTENTIONS

Croisades humanitaires à l'aune du 3^e Millénaire

19

Dans ce monde qui marche sur la tête, on voudrait nous faire croire que de bonnes âmes humanitaires se dévoueraient à corps perdu pour soulager la misère des plus démunis. Si l'on daignait leur donner quelque obole, on pourrait dormir sur nos deux oreilles, car ces professionnels de la bonne action s'impliqueraient à notre place. Quelques euros, et le citoyen satisfait de lui-même pourrait s'en retourner à ses petites affaires. Recyclant le coup de la quête de la fin de messe qui nourrit avant toute chose la bonne conscience du fidèle, les organisations non gouvernementales savent y faire. Leur marketing de l'empathie s'appuie sur une rhétorique de l'urgence qui ne laisse pas l'espace de s'interroger sur ce qui a du sens, sur ce qui ne va pas, sur les façons de s'y affronter. Tellement charitables et tellement bien organisées, il ne faudrait pas s'en faire, elles gèrent.

Elles gèrent justement. Mais quoi au juste ? La misère, bien sûr ! Celle des *autres*, de ceux qui restent surtout perçus dans le registre de l'altérité, alors qu'ils se prennent de plein fouet le même monde. L'humanitaire se voudrait technique en répondant à de supposés « besoins », tout en maintenant ses « *ayants droits* » dans le rôle de victimes passives. Disons-le sans détour : l'humanitaire n'est pas là pour supprimer la misère à laquelle il entend s'attaquer. Pire, il en vit et la perpétue. Dans ce monde qui ne repose pas que sur le bâton mais aussi sur une adhésion volontaire ou un consentement passif, l'humanitaire sert ni plus ni moins de cau-

tion pour faire accepter l'inacceptable. Alors pourquoi certains camarades ont-ils toujours autant d'hésitation à leur exprimer quelque antagonisme ? Pourquoi encore y faire référence comme un recours possible dans certaines de nos publications ? On connaît leur rôle et leur fonctionnement autoritaire, mais... il y a aussi un tel dedans qui n'est pas « *si pire que cela* » et qui peut même parfois donner des coups de main. Les critiques s'effacent devant une personne et quelques services. S'il est vrai qu'il peut y avoir des individus sincères au sein des organisations humanitaires, il est tout aussi vrai qu'ils ne restent souvent pas longtemps dans ces entreprises qui exploitent sans vergogne la bonne volonté de leurs employés. Ils les quittent souvent pour de vraies raisons, celles qui sont justement trop rarement affrontées. Alors peut-être pourrait-il y avoir un début de remise en question de ce qu'est l'humanitaire dans ce monde, à partir de son évolution, son fonctionnement, sa place grandissante, de façon un peu plus générale. Peut-être y a-t-il urgence en la matière, une autre urgence que la leur, l'urgence de la réflexion, l'urgence d'affûter les armes de la critique quand la domination se complexifie. Parce que l'humanitaire s'est considérablement développé depuis une vingtaine d'années, il ne peut plus être perçu de la même façon. Le cache-sexe de départ a pris une place et une ampleur qu'on ne peut pas occulter. Plus encore, on a comme l'intuition que cet instrument de la domination *fait système*.

Les civilisés regardent tous les jours les images qui viennent d'Albanie, de Macédoine, de Serbie, du Kosovo. Ils les regardent, mais ils ne les voient pas. Elles sont effacées, avec toute leur visibilité aveuglante, par les petits devoirs quotidiens, les lieux communs et le bruit sans fin du bavardage médiatique. Ainsi les civilisés croient –sans y croire– à l'«intervention humanitaire», même quand on leur montre un train de rescapés bombardé par les avions de l'Otan. Ce train-là non plus, ils ne le voient pas. On leur a dit que si on est contre les armées de l'Otan, on est du côté de celles de Milosevic. Milosevic, évidemment, est d'accord lui aussi. On leur a dit que ce dernier est un dictateur, pour ne pas admettre qu'un Etat démocratique –puisque telle est la Serbie– peut engendrer aussi, si besoin est, le nettoyage ethnique. Il faut donc choisir son camp : écrasement nationaliste ou bombardement humanitaire. On croit qu'il s'agit de simples opinions (moi je suis pour, toi tu es contre –vive la démocratie !), mais la mise en jeu est un monde de cadavres. Les civilisés n'imaginent pas qu'entre une domination déguisée en Patrie et une domination déguisée en Humanité, il n'y a rien à choisir, si ce n'est de s'insurger contre toutes les deux. Et contre tous les Etats (y compris un éventuel Etat kosovar). Ils ne savent pas que la guerre est le mode de fonctionnement même du monde de l'autorité et de l'argent. Que c'est de leur paix que naît la guerre. Mais ici, c'est différent. Ici, on prépare, en toute modestie et en plein calme, les conditions de là-bas.

Il est très rare que les Etats laissent apparaître au grand jour les motifs sordides de leurs actions. La raison d'Etat avance presque toujours masquée, surtout lorsqu'il est question de guerre, forme d'action qui découle de sa

Le masque de la neutralité

On le sait depuis le XIXe siècle et le traitement des indigents, toute politique d'assistance est en même temps un instrument de contrôle. L'histoire de ce vaste ensemble que l'on désigne par le terme d'humanitaire n'a rien de neutre. Les premières organisations caritatives sont d'origine confessionnelle, avec tout ce qui va avec d'hypocrisie et de bonne conscience, de puritanisme et d'hygiénisme, de morale et d'ordre.

Si les organisations non gouvernementales se sont graduellement imposées sur la scène internationale, c'est qu'elles ont su jouer sur un soi-disant principe de neutralité qui les plaçait au-dessus des Etats, tout en leur vouant en réalité la plus fidèle allégeance.

Ce sont d'abord la Croix-Rouge (1863) puis d'autres associations caritatives (comme *Save the Children Fund* dès 1919) fondées par des membres de la haute bourgeoisie en accord avec les grandes puissances, qui vont s'affirmer en intervenant pendant et après la Première guerre mondiale. Dès l'origine, ces organisations « non » gouvernementales tissent des liens avec des empereurs, des tsars, des présidents, des ministres et la Société des Nations pour que les Etats partagent le domaine du traitement des blessés. Pendant ce qui a été l'un des plus grands carnages mondiaux, ces caritatifs si attentionnés vont ainsi permettre aux bouchers de se vanter d'accomplir un « progrès » social à travers un traitement « humain » de leurs victimes.

Suite à la Seconde guerre mondiale, la Croix-Rouge parvient même à obtenir des « mandats humanitaires », bénéficiant ainsi de droits et de prérogatives accordés par les Etats sur les blessés, les prisonniers de guerre et une partie des populations civiles (soins et aide alimentaire). La soi-disant indépendance et neutralité de la Croix-Rouge soulèvent alors quelques commentaires irrespectueux. Tandis que les ONG se tournent au cours des années 60 vers le « Tiers Monde » et le « développement », une nouvelle génération d'organisations va justifier son apparition sur le fond de ces critiques, personnifiée en France par *Médecins sans frontières*, *Médecins du Monde*, *Aide médicale internationale*, *Action contre la faim* ou *Handicap international*.

Ces dernières, en apparence plus distantes à l'égard de l'ONU et des politiques publiques, sont en réalité loin d'être des organisations « non » gouvernementales. Les hommes circulent. Comment comprendre autrement le parcours de Bernard Kouchner, fondateur de *Médecins sans frontières* puis de *Médecins du monde*, membre de presque tous les gouvernements socialistes de 1988 à 2001, puis administrateur du Kosovo au titre de représentant de la communauté internationale des Etats, encore ministre aux Affaires étrangères et européennes des deux gouvernements Fillon, et parallèlement rémunéré pour ses activités de conseil aux entreprises (son rapport contribuera à blanchir Total en Birmanie sur le travail forcé) et aux gouvernements étrangers (Congo ou Gabon...)? Les passerelles ne se limitent pourtant pas seulement à l'homme aux sacs de riz¹, et ont aussi leur importance dans les missions accordées à ces institutions humanitaires².

Apparemment construite à côté des politiques publiques, l'intervention humanitaire se révèle ainsi, bien plus structurellement qu'on ne le pense généralement, très proche des intérêts des

Etats. Ce n'est pas une logique qui aurait été dévoyée de son sens premier : ces organisations, certes avec des enrobages différents, occupent des espaces que les Etats ont bien voulu leur laisser, et sont donc à considérer ni plus ni moins comme des « para-institutionnels ». Prestataires de service pour le pouvoir, quand elles ne couvrent pas par leur silence les atrocités commises, elles ne peuvent se permettre qu'une opposition de façade, du genre de celle qui surtout ne gêne pas. Elles ne se trouvent jamais du côté de la contestation de l'ordre existant, sinon pour la pacifier.

Une fiction totalitaire

A la botte des puissants, ces organisations « non » gouvernementales propagent également une certaine vision du monde et des rapports sociaux, une manière de voir et de faire où l'individu

Quand la Croix-Rouge couvre les flics dans la zone d'attente à Roissy

Sans remonter à la Seconde guerre mondiale où la visite de la Croix-Rouge du camp de Terezin en juin 1944 venait assurer au monde entier du bon traitement des populations juives déportées, ici et maintenant, le cinéma continue.

La Croix-Rouge est ainsi présente à l'aéroport de Roissy dans la ZAPI 3 (*Zone d'attente pour personnes en instance*), qui est ni plus ni moins une prison de 180 places où l'Etat enferme les étrangers à qui l'entrée sur le territoire français est refusée. Elle est officiellement chargée de donner un « kit d'hygiène », de fournir une carte téléphonique aux enfermés et de s'occuper de la représentation légale des mineurs non-accompagnés, mais surtout de faire passer la pilule aux refoulés et de couvrir les sales habitudes de la PAF (police de l'air et des frontières). L'arrivée de cet organisme en 2003 avait d'ailleurs été saluée par le Lieutenant Taupin, responsable de la PAF de Roissy pour qui « *c'est un plaisir de travailler avec des gens sérieux, qui n'ont pas une culture systématique de méfiance vis-à-vis de notre travail* ». Injures racistes, mauvais traitements, tabassages sont le quotidien de la zone d'attente. Le manuel des policiers de la PAF est un poème sans fard des mille et une « techniques » pour « réussir » une expulsion, depuis « *comment "tranquilliser" un étranger en situation irrégulière lors de son expulsion* » en passant par « *comment serrer son cou pour l'empêcher de crier* », jusqu'à « *comment détourner l'attention des autres passagers pour éviter qu'ils ne se rebellent ?* ». Y sont répertoriés les moyens de coercition à leur disposition : les menottes textiles ou métalliques, les bandes velcro et la « *ceinture d'immobilisation* », mais aussi différentes pratiques comme la « *régulation phonique* » qui consiste en un étranglement et dont l'objectif est de « *déstabiliser physiquement* » la personne, de « *diminuer sa résistance* » et de « *diminuer ses capacités à crier* ».

Les salariés de la Croix-Rouge y assistent sans qu'aucun mot ne perce jamais à l'extérieur. L'information ne doit pas sortir. *Neutralité oblige*. Et quand face à ce lot quotidien d'horreurs, les employés de l'organisme humanitaire s'épanchent dans un cahier de liaison interne, une note de la direction répond : « *Nous vous demandons, dans le respect de neutralité de la Croix-Rouge de cesser tout commentaire sarcastique à l'encontre de la police aux frontières* ». Le principe de neutralité affiché est un leurre qui sert alors à couvrir les méthodes employées lors des expulsions et à leur donner en plus une caution humanitaire. Aujourd'hui comme hier, ici comme en Irak, en Afghanistan ou en Afrique, rester *neutre* signifie passer sous silence les diverses méthodes coercitives que les pouvoirs utilisent banalement pour contraindre leurs sujets à marcher au pas.

nature même. Aucun chef de gouvernement, quelle que soit sa nationalité, n'avouera que l'objectif de la guerre est d'asseoir et de consolider les bases du pouvoir de la classe possédante, les bases de l'exploitation et de la domination du capital.

Pour obtenir le consentement des citoyens, voire leur enthousiasme guerrier lorsque cela est nécessaire, il leur faut bien présenter leurs exactions sous des formes plus acceptables et plus généreuses, c'est-à-dire comme l'expression de quelque cause générale et supérieure dans laquelle leurs sujets puissent se reconnaître et grâce à laquelle ils puissent identifier leur ennemi présumé. En Occident, la dernière en date est la cause humanitaire, qui semble reléguer au second plan les causes nationales, pour le moment du moins.

L'humanitaire, c'est la guerre menée au nom de l'humanité, c'est le militarisme à visage humain. En Europe occidentale et aux Etats-Unis, il est aujourd'hui difficile d'utiliser le mythe de la défense du territoire de l'Etat nation pour justifier les guerres du type de celles que mène l'Otan. Car aucun chef de bande local, qu'il soit domicilié à Belgrade ou ailleurs, ne menace à l'évidence l'intégrité territoriale des pays qui, Etats-Unis en tête, entendent assurer le rôle de police mondiale et faire régner l'ordre planétaire indispensable à leur hégémonie et à leurs monopoles.

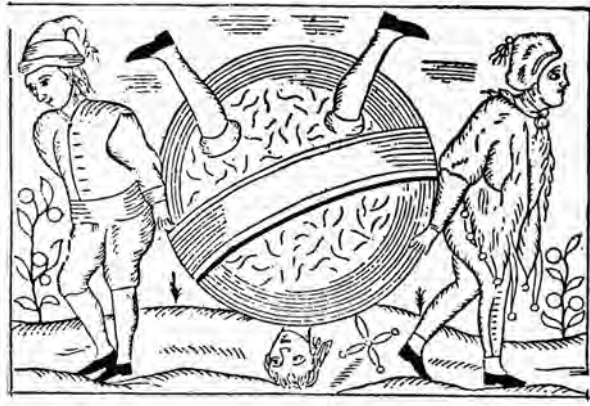
Si l'humanitaire est devenu l'une des justifications majeures de telles guerres, cela n'est pas un hasard. Car, sous nos latitudes, l'illusion la plus partagée par les ilotes du capital, c'est que la démocratie constitue la forme la plus achevée du système étatique, qu'elle est le modèle de l'Etat protecteur, dont l'humanité entière devrait pouvoir bénéficier. A l'époque du triomphe de la démocratie, l'Etat modèle doit protéger non seulement les siens, ceux qui campent sur son territoire national, mais aussi les autres qui, hors des frontières, sont persécutés par quelque Milosevic.

L'humanitaire, c'est le nouveau moralisme des temps de guerre.

C'est la bonne conscience chrétienne des laïcs de la République, qui désirent que le pouvoir d'Etat règle les grandes questions mondiales par-dessus leurs têtes, sans que leur survie quotidienne en soit perturbée et leur sécurité troublée. Leurs larmes de crocodile sur les malheurs d'autrui, Kosovars ou autres, tous vite oubliés, relèvent de la comédie hypocrite et intéressée, qui absout les armées de l'Otan, le pilier de l'ordre mondial, de toutes les ignominies high-tech qu'elles sont en train de perpétrer à travers le monde.

Tout montre que la «raison humanitaire», selon le fin mot du commis voyageur de la charité nationale, Kouchner, n'est que l'une des faces de la raison d'Etat. A ce titre, elle est à géométrie variable. En fonction des circonstances et des intérêts en jeu, l'Etat sélectionne au compte-gouttes ceux qui sont l'objet de ses oeuvres de bienfaisance – de la Croix Rouge aux prétendues ONG – et qui les méritent. En sont exclus par principe les inutiles au nouvel ordre mondial en gestation, les millions d'êtres humains, au Kosovo et ailleurs, dont le capital n'a nul besoin, et qui peuvent bien crever dans l'indifférence quasi générale, ainsi que ceux qui le menacent, tels les Serbes déserteurs : la sollicitude de la France est telle qu'elle va jusqu'à les remettre entre les mains de la Serbie. L'humanitaire se moque éperdument des êtres humains réels, surtout de ceux qui se révoltent.

Dans toutes les guerres, il arrive toujours que des individus, écoeurés par l'odeur du sang et les crapuleries de leurs maîtres, refusent le rôle ignoble que l'Etat veut leur faire jouer, lui désobéissant et fraternisent même avec ceux leur ayant été désignés comme ennemis. La fonction de l'humanitaire est justement de désamorcer tout élan spontané dans ce sens et de le récupérer au mieux des intérêts de l'Etat. Aujourd'hui, toute rupture consécutive avec la logique de guerre passe aussi par le rejet de ce qui la conforte, même lorsque la justification prend l'apparence douce-reuse de l'idéologie humanitaire. ●



est complètement dépossédé de sa capacité d'agir, de réfléchir, d'expérimenter.

Dans cette fiction de l'humanitaire, le monde n'est pas questionnable, il n'y a qu'à en gérer les victimes. La dissension n'existe pas. La possibilité d'émancipation par rapport à ce tout n'est pas envisagée, ni envisageable. L'humanitaire repose sur une certaine conception de l'individu, ou plutôt du non-individu, au sens où il n'est ni un être pensant, ni un être agissant. Avec la souffrance comme seul attribut, tous ceux qui se retrouvent pris dans un dispositif humanitaire sont interchangeables et sont ensuite redécoupés en catégories de « vulnérables » que le monde humanitaire désigne comme ses « ayants-droits ».

Un ensemble d'organisations, de réseaux, d'agents et de moyens financiers répartis dans différents pays parcourent le monde en tant qu'hérauts d'une « cause supérieure » comme soi-disant seule raison d'être. Cependant, ce message n'est pas celui de la liberté, son contraire n'est pas la domination, mais le malheur de « victimes », dont quelques-unes pourraient temporairement se voir imposer un kit de « droits » sous couvert d'un universalisme qui est en réalité à géométrie variable : les « victimes humanitaires » peuvent être forcées de rester ou de partir du jour au lendemain et voir leur statut se modifier, perdant ou obtenant le droit de rester, selon le trop compréhensible bon vouloir des organisations internationales et/ou des gouvernements.

C'est par exemple l'obligation faite en juin 2003 aux Libériens et Sierra-Léonais de Conakry de s'inscrire auprès du HCR s'ils veulent avoir un statut officiel (qu'ils ont demandé par des manifestations dans la capitale guinéenne) pour que la traque de la police marque une pause puis, quelques jours plus tard, l'annonce du gouvernement guinéen immédiatement relayée par le HCR selon laquelle les réfugiés doivent aller dans les camps de la région forestière, à 600 km de là, faute de quoi ils seront considérés comme illégaux et « pris de force ». À l'obligation d'aller en camp pour certains, peut suivre celle d'en partir pour d'autres, comme ces Sierra-Léonais installés depuis des années dans les mêmes camps guinéens, et rapatriés non volontaires au même moment vers leurs régions d'origine dévastées par des années de conflits et encore fréquentées par des miliciens, deux ans après la fin officielle de la guerre.

Dans toutes les étapes de ces parcours, les réfugiés et déplacés découvrent, côte à côte, les personnels et les véhicules blancs des agences onusiennes, des casques bleus et des organisations non

gouvernementales humanitaires. Instruments de contrôle autant que de pacification, leur présence sert également à décourager toute révolte et fixer pour mieux les contenir, les mouvements incontrôlés de populations potentiellement dangereuses pour la stabilité des Etats et l'exploitation des richesses locales.

Un marché en plein boom

Si le maquillage humanitaire dont se couvre la domination ne fait peut-être plus mystère, depuis une vingtaine d'années ce secteur a connu un tel développement que la critique ne peut pas en rester là.

Depuis les années 90, le marché de l'aide d'urgence a littéralement explosé dans un contexte de « crises » surmédiatisées. Sur place, les intervenants sont de plus en plus nombreux à se disputer une part du gâteau. Au Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et aux quelques institutions humanitaires traditionnellement présentes dans les situations de conflit sont, en effet, venus s'ajouter le ban et l'arrière-ban des ONG, mais surtout certains programmes des Nations Unies³. Le système onusien et ses satellites peuvent être considérés comme une puissance humanitaire mondiale : au cours de la dernière décennie, des milliers de personnes ont été déployées sur plus de 60 « théâtres d'intervention », des milliers de tonnes de nourriture distribuées, des milliers de camps de personnes réfugiées ou déplacées construits, puis gérés. Tour à tour, Diyarbakir, Phnom Penh, Mogadiscio, Lokichokio, Sarajevo, Goma, Pristina, Dili, Banda Aceh sont devenus temporairement d'immenses *humanitaire lands* saisis par la fièvre de l'aide : flambée des prix, augmentation des loyers, embouteillages de luxueux véhicules tout terrain frappés au logo de leurs organisations. La multiplication des programmes humanitaires engouffre ainsi chaotiquement des montagnes de fric affectées à l'urgence puis à la reconstruction, jusqu'à ce qu'un nouveau drame chasse la nomenclature internationale de l'aide vers un nouvel épice centre.

Ces organisations n'ont définitivement plus rien à voir avec l'image d'Epinal que l'on peut avoir d'une association caritative. Elles sont devenues au fil des ans de véritables entreprises prestataires de service qui gèrent des sommes considérables, répondent à des appels d'offres, sont en concurrence les unes avec les autres, appliquent des principes managériaux. Elles ont ainsi recruté des spécialistes de la communication, du marketing, des ressources humaines, du droit international, de la gestion et des finances internationales, des spécialistes du lobbying européen, etc. Reproduisant le processus de la rentabilité, leur mode de fonctionnement est ni plus ni moins celui d'une multinationale⁴.

Humanitaire et militaire

Ambiguïté pour les unes ou hypocrisie constitutive pour les autres, ces entreprises para-institutionnelles accompagnent également un autre changement de taille. C'est à partir du début des années 90 que les interventions militaires commencent à se grimer sous le vocable humanitaire. Après le déploiement de force des Etats-Unis en Somalie en 1992, c'est peut-être plus encore le génocide perpétré au Rwanda en 1994 qui va instaurer l'idée de « *guerre humanitaire* ». Quand l'extermination programmée des

Ni Salut ni Armée **contre les** **collabos** **caritatifs**

NN, tract parisien, été 2000

Quand les médias parlent d'exploitation de la misère, ils évoquent souvent des sourds-muets obligés de vendre des briquets, ou de jeunes immigrées qui, venues de leur village pour étudier, se retrouvent enfermées, privées de leurs papiers et forcées de travailler toute la journée, bref, esclaves modernes. C'est bien sûr quelque chose d'inadmissible, mais les journalistes laissent croire que ce serait avant tout le fait de quelques individus sans scrupules.

Pourtant, il existe une autre exploitation de la misère, institutionnalisée, très bien vue, et même louée : celle des organisations humanitaires.

Toutes ont des pratiques identiques. Elles exercent des pressions sur ceux qui dépendent d'elles, pour des soins, de la nourriture ou un toit, exigent une soumission sans faille et n'hésitent pas à virer les récalcitrants et à appeler la police. Ainsi, le centre du Moulin-Joly, géré par la Croix-Rouge (dont le président, Gentilini, vient d'être décoré de la légion d'honneur, preuve que l'Etat sait récompenser ses serviteurs), a viré un malade sans-papier qui avait le malheur de demander la maîtrise des traitements qu'on lui donnait. Comme celui-ci continuait à lutter, le centre a obtenu son internement de force en hôpital psychiatrique après une diffusion de tracts.

Les multinationales du charity-business sont à la pointe des techniques patronales d'exploitation et de division. Cela va d'Emmaüs, qui paye 200 F [30 euros] la semaine les personnes hébergées dans ses hôtels sociaux pour l'entretien et le ménage, à France Terre d'Asile où flexibilité, emploi précaire et discriminations syndicales sont la règle pour les salariés. Son directeur, M. Henry, a d'ailleurs l'honnêteté de reconnaître que l'humanitaire est un « secteur concurrentiel » où on se bat pour des parts de

marché, tout en mettant en oeuvre la politique du gouvernement : toujours plus de précarité, d'isolement et de contrôle sur les pauvres.

Les pauvres, c'est bien le cadet des soucis des organisations humanitaires. L'Armée du Salut est un exemple révélateur. Au début de l'hiver, elle a décidé de transformer un de ses foyers (situé comme par hasard dans une zone de spéculation immobilière) donc de virer, par tous les moyens, les femmes qui y vivaient. Par contre, le commerce d'antiquités sera maintenu. On voit où sont les priorités pour l'Armée du Salut.

Et pour les miséreux récalcitrants, ceux qui osent avoir des exigences, les solutions extrêmes ne font pas peur. L'hospitalisation psy d'office est une pratique courante. Récemment, le centre de l'Armée du Salut de la rue des Frères-Flavien a chargé auprès des flics une personne qu'elle hébergeait depuis 5 ans, avec qui il y avait déjà des conflits, notamment par rapport à la religion. Cette personne voulait diffuser, à l'intérieur du centre, des tracts contre l'Armée du Salut, qui s'est vengée en l'accusant d'être l'auteur des nombreux tags qui ont décoré ses murs. Résultat : 3 semaines en HP, bourrée de médicaments contre son gré, pendant lesquelles l'Armée du Salut en a profité pour la mettre à la rue, tout en cachant l'endroit où elle se trouvait.

L'Armée du Salut, comme tous les collabos caritatifs, fait tout pour isoler, écraser et contrôler ceux qu'elle héberge ; elle écrase sans pitié toute tentative de rébellion et surtout de solidarité de la part des résidants, car, à part elle et quelques bonnes consciences bourgeoises, qui pourrait être satisfait des solutions qu'elle propose ?

Pour régler le problème, il ne sert à rien d'attendre une providentielle association, qu'elle se dise contre l'esclavage moderne ou pour les droits de l'homme, ou une intervention de l'Etat. C'est à nous, pauvres, précaires, exploités d'ici et d'ailleurs, de prendre nos affaires en main, sans tenir compte des catégories et des barrières que le pouvoir veut élever entre nous. C'est à nous de nous auto-organiser, sans spécialisation, pour lutter ensemble afin de révolutionner ce monde.

Tutsis est pudiquement désignée par les Nations Unies comme une « crise humanitaire », *Médecins sans frontières* dont une partie du personnel local a été massacrée, réclame une intervention militaire des grandes puissances. La question n'est plus d'appliquer un pansement sur les atroces conséquences de tout conflit, mais de défendre le fait que ces guerres doivent être menées pour des « raisons humanitaires ». Opérant un renversement du discours, ce serait désormais le refus même de faire la guerre qui deviendrait « criminel ». Et en réclamant des « couloirs » ou des « sanctuaires humanitaires », ces organisations souhaitent en plus s'inscrire dans son sillage !

La temporalité et la forme de l'intervention humanitaire tendent dès lors à se calquer sur celles de l'action militaire, comme on l'a encore vu en ex-Yougoslavie puis au Kosovo. Dès lors, il n'est pas étonnant que beaucoup de celles et ceux qui reçoivent l'aide ne fassent guère la différence entre les militaires faisant de l'humanitaire et les humanitaires arrivés avec les militaires. En Afghanistan en 2001 et en Irak en 2003, les distributions aériennes de vivres et de médicaments ont accompagné les largages de bombes. De plus, l'évaluation du nombre de survivants et d'orphelins potentiels à nourrir, la localisation cartographiée des futurs camps pour un nombre programmé de déplacés, l'installation des tentes et la livraison de milliers de couvertures, sont désormais intégrés dès le départ et anticipés dans les QG des états-majors. L'humanitaire ne pose qu'une mince couche de vernis sur le kaki qu'il accompagne.

L'HUMANITAIRE COMME MODE DE GESTION DES INDÉSIRABLES

A côté des opérations militaro-humanitaires de « *maintien de la paix* » lancées à grand renfort de caméras, un autre versant de l'action des ONG attire beaucoup moins l'attention, bien qu'il soit considérable. Dans les années 1990 et 2000, tous les Etats ont durci leur législation n'accordant plus qu'à la marge le statut de réfugié. On a alors vu fleurir d'autres catégories : *déplacés internes, asile territorial, asile humanitaire*, etc. Catégories qui ont été suivies de la création d'une multiplicité de camps aux formes et aux règles de vie pas très différentes. La stratégie vise à fixer les populations migrantes à proximité de leur lieu de départ et, quand ce n'est pas possible, à privilégier des pays « tampons », notamment en Afrique du Nord, pour cantonner et filtrer les « *étrangers* ». Les camps, qu'ils aient des murs ou des barbelés, ne sont que le dispositif contemporain dans leurs multiples facettes⁵ du tri et de l'enfermement des migrants. Depuis les années 90, ces derniers sont de plus en plus perçus comme des indésirables, et sont devenus une variable à contrôler dans le cadre de la « *maîtrise des flux migratoires* ». Et à cette gestion, les entreprises humanitaires collaborent activement : en plus de participer aux dispositifs contemporains d'acceptation de la domination à travers l'idéologie qu'elles distillent, elles prennent également en charge une partie du tri et du confinement de maintes populations.

Le HCR et le contrôle des flux

La mission du Haut commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) n'est qu'une vague intention humanitaire et morale,



annexée aux politiques de contrôle des flux et de rejet des indésirables. Le HCR suit complètement les politiques de fermeture des frontières qu'on mis en œuvre tous les Etats depuis une vingtaine d'années. Plus encore, il externalise pour eux cette question. Il a ainsi mis en place des programmes de « *retours volontaires* » qui sont souvent, de fait, des retours forcés, et s'est spécialisé dans le traitement des « *déplacés internes* », évitant ainsi qu'ils n'aillent dans les pays de ses financeurs. La gestion des camps est le second métier du HCR, qui sait les installer en urgence face à un afflux de réfugiés, mais aussi les gérer durablement en coordonnant les tâches des associations dépendantes de ses financements. Travaillant avec un budget de 1,8 milliard de dollars, il est ordonnateur des missions de plus de 500 ONG, ce qui permet certes aussi d'accorder « l'asile » à des exilés, mais loin et dans des endroits, camps d'internement ou zones géographiques de concentration, qu'ils ne pourront pas quitter aisément pour tenter de rejoindre l'Europe. En les maintenant sous dépendance et donc sous contrôle.

A bien des égards, cette logique va à l'encontre des tentatives d'auto-organisation que les exilés peuvent expérimenter dans leur propre parcours. Ce fut par exemple la triste expérience du campement auto-installé près du village de Buedu en Sierra Leone, à une quinzaine de kilomètres de la frontière libérienne. Un nombre important de réfugiés du Libéria sont arrivés en 2001 au moment de la reprise des combats dans leur région, après une relative accalmie de plusieurs années. Venant de villes et de villages situés juste de l'autre côté de la frontière, plus de 35 000 Libériens arrivèrent dans le seul district de Buedu. Alors qu'ils venaient de localités proches et appartenaient à des lignages

alliés, les villageois n'ont rapidement plus été en mesure de pouvoir les accueillir et en particulier de pouvoir les nourrir. Les habitants ont alors demandé à leurs « parents » de s'installer dans un espace vide à la sortie de Buedu. L'occupation est devenue un camp auto-installé en 2001. Il a regroupé jusqu'à 4000 personnes, avant que le HCR ne le vide entièrement et de force l'année suivante, au prétexte de sa proximité avec la frontière, mais en fait et surtout, afin de regrouper tous les réfugiés dans des camps du HCR situés au centre du pays. Dans ces zones de confinement, ils se retrouvèrent complètement dépendants de la maigre ration distribuée par le Programme alimentaire mondial (PAM), des tentes et autres « services » standards généreusement prodigués, et auxquels ils avaient eux-mêmes auparavant apporté des solutions. C'est avant tout une histoire de gestion des flux migratoires qui guident ces choix, et l'intervention

Un HCR structurellement à la botte des puissants

Le HCR, officine de l'ONU dépend surtout des dotations qui lui sont allouées annuellement par des gouvernements nationaux, dont il est ainsi politiquement dépendant, tant pour ses activités que pour sa propre pérennité, et pour celle de ceux qui travaillent en son sein. On ne s'étonnera guère que les pays européens allouant la moitié du budget du HCR, sur dix Hauts Commissaires nommés depuis 1950, huit soient européens. Et ce ne sont pas n'importe qui, puisqu'ils sont en général recrutés parmi les hauts dirigeants ou les chefs de gouvernement. L'actuel Haut Commissaire, Antonio Guterres fut un des principaux dirigeants du Parti socialiste portugais et Premier ministre entre 1995 et 2002. Son prédécesseur (de 2001 à 2005), Ruud Lubbers fut le chef de gouvernement hollandais qui effectua le plus long mandat (12 ans) aux Pays-Bas depuis 1945.

L'idée de « traiter » les demandes d'asile au plus loin de l'Europe, dans la région d'origine des exilés, n'est pas nouvelle, mais elle va être conceptualisée par le HCR après l'arrivée de Haut-Commissaire Ruud Lubbers. En 2003, le HCR, certes toujours partagé en interne entre ceux qui sont plutôt « orientés vers la protection » des réfugiés et ceux qui sont plutôt « du côté des donateurs », publie sa *Proposition d'une triple approche* :

- approche régionale : « améliorer les possibilités de renvoyer dans la région d'origine ceux qui en sont partis de façon extra-juridique », tout en concédant hypocritement vouloir « assurer leur protection » ;
- approche nationale : « améliorer les systèmes nationaux d'asile, et renvoyer tous ceux qui sont déboutés dans leur pays d'origine ou dans le pays de premier accueil » ;
- approche européenne : « améliorer la politique commune d'expulsion des migrants ayant déposé des demandes manifestement infondées », et « prétraiter les demandes d'asiles dans des centres fermés ».

humanitaire fait plus que les accompagner, elle y participe directement. Au passage, les grands oubliés de ces politiques sont bien sûr ceux à qui elles sont destinées : à aucun moment, il n'est question qu'ils puissent se prendre en charge eux-mêmes. Ils sont une variable à contrôler, à fixer ou à déplacer au gré d'intérêts politiques, économiques et militaires des régions concernées (stabilité, possibilité d'y exploiter les richesses locales, accords géostratégiques...) et d'une gestion internationale des migrations (volonté de fixer les candidats au voyage loin des portes de l'Europe).

Trier

Le *déplacé*, la *femme réfugiée*, l'*enfant réfugié* reçoivent un « kit de survie » pour autant qu'ils soient reconnus comme appartenant à ces catégories. Au sein des camps, la catégorie « réfugié » est elle-même découpée en catégories distinctes de « vulnérabilité »⁶, comme par exemple l'*enfant non accompagné*, le *survivant de violence*, le *parent seul* ou la *femme seule*, qui finissent par produire une hiérarchie du malheur. Cette multiplication des catégories est bien pratique. Elle permet de créer des séparations là où pourraient se nouer des solidarités. Chacun se trouve assigné à une fausse réalité, parce que pour le moins trop partielle, pour surtout ne pas en sortir. Cette injonction à une place donnée n'est pas liée au parcours ou au vécu des individus, mais à leur gestion. En se systématisant, en s'imposant comme mode de gouvernement de l'« instabilité », l'humanitaire a engendré une bureaucratie de la souffrance, où l'urgence et l'arbitraire se conjuguent souvent : urgence de déplacements plus ou moins forcés ; arbitraire d'un pouvoir sur des situations catégorisées comme dissemblables, acceptant ou refusant la présence, la reléguant dans des lieux plus ou moins carcéraux...

Les réfugiés du HCR et tous les autres

Seule une minorité – entre treize et dix-huit millions, selon les années – sont des réfugiés *stricto sensu*, c'est-à-dire vivant hors de leur pays et reconnus comme tels institutionnellement, sur environ cinquante millions de personnes qualifiées par le HCR de « victimes de déplacements forcés ». Ils sont massivement concentrés en Asie (plus de six millions) et en Afrique (sept à huit millions), auxquels il faut ajouter les trois millions de Palestiniens réfugiés depuis les années 1940 et 1960 dans divers pays du Proche-Orient. Par ailleurs, un peu plus de trois millions de personnes sont considérées par le HCR comme des *returnees*, des personnes « en cours de rapatriement ». Enfin, plus nombreux que les réfugiés reconnus, de vingt-cinq à trente millions, selon les estimations, sont des « déplacés internes ». Tous ces chiffres ne prennent pas en compte les exilés non déclarés et considérés comme « clandestins ». Ce sont les centaines de milliers d'Afghans qui ont fui leur pays. Ce sont les migrants somaliens, éthiopiens, rwandais installés dans des régions limitrophes qui ont préféré ne pas avoir de reconnaissance officielle et tenter leur chance dans l'économie informelle plutôt que d'être enfermés dans des camps. Ce sont les centaines de milliers d'Algériens, de Tunisiens, de Marocains, de Turcs, de Maliens, de Sénégalais qui vivent dans la débrouille de ce côté-ci de la Méditerranée.

Quand les individus n'acceptent pas les catégories auxquelles ils sont relégués, ces humanoïdes sont même prêts à donner carte blanche aux autorités locales pour les massacrer. C'est ainsi que la police égyptienne a assassiné plus de 150 Soudanais qui occupaient un parc situé près de l'enceinte du HCR le 30 décembre 2005. Depuis plus de trois mois, un millier d'habitants de différentes régions du Soudan refusaient à la fois de rester en Egypte où ils étaient en proie au racisme, et les rapatriements « volontaires » (novlangue pour *forcés*) prévus au premier semestre 2006 dans des régions encore



partiellement en guerre. La semaine avant l'intervention de 6000 flics égyptiens, le HCR, estimant leur dossier « bouclé », avait demandé à plusieurs reprises au gouvernement égyptien de « *prendre d'urgence toutes les mesures appropriées pour résoudre cette situation* » qui n'était plus de son ressort, en débarrassant les abords de la noble institution de cette occupation trop voyante. Ce faisant, le HCR a été un complice actif du carnage de ceux qu'il a successivement considéré comme *réfugiés, demandeurs d'asile, déboutés*, et enfin *problème d'ordre public*.

Confiner

De manière très palpable dans le cas des réfugiés et déplacés des pays du Sud, l'humanitaire est l'entité qui, partout où c'est nécessaire, construit, gère et contrôle des camps pour y garder des « populations » considérées simultanément ou alternativement comme *vulnérables et indésirables, victimes et dangereuses*. Un camp demande des aménagements d'espaces vierges, de voies d'accès et de circulation, des installations de tentes et de baraques, de la tuyauterie, des puits et des canalisations d'eau, des cliniques et des écoles de brousse, etc. A cela correspond une répartition des tâches et une coordination entre les employés (étrangers et locaux) des différentes ONG et agences onusiennes, qui sont autant de « branches » d'un humanitaire opérant à la manière d'un gouvernement. Alimentation, santé, voirie, abris, sécurité, environnement, jeunesse : à chacun son « portefeuille ». C'est toute une bureaucratie qui se met en place et qui pérennise l'urgence pour un temps plus ou moins long. Les « ayants-droits » sont alors maintenus en vie à minima, c'est-à-dire selon des normes de simple survie (habitation précaire, ration alimentaire insuffisante⁷, etc...) et sont aussi et surtout maintenus sous contrôle.

Mais il arrive qu'ils sortent du rôle de victimes passives qui leur est assigné. En juillet-août 2003, dans le camp de Tobanda en Sierra-Leone, des veuves demandent des bâches plastifiées afin de protéger leurs cases en terre battue des pluies diluviennes. En cette saison, les intérieurs sont rapidement mouillés : sol, nattes, matelas, vêtements. Un mois plus tôt, le toit en chaume puis les murs de terre d'une maison s'étaient effondrés alors qu'un enfant dormait à l'intérieur. D'autres abris subirent le même sort. Au même moment, le HCR distribuait des bâches plastifiées à des réfugiés nouvellement arrivés, en laissant les plus anciens, présents dans le camp depuis près de trois ans, prendre l'eau. Devant l'absence de réponse des administrateurs du camp, une cinquantaine de femmes ont alors occupé avec leurs enfants la voie principale du camp en



scandant « *nous voulons des bâches !* », puis séquestré des volontaires européens d'une ONG pendant plusieurs heures en les maintenant sous la pluie, avant de bloquer un véhicule de la Croix-Rouge, « *pour qu'ils voient ce que c'est que de rester sous la pluie* ». Elles ont renvoyé tous ces membres d'ONG à un seul et même monde, celui des « U.N. » Face à la protestation des salariés expliquant que cette question-là n'était pas de leur ressort, les femmes n'eurent qu'une réponse : « *Nous vous prenons tous pour des travailleurs d'ONG, comme vous nous prenez tous pour des réfugiés.* »

Les associations et les ONG, en répondant aux appels d'offres des gouvernements, de l'Union européenne ou de l'ONU, en « *prenant en charge* » différents secteurs relatifs à la rétention et à la survie dans les camps, participent au dispositif de contrôle et de confinement des migrants. L'action humanitaire se trouve ainsi non pas « détournée » mais incluse dès l'origine dans les stratégies de contrôle des flux migratoires de toutes sortes. Ces politiques d'immigration ont fait de l'internement des réfugiés et des migrants une industrie florissante et envahissante, dont l'humanitaire fait partie. Dans cet espace où les frontières se renforcent autour des Etats nation comme autant de murs et se multiplient à l'intérieur des territoires, visibles et invisibles, beaucoup sont empêchés de les traverser, ce qui produit des formes de plus en plus variées de zones de contrôle, de tri, de confinement et d'enfermement.

POUR CONCLURE

Ce qui s'est mis en place à travers cette histoire convergente de l'humanitaire et des camps, ce n'est pas seulement le traitement des réfugiés, c'est une modalité d'organisation sociale qui se déploie à l'échelle mondiale. La multiplication des camps, le développement des zones d'attente aux frontières ou de zones d'« asile interne », mais également les opérations de « maintien de la paix », sont quelques-uns des aspects d'un processus plus ample qui donne à l'action humanitaire une place grandissante dans le monde en général. C'est toute une politique et une économie de la « catastrophe » et de l'« urgence » qui se développent et se structurent à l'échelle de la planète. Il est significatif de voir que ce soient des bataillons de la Garde nationale de Floride, spécialisés dans les conséquences des catastrophes sur le sol américain, qui sont intervenus en Irak en 2003 deux mois après la fin officielle des hostilités, pour tenter de rétablir l'ordre à Bagdad. Ce sont encore des bataillons de la même Garde nationale qui sont apparus pour réprimer les actes de pillages commis à la Nouvelle-Orléans en août-septembre 2005 après le passage de l'ouragan Katrina. Catastrophes dites « naturelles » comme « guerre préventive » ; exil provisoire ou durable de millions de personnes fuyant la famine, la guerre, les paramilitaires ou encore une misère dans laquelle sont maintenues certaines régions d'Afrique, d'Asie, d'Amérique centrale et du Sud : dans tous les cas, des dispositifs techniques et organisationnels semblables sont mobilisés pour y répondre, faisant intervenir côte à côte des bataillons militaires et des organisations humanitaires. Les interventions des ONG jouent un rôle considérable dans un monde qui ne peut que produire des « catastrophes », des guerres et des « crises », en permettant que celles-ci restent sous contrôle et qu'elle ouvrent des perspectives de profits alléchants. Participant directement à la mise en camp d'une partie toujours plus importante de la population mondiale, ces entreprises humanitaires gèrent, trient, confinent ceux qui sont alternativement considérés comme *indésirables* qu'il faut enfermer ou expulser, et « surnuméraires » réduits pour une partie à la condition d'être passifs qu'il faut contenir. Si on veut saper et mettre à bas ce monde, il est grand temps de s'en prendre aussi à ces organisations non gouvernementales, tant elles sont devenues un des ressorts de la domination moderne, aussi bien en termes d'image et de pacification que de gestion et contrôle. Le meilleur flic ne porte pas forcément d'uniforme...

1. On pourrait citer également Xavier Emmanuelli, ancien vice-président de *Médecins sans frontières*, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'Alain Juppé ; Claude Malhuret, ancien président de *Médecins sans frontières*, puis secrétaire d'Etat à l'action humanitaire de Jacques Chirac et maire de Vichy pour le parti Démocratie libérale ; Jacques Lebas, président d'honneur de *Médecins du monde*, chargé de plusieurs missions sur l'exclusion par le gouvernement ; Gilles Brücker, également ancien président de *Médecins du monde*, nommé directeur de l'Institut national de veille sanitaire.

2. C'est par exemple un ancien membre de *Médecins sans frontières*, passé par l'ENA et devenu responsable du bureau chargé des populations précaires au ministère de la Santé qui réussit à convaincre deux de ses anciens collègues du monde associatif, le secrétaire d'Etat Xavier Emmanuelli et le ministre Bernard Kouchner, d'inscrire la lutte contre le saturnisme dans la loi de 1998 sur la prévention des exclusions.

3. Le champ d'action de l'ONU n'a cessé de s'étendre, notamment à travers ses six organismes opérationnels, l'Unicef (United Nations Children's Fund, Fonds des Nations unies pour l'enfance), la FAO (Food and Agriculture Organization of the United Nations, Fonds des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture), le PAM (Programme alimentaire mondial), le HCR (Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés), l'OMS (Organisation mondiale de la santé), enfin le PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement).

4. En 2007, une organisation comme *Handicap international* exploitait 214 salariés à son siège lyonnais, 200 expatriés sur le terrain, 2 100 salariés nationaux et intervenait dans 59 pays. À la même période, *Médecins sans frontières France* utilisait les services de 4 500 employés français ou étrangers sur 48 missions. *Action contre la Faim*, présent dans 20 pays, exploitait 141 salariés au siège parisien, 233 expatriés sur le terrain et 2 500 employés locaux. *Médecins du monde* exploitait 150 salariés au siège, 126 expatriés et 1 300 personnels locaux pour 90 missions dans 54 pays.

5. Par exemple, les centres de transit, les camps de détention (Woomera), les centres de rétention, les camps de regroupement de déplacés (au Soudan, en Angola), les centres d'accueil d'urgence (Sangatte...), les zones d'attente de personnes en instance dans les aéroports (les Zapi 2 et 3 de Roissy-Charles de Gaulle...), certaines zones portuaires, certains bateaux (le Tampa)...

6. Le HCR distingue pas moins de quinze catégories de « vulnérables ».

7. La ration du Programme alimentaire mondial (PAM) de l'ONU s'élève à un maximum de 2.000 kilocalories par jour, ce qui en fait une quantité de simple survie. Mais, outre que cette quantité est rarement atteinte, notamment dans les camps africains ces dernières années, sa composition produit elle-même ses propres carences. Le manque de vitamines contenues dans les fruits, légumes et produits laitiers absents de la ration sont à l'origine entre autres, du scorbut, de la pellagre ou du béribéri, et sont d'autant plus graves que la présence dans les camps de réfugiés ou déplacés est plus longue. Il n'est pas rare que pour protester les migrants boycottent collectivement la distribution. D'autres s'arrangent pour se faire enregistrer plusieurs fois sous différentes identités et/ou revendent une partie des rations reçues pour pouvoir acheter sur les petits marchés des camps, des légumes, des fruits, du poisson ou de la viande.

Critique de la société idéale

NN, novembre 2012

Avec la question de la révolution, se pose presque immédiatement pour pas mal de monde, celle de « l'après-révolution ». Beaucoup de celles et ceux qui veulent en finir avec les conditions dominantes se représentent alors les possibilités qui s'ouvriraient, comme ceci ou comme cela.

29

Ces représentations peuvent bien sûr constituer une motivation supplémentaire pour lutter ici et maintenant. Mais une façon importante d'aborder ce thème reste pour nous problématique : celle qui consiste à établir des plans élaborés pour la société à venir. Et ne parlons même pas des fantasmes de conquête du pouvoir pour ériger un nouvel Etat – bien que celui-ci doive soi-disant se dissoudre ; si ces plans venaient à se réaliser, leurs partisans seraient sans aucun doute nos ennemis. Cependant, même chez les révolutionnaires qui ne veulent pas se prononcer en faveur de l'autorité, certains éprouvent également un grand besoin d'opposer une autre société à celle-ci. Cette société opposée devrait par exemple garantir la pleine liberté (y compris parfois avec des droits, ce que je ne développerai pas davantage ici). Des traités interminables la glorifient pour n'exclure personne et la rendre possible (avec en sus la paix, la joie et les œufs pour l'omelette...). Lorsqu'on leur demande « à quoi ressemblerait donc une société libre ? », la réponse est souvent d'une légèreté époustouflante. Plus ou moins convaincante selon les exemples, elle est sensée, c'est du moins ce que leurs auteurs espèrent, convaincre tout être humain doté de raison. Beaucoup en ont d'ailleurs été persuadés, ils sont allés sur les barricades et ont vécu leur vie pour cela. Que cela ait eu lieu au nom d'un paradis qui ne peut bien-sûr jamais être atteint en tant que tel, est un reproche que l'on peut adresser à juste titre aux modèles de société, même anarchistes. Mais la problématique qu'ils posent va bien au delà. Car accepter de tenter de démontrer que « l'Anarchie fonctionne », c'est rentrer dans le jeu et l'horizon de ceux qui ne se représentent la vie que comme fonctionnalité.

Elaborer des modèles sociaux a évidemment pour objectif d'accoler quelque chose de positif à la critique en négatif que porte l'anarchisme. La plupart du temps, cela se veut une sorte de réponse à ceux qui refusent la critique anarchiste avec l'argument « *tout cela est bien vrai, mais quelle serait la meilleure solution pour vous ?* ». Au lieu de répondre « l'Anarchie » justement, soit la négation de toute autorité, on tente d'orner cette négation de magnifiques images positives ; ce qui amène bien souvent l'utopie à ressembler étrangement à l'existant, notamment lorsque c'est une perspective de gestion de la société qui s'exprime, une perspective censée rendre le tout attrayant et rassurant pour les citoyens. Dans une telle perspective, c'est la vie même, celle qui échappe toujours à tout systématisme, qui reste absente, car c'est un facteur de perturbation de toute « société fonctionnelle ». Malgré tout, les partisans de la « société idéale » continuent inlassablement d'affirmer que telle ou telle société assure la liberté pour tous et toutes (ce que les sociétés actuelles prétendent d'ailleurs aussi d'elles-mêmes), en étayant leurs propos par quelques connaissances intelligentes destinées à démontrer que cela marcherait.

Elaborer des recettes pour une société utopique requiert une bonne dose d'images positives de l'être humain, garantissant qu'une fois satisfaits les besoins, il se montrera accessible, social et doux comme un agneau, et que cet agneau développera même toutes ces qualités de sa propre volonté. C'est d'ailleurs pour cela que sont élaborés des concepts qui doivent englober tout le monde, afin que tous soient libres et que tout conflit soit « inutile ». Ces concepts ne sont pas non plus présentés comme des expérimentations, mais comme une



solution définitive : si tous venaient à vivre selon ce modèle, il n'y aurait plus de raison pour de « mauvaises actions ».

Ainsi, le souhait d'une société parfaite est généralement suivi de l'exigence de maîtriser l'individu, pour ne pas courir le risque qu'implique la perte de contrôle ; que les individus puissent prendre des décisions asociales, qu'ils ne fassent pas ce que ne veut pas la société (en question). Pour empêcher cela, il ne s'agirait bien entendu pas d'employer la force brute des dominants – encore reconnue comme telle dans cette critique superficielle de l'autorité –, non, les moyens utilisés seraient des contraintes invisibles, celles de la pédagogie, de l'éducation ou de la nouvelle morale. On promet cette domestication, justement pour convaincre à tout prix les ennemis de l'Anarchie : « *L'Anarchie n'est pas le cauchemar que vous vous en faites, c'est l'état auquel doit aspirer chaque homme bon* » bredouille-t-on. La plupart du temps, les citoyens comprennent bien où on veut en venir : ces chimères sont naïves, ces utopies sont bien belles, comme des marchandises à consommer qui ne font que confirmer leur désintérêt du monde. De telles conceptions ne les égratignent guère, parce qu'au fond, elles ne changent rien à leur vie actuelle...

Dans cette optique, la lutte serait désormais menée au nom de la société future, et non plus à partir de la vie quotidienne ; ce n'est plus la lutte pour sa propre vie, selon son propre goût, mais sa soumission à un idéal supérieur, vers lequel il n'y a plus que des chemins stratégiques à emprunter. C'est notamment à partir de là que découlent la discipline et les autres saloperies du même tonneau. Et aussi que chaque révolte, chaque acte violent contre les conditions actuelles doit ensuite être légitimé en empruntant le détour de la lutte pour l'Idéal. Peut-être est-ce même pour cela que tant de monde réclame la liberté uniquement pour les prisonniers politiques, celles et ceux qui sont en prison pour le noble idéal politique.

En réalité, disons-le tout net, nous n'avons besoin d'aucune légitimation pour nous battre contre l'Etat et la société. Quand nous attaquons cet ordre, pourquoi ne pas dire « *parce que c'est ce que nous voulons* », « *parce que nous avons reconnu qui sont nos ennemis* », et pas en raison de la justification supérieure par l'Idéal ? Et si nous nous efforçons de mener avec le plus grand sérieux la lutte contre l'autorité, en imaginant même des plans pour provoquer la fin de cet ordre, pour créer des relations qui ne reposent pas sur l'oppression, si nous nous demandons comment nous pouvons atteindre cela ; alors c'est simplement parce que

nous en avons besoin. Certes, les modèles sociaux surgissent également de ce besoin, mais ils proviennent aussi d'une autre nécessité, celle de régler les questions de la vie de toutes et tous – et une fois pour toutes. Ils prétendent ainsi nous délivrer de la responsabilité qu'implique bel et bien la liberté. Ils enferment le jeu dangereux de la vie dans des concepts qui excluent les expériences chaotiques les plus diverses et les plus magnifiques.

Et là, on retombe sur les cauchemars du citoyen : qu'on puisse venir lui gâcher le petit monde sacré qui constitue sa sphère privée. Qu'il s'avère que les besoins qu'il a et considère comme ceux de l'« être humain » ne sont que ses propres besoins d'adaptation, de médiocrité et de contrôle.

A l'encontre de la vision des bâtisseurs de société, nous ne pouvons parler que de nos propres besoins, et nous pensons que seul l'apprentissage de la liberté la rend possible. Les besoins de « l'être humain » nous intéresseront peut-être quand nous nous retrouverons en eux, mais ce sera toujours une toute autre liberté que nous ne pourrions expérimenter que dans la rupture avec toutes les valeurs de l'autorité. Si nous arrivons un jour à jouir de la possibilité d'en faire l'expérience sur une ampleur sociale telle que le monde ne l'a jamais connue (et cela reste notre intention), le plus important pour étendre la liberté ne sera ni l'élaboration d'un concept sur la répartition des biens, ni la construction d'un processus de prise de décisions parfait, mais l'approfondissement d'une *capacité à la liberté* (et à sa défense), d'une capacité à entrer en relation les uns avec les autres ; et la pleine attention à l'Ici et Maintenant, plus que vers une projection future. La question n'est donc pas quelle serait la solution définitive, mais comment nous (inter)agissons, quels chemins nous



empruntons et ce que nous faisons des possibilités qui se présentent à nous. Cette manière d'aborder les choses permet également de diffuser socialement les idées anarchistes, mais sans avoir pour obsession d'augmenter le nombre des partisans de quelques rêves d'avenir.

Tout discours sur l'élaboration d'une solution-modèle revient en effet d'une manière ou d'une autre à abandonner la responsabilité individuelle. Un « ordre social » peut fonctionner, et son fonctionnement ne dépend pas de moi. Un « ordre social » me donne de la liberté, et je n'ai donc plus aucune raison de prendre ma liberté, car en fin de compte tout le monde est libre dans une « société anarchiste », n'est-ce pas... Pourvu que nous n'atteignons jamais cet état ! Un état, où la liberté se résume au fonctionnement passif, qui ne connaît plus de changement. Un état privé de contradic-

tions. Car si jamais devait exister un état que les gens, moi y compris, doivent comprendre comme un état final, comme perfection, ce serait la fin de la vie toujours changeante et se développant librement. Ce serait « le meilleur des mondes », tel qu'il se présente à nous aujourd'hui déjà.

Ce n'est pas que je ne puisse pas m'imaginer une société parfaite, tout simplement je m'y refuse ! Car tout état qui me veut passif – comme un simple membre –, exclut mon activité propre. Et si jamais quelqu'un arrive et dit « *ce que nous vous proposons, c'est la liberté réalisée* », nous lui dirons : la liberté ne peut être donnée, elle est ce que nous prenons et s'élève mille lieux au-delà de la platitude de tout modèle.

★

Liberté ?

31

Un compagnon d'aventure de Spartacus, novembre 2012

Comme beaucoup, si ce n'est presque tout le monde, nous sommes pour la liberté. Mais alors, vu que notre société prétend se fonder sur le principe de liberté, pourquoi nous retrouvons-nous si souvent en conflit avec elle ?

Ce conflit, qui du reste a toujours existé sous des formes différentes, naît d'une compréhension radicalement différente du sens de la liberté ; un mot qui, au cours de l'histoire, a toujours prêté à confusion, vu qu'il a pris des sens différents selon le contexte social et les personnes qui l'ont utilisé.

Si on se tourne vers le passé, on peut voir comment dès l'antiquité, dans les sociétés grecques et romaines, la liberté correspondait pour une partie de la population au concept de citoyen (de la polis ou de la République). Un homme considéré comme libre était alors un homme qui participait à la vie politique de la société. Dans les polis grecques, sources d'inspiration pour la démocratie moderne, l'homme libre participait par exemple aux clubs et aux assemblées, qui fonctionnaient sous forme de démocratie directe, pour décider du destin de sa cité. L'homme libre avait besoin pour exister de son opposé, la femme et l'esclave : un individu qui n'était pas considéré comme un être humain et ne pouvait pas décider de sa propre vie, et dont le travail libérait le temps nécessaire à l'homme libre pour « faire de la politique ». De

l'autre côté de la société, celle des esclaves, la liberté prenait en revanche un sens différent. Ce sens n'était pas celui d'un devenir-citoyen, mais signifiait au contraire de devoir nier sa propre condition d'esclave, une négation qui impliquait aussi la négation du concept même de citoyen. Il signifiait retrouver la faculté de pouvoir décider de sa propre vie. Ces idées opposées de liberté furent notamment à la base des insurrections d'esclaves, qui ont surtout marqué l'époque romaine, dans laquelle la seule manière de nier leur condition était la fuite ou la rébellion ouverte, les armes à la main, contre la société.

Même si beaucoup de choses ont certainement changé, on se trouve aujourd'hui face au même dilemme. D'un côté, le sens de la liberté est défini à l'intérieur de notre société comme des possibilités limitées et garanties par cette même société, à travers des lois générales et une morale commune. Des possibilités qui, comme on peut facilement le deviner, dépendent en réalité de notre position sociale à l'intérieur de la société, qui elles-mêmes augmentent avec la quantité d'argent disponible et notre statut : celui qui est plus riche possède plus de possibilités (matérielles, culturelles et de passe-temps), et celles-ci sont bien différentes pour celui qui ne possède rien ou peu, condamné à la survie et à l'absence de véritables choix. Mieux même, celui qui se révolte contre l'état des choses

actuel est isolé et enfermé. La liberté des uns signifie donc en réalité la privation de liberté et l'exploitation des autres.

D'un autre côté, il existe la liberté, celle dont parlent les anarchistes, et qui est quelque chose de complètement différent. Il ne s'agit pas d'une augmentation des choix possibles, mais au contraire de l'expression de toutes les possibilités, des possibilités différentes qui peuvent se déployer dans le rapport avec les autres. Il s'agit donc d'un absolu et pas d'un concept quantifiable, d'une totalité ou, en deux mots plus simples : on est libres ou on ne l'est pas. On ne peut être plus ou moins libres, comme pour un esclave avoir une chaîne plus longue ne peut signifier être moins esclave. Notre liberté est quelque chose qui ne peut être enfermé à l'intérieur de lois et de règles valables pour tous, mais est ce qui naît du libre accord entre individus.

On comprendra facilement qu'une telle liberté ne peut exister sans remettre en cause le monde où nous vivons chaque jour et sans nous affronter à lui. C'est le même constat qu'ont fait il y a plus de deux mille ans Spartacus et ses milliers de compagnons d'aventure, quand ils se sont rebellés contre la République. Une leçon du passé, dont nous pouvons peut-être encore tirer quelque chose aujourd'hui...

★

«Repoussés cent fois, nous repartons pour la cent unième fois à l'attaque. Ceux qui proclament la mort de l'anarchisme sont vraiment de faux prophètes ! Tant qu'existeront exploitation et esclavage, il ne pourra pas mourir.» Voilà les paroles avec lesquelles un journal anarchiste débuta sa publication il y a plus de cent ans à Zurich, et ce sont avec ces mots que nous voulons à notre tour commencer le nôtre, *Aufbruch* (émeute, révolte). Les temps ont changé, et avec eux les formes de servitude, mais notre idée sans compromis de liberté est restée la même. Une liberté inconciliable avec toute forme de domination, qu'elle soit dictatoriale ou démocratique, brutale ou subtile, matérielle ou psychologique. Et c'est ce désir ardent de liberté, non comme un lointain idéal, mais ici et maintenant, qui nous portera éternellement sur le sentier de la rébellion...

[Editorial du n°1, novembre 2012]



Renverser un gouvernement – c'est tout pour un révolutionnaire bourgeois. Pour nous, ce n'est que le commencement de la Révolution sociale. La machine de l'Etat une fois détraquée, la hiérarchie des fonctionnaires tombée en désorganisation et ne sachant plus dans quel sens il faut marcher, les soldats ayant perdu confiance en leurs chefs – bref, l'armée des défenseurs du Capital une fois mise en déroute –, c'est alors que se dresse devant nous la grande œuvre de démolition des institutions qui servent à perpétuer l'esclavage économique et politique. La possibilité d'agir librement est acquise – que vont faire les révolutionnaires ?

A cette question, il n'y a que les anarchistes qui répondent : – «*Pas de gouvernement, l'anarchie !*» Tous les autres disent : – «*Un gouvernement révolutionnaire !*» Ils ne diffèrent que sur la forme à donner à ce gouvernement élu par le suffrage universel, dans l'Etat ou dans la Commune ; les autres se prononcent pour la dictature révolutionnaire.

Un «*gouvernement révolutionnaire*» ! Voilà deux mots qui sonnent bien étrangement à l'oreille de ceux qui se rendent compte de ce que doit signifier la Révolution Sociale et de ce que signifie un gouvernement. Deux mots qui se contredisent, se détruisant l'un l'autre. On a bien vu, en effet, des gouvernements despotiques – c'est l'essence de tout gouvernement d'être pour la réaction contre la révolution et de tendre nécessairement au despotisme ; – mais on n'a jamais vu un gouvernement révolutionnaire, et pour cause. C'est que la révolution – synonyme de «désordre», de bouleversement, de renversement en quelques jours des institutions séculaires, de démolition violente des formes établies de la propriété, de destruction des castes, de transformation rapide des idées admises sur la moralité, ou plutôt sur l'hypocrisie qui en tient la place, de liberté individuelle et d'action spontanée – est précisément l'opposé, la négation du gouvernement, celui-ci étant synonyme de «l'ordre établi», du conservatisme, du maintien des institutions existantes, la négation de l'initiative et de l'action individuelle.

Egypte

Comme la mer...

La révolution sociale est comme la mer. Ses vagues se succèdent, se heurtant aux obstacles qui se présentent, les écrasant ou reculant devant eux. Avec toute la violence d'un élan indomptable, elles détruisent coup après coup les vestiges du pouvoir, de l'exploitation et de l'oppression. Une première vague, immense et inattendue, a emporté avec elle la dictature de Moubarak. Une seconde a fait reculer l'armée qui s'apprêtait à prendre le pouvoir. Une troisième est en train de s'élever aujourd'hui contre le nouvel ordre que cherchent à imposer les islamistes.

33

LE VÉRITABLE TOURBILLON révolutionnaire n'obéit à aucun parti, à aucun chef, à aucun pouvoir. Au contraire, ils sont ses ennemis irréconciliables. Ils seront balayés à mesure que celui-ci s'approfondit. Entre la révolution sociale qui subvertira tout rapport basé sur l'exploitation et la domination, et les imposteurs, les chefs, les maîtres, les partis, les capitalistes, les autoritaires de tout poil, il ne peut y avoir que lutte à outrance. Car la liberté et la fin de l'exploitation présupposent la destruction de tout pouvoir et du capitalisme.

IL N'Y A AUCUNE SURPRISE à ce que les aspirants-puisants cherchent à surfer sur la vague révolutionnaire qui déferle actuellement sur le pays du Nil ; aucune surprise si de nouveaux leaders cherchent à s'imposer en trompant et en dupant, aidés par les médias et les gouvernements d'ici qui parlent de l'« opposition » ; aucune surprise que le véritable élan révolutionnaire se ne traduise par aucun programme de parti, aucun référendum, aucun drapeau et ne soit reconnu pas aucun fief du pouvoir dans le monde. Certes, ceux qui se battent aujourd'hui en Egypte contre le pouvoir actuel ne forment pas un bloc homogène, pas plus qu'ils n'aspirent tous à une véritable révolution sociale. Les luttes en cours sont traversées de milliers de contradictions : entre des opposants qui exigent une assemblée constituante sans l'influence prépondérante des islamistes et ceux qui ne voient pas de salut dans la démocratie parlementaire, ceux qui se battent pour des augmentations de salaire et des conditions de travail plus acceptables et ceux qui veulent chasser tous les patrons, entre ceux qui se battent mais sans remettre en question les préjugés, la morale dominante, les traditions d'oppression millénaire et celles qui luttent aussi bien contre le pouvoir étatique que contre le poids écrasant du patriarcat en un seul et même combat, ceux qui brandissent le drapeau national et ceux qui lient leurs combats à la lutte des exploités partout ailleurs dans le monde... Mais c'est sans doute là que se trouve la force de la révolution qui est en cours en



Egypte : au-delà de toutes les contradictions, elle est née dans les entrailles des exploités et des opprimés. C'est ici que se livre la véritable bataille.

CE QUI SE PASSE EN EGYPTTE, connaîtra des échos partout où des personnes sont en lutte de par le monde. Si pendant des années, les islamistes de toute tendance, ont su se présenter comme des combattants sociaux devant des millions de gens sur la planète, leur masque tombera peut-être aujourd'hui en Egypte, comme il tombe déjà dans d'autres régions (pensons au sud de la Tunisie). La révolution sociale en Egypte sera peut-être la tombe des islamistes et de la réaction religieuse qui se camoufle derrière une prétendue émancipation sociale.

A LA BASE DE LA SOLIDARITÉ révolutionnaire internationale, se trouve sa propre reconnaissance dans les batailles livrées ailleurs. Rester spectateurs du sursaut insurrectionnel en Egypte ne peut que contribuer à son isolement et à son étouffement. Pour soutenir et renforcer le véritable élan révolutionnaire là-bas, celui qui aspire à en finir avec toute exploitation et tout pouvoir, il faut agir. Se jeter dans la mêlée armés avec l'idée de la liberté, la vraie.

NOUS PENSONS DONC OPPORTUN de lancer un appel à passer à l'attaque, à soutenir, là où on se trouve, avec nos propres idées, avec nos propres moyens, la vague révolutionnaire en cours en Egypte. Si à Alexandrie, au Caire, à Malhalla, ... des milliers des personnes se jettent dans la bataille pour un monde nouveau, faisons en sorte que tout représentant de l'Etat et du capital égyptien partout dans le monde trouve le conflit amené à sa porte. Que tout étatiste, capitaliste et serviteur de l'ordre du monde entier sente dans son cou le souffle de la révolution sociale.

Tissons des liens d'action entre les foyers insurrectionnels partout dans le monde !

Pour la destruction de tout pouvoir !

Rencontre anarchiste internationale

Zurich 10/13 novembre 2012

Invitation, septembre 2012

D'OÙ NOUS PARTONS

Les temps changent, les contextes varient, les rapports de domination se transforment, mais dans ce long fleuve tumultueux, nous ne serons jamais prêts à renoncer à ce qui fait de nous des anarchistes. Nous sommes des ennemis de toute autorité, et c'est de là que partent nos tentatives pour partir à l'assaut de l'existant. Nous pensons que la nécessité de l'attaque est permanente et que tout compromis, même revêtu de temporalités tactiques ou de besoins stratégiques, creuse déjà la tombe de la possibilité même de la subversion. Loin de toute vision politique et de tout opportunisme, nous pensons que les possibilités d'explosions insurrectionnelles sont ouvertes. La quête parfois difficile de complices dans la mêlée sociale reste donc nécessaire, sans chercher pour autant le salut dans l'adaptation de nos idées et exigences aux vents capricieux du temps, ou à enfermer la révolte dans l'étroitesse d'une organisation. Si nous proposons une rencontre, c'est à partir de ces quelques bases fermes, et par conséquent de la volonté de diffuser et d'approfondir les idées anarchistes, du choix de nous organiser de manière affinitaire et informelle, de développer des projectualités insurrectionnelles.

Si nous souhaitons réfléchir à nos interventions dans une optique insurrectionnelle, c'est parce que nous pensons qu'il faut des ruptures violentes avec l'espace-temps de la domination pour rendre possible un début de subversion des rapports sociaux existants, vers une transformation révolutionnaire. Sans la révolte et son souffle destructeur, aucun saut qualitatif, aucune expérimentation de *quelque chose de complètement autre* n'est envisageable. Si l'insurrection est un phénomène social et pas seulement l'œuvre de quelques poignées de révolutionnaires, cela ne veut pas dire à l'inverse que les anarchistes n'ont rien à y faire. Comme l'insurrection n'est pas quelque chose de mécanique, le

résultat automatique de conditions historiques (il suffirait donc de l'attendre), ni quelque chose de simplement spontané (il suffirait donc de l'invoquer), nous pouvons toujours scruter l'horizon pour y découvrir

les possibles, élaborer des hypothèses basées sur une analyse des contextes, et développer une projectualité qui permette de transformer le songe en *réflexion*, le faire en *agir*.

Si de nouveaux horizons semblent s'ouvrir aujourd'hui, si de nouvelles possibilités d'intervention anarchiste dans la conflictualité sociale deviennent imaginables, ces défis, certes difficiles et compliqués, ne devraient pas nous faire peur. Ils devraient au contraire nous stimuler pour intensifier l'effort analytique et ses retombées pratiques. Au-delà des particularités locales et des luttes en cours et à venir, et en partant des bases qui sont les nôtres, nous pensons qu'il convient de prendre le temps d'entamer une réflexion générale, un effort un peu plus théorique si on veut. Ce n'est qu'ainsi qu'on pourra trouver des pistes à propos du *comment* agir pour contribuer, précipiter et favoriser l'insurrection.

D'ANALYSES EN HYPOTHÈSES INSURRECTIONNELLES

Tout d'abord, il convient de souligner que dans n'importe quel contexte, quelle que soit l'intensité de la pacification sociale, en dictature comme en démocratie, il est possible d'élaborer une hypothèse insurrectionnelle, et par conséquent de développer une projectualité. De toute façon, il n'y a qu'*un monde*, nous vivons tous sur une même



planète sous le joug de la domination et de l'exploitation.

Les conditions actuelles de la conflictualité ne sont évidemment pas les mêmes qu'il y a trente ans. Les restructurations en cours sont en train d'enterrer la promesse d'une amélioration des conditions d'existence en échange de la paix sociale, et annoncent plutôt un serrement de vis à tous les niveaux. En même temps, l'aliénation marchande et technologique a pénétré de manière bien plus profonde tous les rapports. Privés de sol stable par ces changements, les hypothèses insurrectionnelles du passé pourraient peut-être fournir des suggestions, mais ne peuvent pas remplacer l'indispensable effort de réflexion. Le passé peut bien sûr nous inspirer, mais il ne peut jamais servir de « modèle » ou de « recette ». Même si les perspectives qui s'ouvrent sont en grande partie unimaginables, il nous faut quand même faire l'effort de les imaginer.

Dans un monde où la température peut vite monter, il faut déjà commencer par se poser les bonnes questions. Si la conflictualité peut certes s'exprimer de différentes manières, si les tensions sociales peuvent emprunter des formes plus ou moins attrayantes qui se croisent, s'opposent ou se mêlent selon les contextes et l'évolution des transformations en cours, ce n'est pourtant qu'en y regardant de plus près, et de manière globale, qu'on pourra réélaborer des possibilités d'intervention anarchiste à la hauteur de ces situations. Que nous disent par exemple les émeutes de Londres l'année dernière, celles en France avant ou celles qui se produisent de plus en plus souvent, quoique de manière encore limitées, ailleurs ? Ou encore, que nous dit l'entrée en scène de mouvements de contestation dans certains pays suite à une détérioration rapide des conditions de survie ? Comment aussi repenser les potentialités insurrectionnelles de nos luttes spécifiques, celles qui dépendent de l'initiative anarchiste, à la lumière de ces autres aspects de la conflictualité ?

Les explosions de rage de ces dernières années ont souvent pris de nombreux compagnons au dépourvu en détonant à l'improviste et de manière dévastatrice avant de s'arrêter brusquement, ce qui ne veut pas dire d'un autre côté qu'elles ne peuvent pas aussi se multiplier dans les temps à venir. A moins d'accepter de rester spectateurs de ces émeutes ou de bricoler quelque chose sur le moment même, les anarchistes devraient au moins se poser quelques questions à l'avance s'ils veulent y contribuer. Par exemple, si l'explosion peut faire tâche d'huile, comment lui donner assez d'oxygène pour pousser plus loin la destruction, ou pour qu'elle puisse s'étendre à la fois dans le temps et

dans l'espace ? Et si la destruction est nécessaire, mais qu'elle n'est pas réductible au seul montant des dégâts occasionnés, comment l'alimenter aussi de manière plus qualitative, en embrassant toujours plus d'aspects de la domination ? Enfin, comment y faire vivre quelque chose d'autre, un imaginaire qui aille au-delà du seul *néгатif*, sans s'enliser dans l'illusion politique de la conscientisation ? On peut déjà se préparer en fonction des différentes hypothèses d'intervention qui découlent de ces questions, en prenant en compte qu'il n'y a pas seulement le pendant, mais aussi l'avant et l'après.

A côté de ce type d'émeutes, on peut également s'attendre à ce que des milliers, voire des millions de gens descendent dans la rue pour dire leur « non » ensemble, comme on l'a vu dans les premiers pays touchés par les mesures qui accompagnent les restructurations. C'est un « non » hétérogène qui n'exprime certes pas le désir d'un changement radical, mais plutôt la demande de préserver le statu quo antérieur. Aujourd'hui, au moment du démantèlement des restes de l'Etat social dans l'espace européen, au moment où la grippe financière des Etats augure une gestion plus drastique et une exploitation plus intense, c'est aussi toute une espérance progressiste qui s'écroule. Si on voit clairement que ces mouvements ont un pied dans l'intégration (dans leur recherche d'un nouveau compromis démocratique), et un pied dans la révolte, quelle intervention anarchiste peut-on envisager ? Sachant que des tentatives de radicalisation de l'intérieur nous plongeraient dans la logique du petit à petit, et si la question n'est pas d'accompagner ces mouvements d'une présence radicale, comment « approfondir le désordre » ? En quelque sorte, comment faire dérailler ces mouvements de leur voie réformiste pour tenter l'inconnu insurrectionnel ?

Dans les deux situations décrites plus haut, nous restons bien sûr « dépendants » d'événements extérieurs, même si y réfléchir et s'y préparer n'est jamais peine perdue. D'un autre côté, rien ne nous empêche aussi de prendre l'initiative en permanence. Celle-ci peut par exemple prendre la forme de luttes spécifiques, soit une hypothèse basée sur une certaine analyse du contexte social qui se focalise sur une structure particulière de la domination, comme par exemple un centre de rétention, le tracé d'un TGV, une ligne à haute tension, une prison, une usine d'armement, ... Une telle hypothèse permet de développer une projectualité en reliant nos différentes activités entre elles, et en proposant à d'autres une méthodologie anarchiste pour lutter : l'attaque, l'auto-organisation et la conflictualité permanente. Cette projectualité peut tenter d'avancer vers une attaque partagée

de la structure en question ou vers la multiplication d'attaques diffuses contre ce qui la fait exister, une hostilité sociale offensive, liée au contexte et à l'analyse de la structure. Si ces hypothèses ont été surtout pensées dans des contextes plus pacifiés, quel sens peuvent-elles prendre aujourd'hui, vu qu'en plus, les différents aspects et structures de la domination sont toujours moins « partiels » ? Peut-on encore envisager la lutte spécifique comme quelque chose capable de *s'étendre* à la critique de la domination dans son ensemble au lieu de la limiter, et servant de « préparation » à des moments plus généralisés de révolte ? Enfin, dans un monde où l'aliénation a beaucoup progressé, la lutte spécifique ne permet-elle pas malgré tout de remettre quelques *idées* sur la table d'une manière cohérente ?

Dans une perspective insurrectionnelle, ce qu'on peut analyser ici séparément peut aussi être pensé ensemble. A titre d'hypothèse, on pourrait par exemple penser que la lutte spécifique (entendue dans ce cas comme l'offensive contre un *aspect* de la domination) ne serait plus « condamnée » à rester si spécifique, et que dans le cadre d'une hausse générale de la température, elle pourrait tendre à une remise en question de l'ensemble des rapports de domination. Mais si c'est le cas et que la question reste d'élargir la critique à la totalité, pourquoi choisir un aspect plutôt qu'un autre ? Et comment le dialogue fructueux entre ces luttes spécifiques avec une méthodologie anarchiste, et la généralisation d'émeutes ou les turbulences provoquées par un « non » aux restructurations, pourrait déboucher sur une rupture insurrectionnelle ?

SANS OUBLIER QUE...

Dans l'ensemble de ces questionnements sur les hypothèses d'intervention, certains problèmes généraux demeurent. Citons notamment la question de la *communication*, c'est-à-dire la capacité à s'exprimer et à se comprendre, en mots *comme* en actes. La perte générale d'un autre langage que celui de la domination, faute d'espaces de luttes où cette communication pouvait être forgée, conjuguée à la pénétration rapide et profonde des technologies dans tous les aspects de la vie, l'a désormais transformée en balbutiements ininterrompus. Parmi les anarchistes aussi, il n'est alors pas surprenant de constater que les idées se diluent, deviennent des opinions qui à force d'approximations et de répétitions, finissent même par se transformer en lieux

communs. Même les expériences de lutte ne sont plus « comprises », et deviennent de plus en plus souvent de simples informations à consommer virtuellement. Tout cela a pour conséquence un appauvrissement général des échanges, des sensibilités et de la réciprocité. Plus généralement, on a l'impression de vivre dans un présent perpétuel où les expériences passées deviennent des objets plutôt que des liens. Quels espaces de communication pourrait-on réouvrir, où il serait à nouveau possible de discuter au sein de la conflictualité ?

Une vieille question qui reste également d'actualité parmi les anarchistes, est celle du *comment s'organiser*. Comment approfondir notre choix de s'organiser par affinités, et creuser l'informalité à partir de là ? Quelles manières de s'organiser dans un but spécifique peut-on imaginer aujourd'hui entre anarchistes et d'autres gens qui veulent se battre, de façon à ce que ces formes soient directement ancrées dans la conflictualité ? Quelles manières de s'organiser peut-on imaginer en fonction des différentes hypothèses d'intervention évoquées plus haut ?

INTERNATIONALISME

Enfin, il nous semble qu'il est possible d'effectuer des analyses et des hypothèses au niveau de « l'espace européen », et c'est d'ailleurs un des objectifs de cette rencontre. Bien entendu, nous n'entendons pas par là un bloc uniforme, mais un ensemble d'équilibres qui dépendent étroitement les uns des autres, un ensemble lui-même en interaction avec d'autres « espaces » (pensons simplement aux récents soulèvements de l'autre côté de la Méditerranée). Un tel contexte n'est pas non plus uniquement modelé par les seuls rapports économiques et politiques, qui reposent d'ailleurs toujours plus sur une acceptation passive que sur un consensus actif, mais est aussi un espace de conflictualités qui s'alimentent directement entre elles.

Si nous pouvons partager des hypothèses dans ce cadre, qui partent du général pour s'affiner vers chaque contexte, alors pourrait peut-être s'ouvrir un début de chemin qui se placerait à son tour dans une perspective internationaliste.



Contribution barbare

Contribution à la rencontre,
octobre 2012

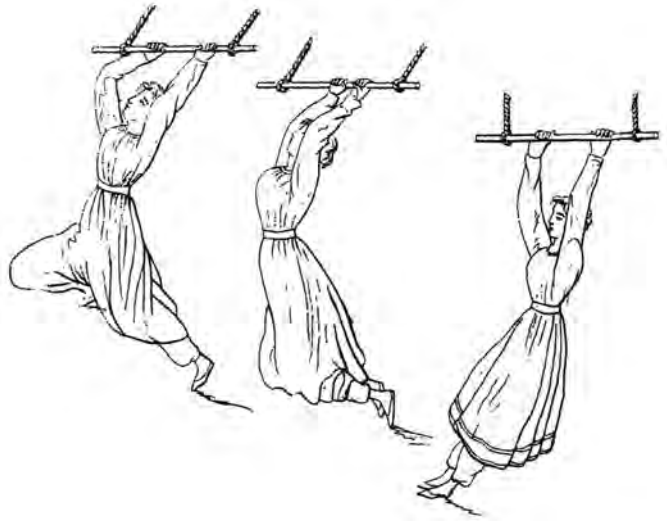
37

Lorsqu'on essaie de lire la réalité qui nous entoure, on se rend compte qu'on est en train d'assister au développement de transformations profondes du côté de la gestion du pouvoir politique et économique. De tels changements se répercutent également au niveau social. Il est donc nécessaire de se confronter aux transformations en cours, et d'en tenir compte dans nos analyses et nos perspectives d'attaque.

Le capital n'est pas en crise, mais, plus « simplement », les choix financiers des Etats ont créé des difficultés dans la gestion traditionnelle du marché, et ont produit, en général, une aggravation des conditions de vie des consommateurs citoyens. Les contradictions développées par le capital ont contribué à déterminer des occasions d'affrontement dans certaines zones, plus ou moins sanglantes et à long terme, entre d'un côté les gardiens du pouvoir et ses structures, et de l'autre ces franges de la population lassées d'être exclues du confort promis par le faux bien-être de la société de consommation.

Face à cela, il est naturel de se demander quoi faire. Etre présents « ici et maintenant » est en effet à la base de notre désir de rupture violente avec tout système de valeurs, avec le capital et ses différentes facettes. Dans le cadre de ces réflexions et dans la définition de perspectives qui puissent nous orienter sur les chemins incertains et inexplorés de la révolte, nous pensons qu'il faut éviter de se confronter à la réalité avec des yeux remplis d'enthousiasmes faciles qui risquent de nous voir faire des insurrections à tous les coins de rue, des complices dans chaque indigné, des sujets révolutionnaires dans chaque exploité. En même temps, nous pensons qu'il est tout aussi dangereux de rester ancrés dans une sorte de réalisme pessimiste qui risque de nous immobiliser par les temps qui courent, de nous transformer en attentistes emprisonnés dans une logique de type déterministe.

Ce qui nous semble fondamental, c'est de se placer dans une optique d'observation lucide qui peut nous permettre de saisir les transformations en



cours, d'identifier les aspects vulnérables de l'ennemi, afin d'évaluer au mieux quoi et comment attaquer.

Dans une condition mentale et matérielle où domine l'urgence d'en être (et non d'être), c'est-à-dire de définir son rôle à l'intérieur d'une possible conflictualité diffuse, on risque de perdre de vue la centralité de la question : la nécessité de partir de soi, de ses propres idées et perspectives anarchistes. Lorsqu'éclate une révolte spontanée, le problème des anarchistes n'est donc pas de chercher un rôle parmi d'autres rôles, de trouver la manière de se faire accepter par les autres, d'être agréables ou de cacher ses véritables désirs pour tisser des alliances. Il serait plutôt utile de déterminer des conditions d'attaque qui empêchent le retour à la normalité, d'expérimenter l'agir qui nous appartient, de trouver des objectifs que la spontanéité n'est à elle seule pas en mesure de trouver. Toute hypothèse insurrectionnelle est imprévisible et indépendante de nous, mais en tant qu'anarchistes, et dans une optique de conflictualité permanente et de définition de projets insurrectionnels, nous pouvons par contre donner une contribution fondamentale lorsqu'elle se produit.

Le problème qu'il faudrait selon nous se poser, n'est pas tant comment se relier aux possibilités de révoltes dans la rue, de luttes sur un territoire et/ou spécifiques qui pourraient se radicaliser et se diffuser, mais plutôt comment continuer à agir et à attaquer, de manière pratique et théorique, à la lumière des transformations en cours à l'intérieur de la société et des mécanismes de domination.

Analyser les pratiques et les parcours de lutte par rapport aux objectifs est une étape fondamentale

dans un discours visant à identifier les limites et les perspectives dans la théorie et la pratique de la subversion sociale. Afin de mieux toucher les différentes problématiques et propositions que nous voulons affronter ici, identifions quelques points et quelques sujets que nous voudrions porter à l'attention des compagnons.

Nous pensons qu'il est urgent d'aborder la question des modalités de communication entre compagnons. Le problème peut être affronté en distinguant deux aspects, celui des manières avec lesquelles nous décidons de communiquer, et celui de la valeur que nous accordons aux instruments que nous choisissons à chaque fois d'utiliser. Nous faisons en particulier référence à l'utilisation du réseau télématique [applications associant les télécommunications et l'informatique comme par exemple internet, NdT], et le rapport que nous entretenons avec lui. Notre utilisation de ces instruments, même de manière secondaire, est une donnée de fait, mais il n'en reste pas moins que ce n'est certainement pas pour cela qu'on peut les trouver utiles en cas d'insurrection ou les considérer comme un instrument fondamental dans la définition de nos perspectives, voire comme quelque chose dont on pourrait disposer librement.

Les systèmes de communication de type virtuel ont connu un développement incroyable ces vingt dernières années dans la société où nous vivons, et imprègnent toujours davantage la réalité et le système de relations entre les personnes. On ne peut nier que de tels systèmes sont lentement entrés dans nos vies, conditionnant même inévitablement notre manière de nous relationner avec les autres, avec ce qui nous entoure, et avec les instruments télématiques eux-mêmes. Tout cela s'est produit malgré le fait que chacun est conscient que l'irréalité virtuelle est fonctionnelle au pouvoir et constitue une de ses forces.

Au cours de la dernière décennie, les moyens traditionnels de faire circuler nos idées, comme par exemple les journaux, les tracts, les affiches ou les livres ont été réduits, et la diffusion des idées elles-mêmes a été presque entièrement déléguée à l'univers virtuel. Il est plus que jamais indispensable de dépoussiérer les vieilles formes de rencontre et de communication entre compagnons, mais aussi d'en expérimenter de nouvelles, qui soient cette fois uniquement nôtres, et pas celles de l'ennemi. Il faut à nouveau se rencontrer et prendre le temps de le faire, même si c'est une chose toujours plus difficile à cause des rythmes imposés par la vie moderne, des rythmes qui sont plus ou moins volontairement devenus les nôtres.

On entend souvent des gens évoquer la possibilité d'exploiter les instruments télématiques dans des

situations spécifiques, mais le fait de se retrouver face à face avec un usage presque quotidien d'internet, en particulier pour échanger des informations ou des idées, nous montre à quel point la réalité virtuelle parvient à conditionner de manière négative la façon même de se lier les uns aux autres. L'idée d'un bon usage de la réalité virtuelle dans une perspective révolutionnaire ne nous convainc pas, et nous pensons plutôt que prendre en considération une telle possibilité impliquerait de choisir des chemins qui n'offrent aucune garantie, parce que fonctionnels au capital et gérés par le pouvoir. La télématique et le développement technologique doivent au contraire devenir des cibles potentielles d'attaque.

Saboter la production

La machine du capital est alimentée par les structures de pouvoir (bureaucraties et institutions), les mécanismes de répression et de contrôle (prisons, tribunaux, forces militaires et de police, systèmes de surveillance), le travail, le consensus et la production. La critique radicale et les perspectives d'attaque doivent donc se développer à plusieurs niveaux, d'un point de vue aussi bien théorique que pratique. Le système de production et de consommation est en particulier ce qui lie et enchaîne directement les individus au capital et à ses différents aspects. La création de faux besoins détermine la soumission, plus ou moins consciente, à l'exploitation salariée et aux logiques du colonialisme économique. La production d'énergie, les complexes industriels et les usines plus ou moins délocalisées, la diffusion de marchandises sont à la base du fonctionnement de ce monde-là.

C'est notamment dans cette direction qu'il faut agir, sans attendre que ce mur de marchandisation, qui pénètre chaque aspect de l'existence, nous tombe inexorablement dessus, pendant qu'on tente d'érafler sa surface plutôt que de s'en prendre à ses fondations, enterrant dans un même mouvement toute possibilité future d'attaque. Trouver, échanger et diffuser des informations pratiques et théoriques à ce propos, sur le repérage et l'utilisation d'instruments et de connaissances, est un des aspects qu'il nous semble indispensable de discuter et de développer.

On pourrait se poser des questions sur comment agir et attaquer, mais il est tout aussi important de se demander contre quoi agir et quels sont les objectifs à identifier, en s'appuyant sur la prise d'initiatives plutôt que de s'enfermer dans des logiques de ripostes. Notre environnement pullule de lieux où le capital prolifère. De lieux qui ont été créés, ou ont changé radicalement ces dernières décennies. Prenons rapidement un exemple pour mettre

facilement en évidence certains des changements auxquels nous faisons référence : pensons à la différence qu'il y a entre des archives papier et les bases de données. Avant, l'incendie de documents dans le bureau municipal de l'état civil, d'un lieu de travail ou dans un gros complexe industriel pouvait représenter une action destructrice concrète. Aujourd'hui non, vu que les informations ou les archives sont conservées dans des bases de données, de petits instruments électroniques qui courent le long de kilomètres de câbles. Ne faudrait-il pas en tenir compte ? N'est-il pas évident que les changements de l'ennemi ont été radicaux et qu'on ne peut les ignorer, mais qu'il faut au contraire les approfondir et les connaître ?

Nous ne voulons pas faire ici une énumération d'autres possibles objectifs d'attaque, parce que nous préférons laisser à chacun l'imagination dans la recherche et la créativité pour définir ses propres perspectives de révolte.

Un autre point sur lequel il nous intéresse de porter rapidement l'attention est la dimension internationale que doit prendre ou reprendre la perspective insurrectionnelle. Des occasions comme celle-là [à Zurich] permettent de se voir, de discuter, de se confronter entre compagnons de différents endroits, et peuvent constituer un point de départ pour l'approfondissement des relations futures, là où naît le besoin et là où on désire les approfondir. Mais la possibilité de tisser des rapports individuels ou entre différents contextes n'est pas l'objectif final, ce n'est qu'un préalable et un aspect de la dimension internationale à laquelle nous aspirons. Avoir des liens avec les compagnons qui vivent à l'extérieur ou s'échanger du matériel et des connaissances ne suffit pas en soi, il faut aussi que chacun de nous sache se projeter dans une optique d'observation et d'action qui dépasse les frontières territoriales.

Pour être plus clair, on peut penser à ce qui est arrivé en Grèce ces dernières années, à l'insurrection de décembre, aux mille attaques disséminées sur tout le territoire, à la conflictualité à répétition contre les forces de l'ordre et les différents symboles et lieux du pouvoir, aux pillages de supermarchés et à tant d'autres actions qui nous ont réchauffé le cœur et enflammé l'esprit. Des feux qui sont pourtant rarement sortis de nos esprits pour emprunter une dimension concrète. Les raisons sont diverses et différentes les unes des autres. Manque de contacts ? Réalité trop éloignée de la



nôtre ? Conditions internes difficilement déchiffrables ? Informations sporadiques et souvent exclusivement liées à des sources officielles ? Oui, certes, ce sont des raisons qui ont certainement compté. Mais la première d'entre elles, celle qui a été déterminante, c'est le fait que nous n'étions pas, et ne sommes pas, préparés, et donc que nous sommes incapables de saisir des occasions. Réussir à porter hors des frontières grecques une conflictualité permanente et des attaques ciblées, être capables de comprendre les contradictions que le capital développe un peu partout, être en mesure de contre-attaquer en ayant à disposition des informations et des instruments développés à l'avance, aurait pu faire la différence.

C'est aussi en réfléchissant sur cette occasion manquée, mais on pourrait en citer beaucoup d'autres, qu'on peut comprendre à quel point il est nécessaire d'avoir la capacité de porter notre regard au-delà de ce qui se trouve dans l'environnement immédiat de chacun d'entre nous, et d'être prêts, d'être préparés.

A force de vouloir « en être », à travers la manie de vouloir participer à la possibilité de propager l'indignation, on risque de s'égarer entre les provocations du capital et des trajectoires de rue qui ne sont pas les nôtres. Nous n'avons aucun monde à sauver, ni de consciences à conquérir, ni de verbes à diffuser. Bien que la créativité comme facteur d'imprévisibilité soit fondamentale, les perspectives et les objectifs ne peuvent pas sortir à l'improviste de quelque chapeau magique, on ne peut pas s'abaisser à une quête obsessionnelle de rôles, de nombres et de présences. L'exploration de nouveaux sentiers d'attaque, l'exploration de nouveaux moyens, instruments et techniques liés non seulement à nos objectifs, mais aussi aux contextes et aux forces disponibles, demeure d'une importance primordiale.

Il existe des possibilités infinies d'intervention dans un sens critique et destructif par rapport à la réalité qui nous entoure, et en ce sens, nous pensons qu'il est important d'étendre et de diversifier les pratiques de conflit en tentant de les rendre, à chaque fois, reproductibles.

Palerme, 31 octobre

De court-circuit en black-out social

Quelques sapeurs de l'édifice social, octobre 2012

Les structures de la domination et de l'exploitation ne sont pas invariables. Elles changent et se transforment au cours de l'histoire pour des raisons liées à sa propension à se perpétuer, et donc en rapport direct et indéniable avec la conflictualité sociale. Si jusque dans les années 70 on pouvait percevoir de fortes tensions et des turbulences importantes dans la sphère productive, se cristallisant logiquement sur le terrain des grandes usines ou au moins avec tous les regards tournés vers là, aujourd'hui, dans la vieille Europe, la conflictualité semble s'être « déplacée » vers d'autres sphères. N'empêche que l'exploitation continue, au travail comme ailleurs, mais certes de manière différente, certes plus « décentralisée », certes mieux protégée contre d'éventuelles remises en question depuis « l'intérieur ».

Il s'agit donc aujourd'hui de continuer, d'actualiser et d'approfondir l'analyse des structures du pouvoir et de l'exploitation. Les vieux modèles ont déjà été abandonnés, même si certains continuent à croire à la constitution en force du « prolétariat » et à son affirmation au sein de la sphère productive. Une analyse « nouvelle » a déjà été entamée il y a des dizaines d'années, mais aujourd'hui, il semble qu'un pas supplémentaire s'impose.

Le fondement de l'exploitation, ou mieux, de sa perpétuation, réside dans la *reproduction sociale*. Il y a non seulement l'évidente recherche de pouvoir et d'accumulation, mais les conflits cantonnés à l'intérieur de sa logique reproduisent aussi l'ordre des choses. Force est de constater que le travailleur produit l'exploitation et que l'exploitation reproduit le travailleur. Tout comme le citoyen produit le pouvoir et que le pouvoir reproduit le citoyen. Les possibilités de briser ce cercle infernal ne se trouvent plus là où les vieux livres du mouvement révolutionnaire les situaient, ni dans une nouvelle version d'un processus lent et infini de prise de conscience, mais ailleurs. Et c'est cet *ailleurs insurrectionnel* qu'il nous faut analyser et expérimen-



ter. L'exploitation et donc la reproduction sociale ne suivent plus des lignes concentrationnaires comme elles ont pu le faire dans le passés. Finis les grands complexes industriels avec leur création d'ouvriers capables de se reconnaître entre eux ; finis les quartiers ouvriers où une communauté d'intérêts rendait possibles de virulents combats ; finies les grandes associations de lutte capables d'enthousiasmer et de mobiliser des milliers de gens. Aujourd'hui, l'exploitation s'est diversifiée et décentralisée à tel point qu'elle rend impossible l'émergence d'un sujet collectif, d'un « prolétariat », sans que ceci signifie évidemment qu'il n'y aurait plus de « prolétaires ». L'exploitation ne tend plus à se concentrer dans une grande structure, mais à disséminer sur l'ensemble du territoire de petites structures, toutes reliées par des réseaux d'énergie et de communication qui permettent la production à flux tendu et une reproduction serrée de la domination. Si la société actuelle ressemble à une grande prison à ciel ouvert, ses barbelés seraient en fibres optiques et ses miradors seraient plutôt les relais de communication.

Si nous soulignons cette évolution, ce n'est pas par simple curiosité et envie de comprendre pourquoi la conflictualité sociale ne suit plus aujourd'hui l'ancien schéma bien ordonné de la lutte de classe entre prolétariat et bourgeoisie, deux blocs bien identifiables se disputant autour d'une forteresse, mais plutôt pour découvrir des axes d'intervention, des points où il est possible d'attaquer l'exploitation, et donc la reproduction sociale. Selon

nous, ces axes se trouvent entre autres dans les infrastructures dont l'économie et le pouvoir dépendent. Cette infrastructure décentralisée et hautement complexifiée a rendu possibles les nouvelles formes d'exploitation (il suffit de penser à la nécessité actuelle d'être joignable à tout moment par portable dans la logique de la flexibilisation du travail), et c'est donc là que l'exploitation d'aujourd'hui peut être attaquée. Les câbles de fibres optiques, les réseaux de transport, l'alimentation énergétique, les infrastructures de communication comme les relais de portables : voilà tout un champ d'intervention qui est par nature incontrôlable, où il n'y a plus aucun centre à conquérir ou position à tenir, où la décentralisation implique par la logique des choses une organisation décentralisée, informelle, en petits groupes, de l'attaque.

De nombreuses personnes ont indiqué la vulnérabilité de ces infrastructures, mais il reste encore beaucoup de travail de clarification et d'indications à faire. On pourrait déjà commencer à accueillir et à approfondir les suggestions pratiques qui émanent de la conflictualité contemporaine. Au lieu de se focaliser sur les affrontements avec la police, on ferait mieux de regarder comment l'infrastructure est attaquée dans certaines émeutes dans les métropoles et leurs périphéries : sabotages de l'éclairage public, incendies de générateurs et de transformateurs électriques, sabotages d'axes de transports ferroviaires ou du réseau de transports en commun. Une analyse actuelle de la métropole ne saurait négliger par exemple l'importance des transports (d'êtres humains, de marchandises, d'informations). Mais le travail de clarification ne peut s'arrêter là. On a besoin d'indications précises, d'analyses précises et de connaissances techniques précises.

Bien évidemment, la possibilité et la nécessité de l'attaque diffuse contre les infrastructures du pouvoir n'a que peu de sens si elle n'est pas intégrée dans une projectualité plus large. Même s'il est toujours bon et adéquat de saboter, il ne faut pas oublier que pour toute chose, il y a un avant, un pendant et un après. Si des fissures dans la normalité, dans la reproduction sociale, offrent des possibilités, alors, il faut déjà les imaginer à l'avance. Que faire en cas de coupure d'électricité ? Que faire quand les transports en commun ne fonctionnent plus et génèrent un chaos incroyable au sein d'une ville ? En plus, il ne faudrait pas considérer toute cette question d'infrastructures comme quelque chose de séparé des autres terrains d'affrontement. Elle peut être intégrée dans n'importe quel projet de lutte. Si aujourd'hui la conflictualité est disparate et diffuse, sans terrain « central », il ne s'agit

pas de retrouver ou de reconstruire une centralité qui unirait les hostilités diffuses dans un seul projet révolutionnaire, mais de créer et de jeter des ponts entre les différentes conflictualités. Une attaque précise contre les infrastructures a par exemple toujours des conséquences plus amples qu'un aspect du pouvoir. Dans une émeute, couper l'éclairage d'un quartier, ne sert pas seulement à rendre plus difficiles les avancées des forces de l'ordre, mais aura des échos bien au-delà de toute considération technique du moment. On ne vit pas pareil s'il fait sombre. Cet aspect est encore plus éclatant par rapport au réseau énergétique ; où les conséquences iront souvent bien au-delà du premier objectif imaginé.

Ensuite, il ne s'agit pas de prendre ces réflexions et suggestions comme des prétextes à une grande conspiration technicienne qui plongerait les villes dans le noir, ou plutôt, comme ce serait le cas aujourd'hui, dans un *black-out* d'informations et de communications. Ce qu'il s'agit d'élaborer, ce sont des projectualités, même modestes, qui indiquent cette possibilité d'attaque à tous ceux qui veulent lutter sur une base radicale, et donc pas aux seuls révolutionnaires. Aborder la question de manière militariste, prôner à nouveau la centralisation face à la dissémination, réfléchir le tout en termes d'« efficacité », revient à n'avoir strictement rien compris à ce qui a été dit. Ce qui est « nouveau » aujourd'hui, ce n'est par exemple pas la possibilité de s'attaquer à une centrale électrique pour plonger la ville dans le noir, mais la possibilité de s'attaquer *partout* au réseau électrique intégré et disséminé. Cette possibilité-là ne demande pas de grandes organisations ni de formalisations de la tension subversive, elle permet des attaques directes, simples et facilement reproductibles.

S'il est vrai que la stabilité de l'ordre établi est en train de séroder depuis quelques années, s'il est vrai que la disparition des vieux modèles de lutte et des organisations de médiation est suivie de nouvelles formes de conflictualité sociale, beaucoup moins contrôlables et beaucoup plus sauvages, il nous faudrait porter notre attention théorique et pratique sur ce qui pourrait contribuer à étendre ce marécage incontrôlable. Dans ce marécage, nul ne peut garantir que ce seront les idées anarchistes et la liberté qui l'emporteront, mais ce qui est sûr, c'est que c'est déjà un sol beaucoup plus fertile pour ces désirs-là.



Quelque chose qui manque

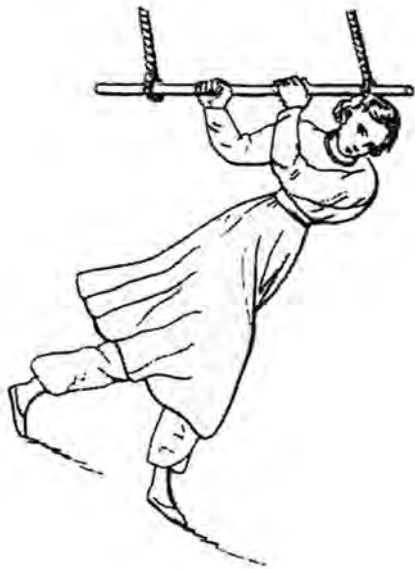
Contribution à la rencontre,
octobre 2012

«...nous risquons d'atteindre le pire en empruntant des parcours peu clairs, mais puisque pour le moment toutes les routes nous sont barrées, il ne dépend que de nous de trouver une issue de secours justement à partir de là, en refusant de céder à la moindre occasion et sur tous les plans»

Il y a quelques décennies, lors des désordres qui ont éclaté à Brixton en Angleterre, il est arrivé à certains compagnons de se retrouver au milieu de la tempête. Les affrontements étaient en train de se dérouler juste devant chez eux. Que pouvaient-ils faire d'autre, sinon descendre dans la rue pour se joindre aux révoltés ? C'est ce qu'ils ont essayé de faire, sans y parvenir. De fait, les révoltés les ont repoussés plutôt brutalement. Des anarchistes ? Et c'est qui, ça ? Qu'est-ce qu'ils veulent ? Ils ne sont pas des nôtres, ils ne parlent pas la même langue que nous, ils n'ont pas notre couleur de peau, ils n'ont pas des vêtements comme les nôtres, ils n'ont pas les mêmes codes de comportement que nous. Face à l'explosion d'émeutes aveugles et inconsidérées, il ne suffit pas d'être anarchistes pour rester en première ligne.

Il y a quelques semaines, lors d'une protestation d'ouvriers devant le Parlement dans une ville européenne, il est venu à l'esprit de certains compagnons de se rendre sur place. La protestation était précisément en train de se dérouler dans leur ville. Que pouvaient-ils faire d'autre, sinon descendre dans la rue pour se joindre aux manifestants ? C'est ce qu'ils ont essayé de faire, sans y parvenir. De fait, les manifestants les ont repoussés plutôt brutalement. Des anarchistes ? Et c'est qui, ça ? Qu'est-ce qu'ils veulent ? Ils ne sont pas des nôtres, ils ne parlent pas la même langue que nous, ils n'ont pas les mêmes problèmes que nous, ils ne portent pas des bleus de travail comme nous, ils n'ont pas les mêmes codes de comportement que nous. Face à l'explosion de protestations sociales, il ne suffit pas d'être anarchistes pour être en première ligne.

Parce que la rage, celle des anarchistes, ne provient pas de l'exclusion d'un monde qu'ils ne reconnaissent pas et méprisent, n'est pas causée par l'offre ratée d'une possible intégration dans la société ou par leur exclusion soudaine de l'économie. Ce qui



42

alimente leur rage n'est pas un débordement de bile ou un retournement d'estomac suite à des besoins collectifs insatisfaits. Ce qui les meut, c'est le battement de leur cœur vers des désirs singuliers. Et les désirs des anarchistes n'ont pas de place dans ce monde, parce qu'à tout point de vue, ils en constituent la négation totale. Voilà ce qui les pousse à la subversion, à l'insurrection, à la révolution.

Ne nous faisons pas d'illusions. Nous ne sommes pas dans l'Espagne de 36, il n'y a pas des dizaines de milliers de compagnons prêts à lutter, ni de millions de personnes sur lesquelles compter pour construire le nouveau monde. Au reste, toute cette force matérielle a-t-elle réussi dans sa tentative de libération ? Nous sommes restés vraiment peu à penser que la vie peut et doit se passer du pouvoir, que l'Etat n'est pas le seul horizon souhaitable, et c'est pour cela qu'il nous semble complètement vain de penser pouvoir «tenir tête» à notre ennemi. Plutôt que de chercher à enrôler ici et là la force numérique indispensable pour faire front, mieux vaut alors chercher à découvrir quelles sont nos possibilités -les étudier, les connaître, les expérimenter- afin d'entraver, de ralentir, de détraquer, de saboter les plans de la domination. Surtout maintenant qu'elle est en train de traverser une de ses périodes de mutation qui l'oblige à abaisser, en partie, ses défenses immunitaires. Notre faiblesse quantitative déconseille par exemple d'engager des épreuves de force, mais permet au moins de nous bouger avec une certaine agilité. Et, sans se conso-

ler de prévisions triomphalistes, l'interconnexion de toutes les structures du pouvoir rend de toute façon l'effet domino concret, y compris à petite échelle.

De fait, tant que la seule possibilité d'intervention dans des désordres sociaux qu'on réussira à imaginer sera celle de faire acte de présence aux premières lignes, côte à côte avec les rebelles et les contestataires, unis et avec le même slogan, il sera difficile d'éviter d'être repoussés (échec de la participation improvisée) ou de tomber dans la politique (nécessité de la participation programmée). A notre avis, il faut résister aux sirènes de la reconnaissance, non seulement politique, mais aussi sociale. Nous ne sommes pas des généraux en quête de soldats, ni des pasteurs en quête de troupeaux. Nous n'avons pas besoin de recevoir des tapes dans le dos et des sourires de la part des gens. Nous ne devons pas nous faire accepter, vu que nous ne voulons convertir ni guider personne. Nous voulons *déchaîner* les individus parce que -comme le confiait déjà un prince anarchiste dans un lointain passé- «sans désordre, la révolution est impossible». Nous n'avons donc pas nécessairement besoin d'être au premier rang, parce que nous ne voulons pas nous faire (re)connaître ni n'avons quelque chose à prouver. Cela peut arriver, vu que le refus a priori de se joindre à d'autres a peu de sens, mais ce n'est pas notre priorité.

Créer du désordre. Elargir le désordre. Faire durer le désordre. Voilà nos objectifs immédiats. Le refrain de tous les organisateurs de masses est qu'un désordre prolongé est ce qui prépare et justifie le retour du pouvoir. Selon eux, le désordre doit durer le moins de temps possible, et il faut immédiatement mettre en acte des mesures aptes à satisfaire les besoins de tous, autrement il est inévitable qu'on retourne en arrière. Nous ne sommes pas d'accord. Nous pensons à l'inverse qu'un désordre momentané est tolérable, parfois même souhaitable, par le pouvoir. Parce qu'il offre un défolement à même de faire baisser la pression. L'habitude millénaire de se mettre à genoux ne se perd pas en quelques jours ou quelques semaines. Et nous nous méfions de ceux qui entendent organiser non seulement eux-mêmes, mais aussi les autres. Seul un désordre prolongé peut extirper des individus l'habitude de l'autorité. De plus, qui vous dit que tôt ou tard l'ordre redevienne nécessaire ou souhaitable ? Si la couleur de la liberté est le noir, alors son visage ressemble plus à une jungle qu'à une place ou un laboratoire. Et bien qu'une place ou un laboratoire soient des endroits plus communs et plus sûrs, il faut se décider à pénétrer dans cette jungle.

Les désordres qui viendront, quelle que soit la forme qu'ils prendront, nous offrent une certitude

: au milieu du fracas, il sera plus facile de passer inaperçus. Les forces de l'ordre se déploieront pour défendre certains palais, en laissant d'autres sans protection. L'attention générale se concentrera sur certains points, et en oubliera d'autres. De nombreuses rues de la ville seront paralysées. Qu'y a-t-il dans les bâtiments qui les bordent, et dans lesquelles une éventuelle alarme ferait par la force des choses arriver les secours en retard ? Quelles sont les structures, dans et hors des métropoles, qui leur permettent de fonctionner ? Et où se trouvent leurs embranchements ? Comment bloquer, avec les moyens du bord et sans présence constante (et donc immobilisante), les rues et les routes d'accès ? Comment élargir et approfondir la perturbation, plutôt que de tenter de la résoudre ? Toutes ces questions, qui sont passées pour un passe-temps excentrique chez les compagnons pendant des années, reviendront -voilà le souhait-toujours plus à l'ordre du jour.

Et il s'agit même de questions qui pourraient concerner d'autres personnes, comme les furibonds exclus de la démocratie ou les indignés déçus de la démocratie. Les premiers sont sourds à nos paroles, mais pourraient respecter et même reproduire nos actes. Les seconds pourraient en partie prêter l'oreille à nos discours, et peut-être même attention à nos actes. Comment être disponibles à la rage des deux, sans tomber dans la pédagogie ou l'opportunisme ? Comment raccourcir une distance qui au départ ne peut qu'être considérable ? Cela en vaut-il la peine, ou est-ce uniquement une perte de temps et d'énergie ? Parmi tous les insatisfaits, peut-on rencontrer des complices inattendus, y compris si on ne les considère pas comme des alliés à flatter ou à tolérer en vue de monter des affaires profitables ?

Enfin, si la situation devait devenir incandescente, d'autres problèmes encore surgissent. Le déroulement de toutes les insurrections et de nombreuses émeutes présentent certains traits identiques. On a une explosion qui suspend la routine quotidienne, la normalité. Pendant une période plus ou moins longue, l'impossible est à portée de main. L'Etat recule, se retire, disparaît presque. Le mouvement, en proie à l'enthousiasme, tend à laisser intactes les structures de la domination, désormais considérées comme neutralisées, pour savourer enfin la joie des nouveaux rapports. Une fois la plénitude passée, commencent les premiers problèmes, l'Etat revient et fait place nette. Conscients de cela, notamment grâce aux leçons de l'«Histoire», peut-on imaginer quoi faire ?

Peut-on, par exemple, tenter de résister aux enthousiasmes, et se concentrer sur cette brève fraction de temps où l'Etat abandonne le terrain ?

Voilà l'instant dans lequel jouer le tout pour le tout. *Le moment où il faut être en mesure d'accomplir des gestes irréparables qui ne permettent plus un retour au passé.* Quels sont des gestes ? Comment les réaliser ? Contre quels objectifs ? Le passé offre quelques suggestions, mais ces dernières ne constituent bien sûr pas un modèle en soi. Lors de la Commune de Paris par exemple, un geste irréparable fut l'exécution de l'archevêque. Après cela, aucun accord, aucune tractation n'était même plus pensable. Ou bien c'est l'Etat qui disparaissait, ou bien c'était la Commune.

C'est un des principaux problèmes à affronter, comme le savent bien les compagnons grecs qui s'interrogent depuis longtemps sur comment faire pour aller de l'avant, après que presque tout ait

déjà été livré aux flammes ces dernières années. L'Etat est assiégé par des manifestants, délégitimé, mais il gouverne. L'économie a perdu un nombre important de banques et de crédibilité, mais elle commande. Le mouvement a donné de grandes démonstrations de force, mais il n'avance pas. Il manque ce quelque chose en plus capable de...

Il ne s'agit pas de raisonner à l'envers pour trouver de nouvelles réponses à de vieilles questions. Ces dernières sont périmées, décomposées, balayées par la perte du langage et l'érosion du sens. Voilà pourquoi il devient important de se poser de nouvelles interrogations et de commencer à les explorer.

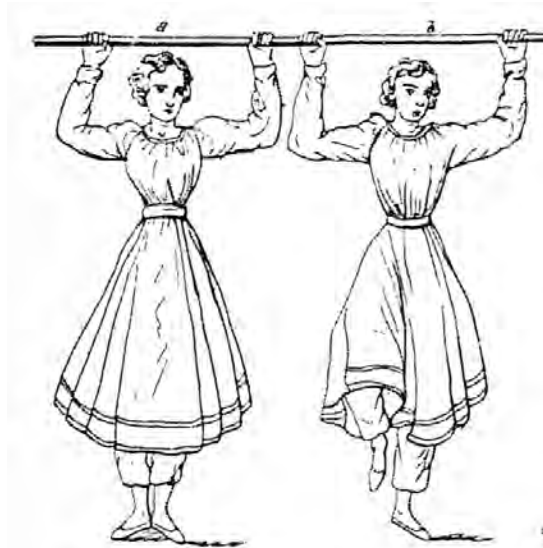


Dépasser les frontières

Contribution à la rencontre,
octobre 2012

Nous préférons par-dessus tout que nos luttes ne connaissent pas de limites. Voilà pourquoi nous cherchons à saisir lors de leur élaboration, où se trouvent leurs limites, leurs frontières, pour ensuite tenter de les déplacer. Cette intention se traduit aussi bien sur le terrain « géographique » que sur le plan du « contenu ». Si nous engageons une lutte, nous avons souvent le désir au cœur, ne fût-ce qu'en catimini, que cette lutte ait des échos au-delà d'un quartier, d'une ville, d'une région spécifique. De la même manière, nous considérons une thématique spécifique ou un événement concret dont part une lutte simplement comme des points de départ : nous espérons que d'autres qui veulent se battre les dépasseront aussi pour remettre en question et attaquer toujours plus d'aspects du pouvoir. En d'autres mots, un désir de luttes qui ne connaissent pas de frontières.

Mais si nous regardons des conflits sociaux ou des révoltes qui se produisent quelque part au loin, ou lorsqu'une fois encore un compagnon nous approche avec une faim internationaliste, la réponse à ce qu'on peut en faire, ici et maintenant, n'est pas évidente. Au-delà de l'idée que dans d'autres endroits du monde, il doit aussi y avoir des fous avec des idées anarchistes, il semble souvent que



nous ayons tellement emmuré nos propres activités qu'une interaction avec celles qui se déroulent à l'extérieur de ces murs paraît impossible. Les efforts allant dans le sens d'une telle interaction sont souvent rapidement suspendus, dans la plupart des cas du fait qu'on ne peut pas vraiment comparer des situations locales, que chacune est différente et exige donc une approche singulière. Ce qui est vrai quelque part. Dans chaque situation locale, il y aura toujours des aspects différents qui rendent chaque réalité unique. Différents axes autour desquels existe une conflictualité, différentes formes par lesquelles l'autorité s'impose plus ouvertement, différents points névralgiques, différentes sensibilités etc. Et il va de soi que nous voulons y être le plus attentifs possible lors de l'élaboration de nos activités locales. Plus encore, aucun internationalisme en soi ne fera surgir par un coup de baguette magique ou ne remplacera cet effort et cette capacité nécessaires. Cela restera toujours un défi dans

lequel nous nous retrouvons face à nous-mêmes et que nous ne pouvons donc affronter que par nous-mêmes. Mais par là, tout est loin d'être dit.

Ayant en tête tout ce qui est précède, je pense qu'une dynamique internationaliste peut exister, qui dépasse en quelque sorte les projets locaux de chacun, mais puisse en même temps les influencer et les faire avancer. Le lecteur attentif m'a sans doute surpris dans une affirmation bien facile, car une telle dynamique existe déjà. Peut-être la question est-elle plutôt d'imaginer quelles formes une telle dynamique peut prendre, et ce quelle pourrait engendrer si nous l'approfondissons et l'intensifions. Et là, toute affirmation facile serait mal placée. Ce qui suit ne constitue donc que quelques réflexions modestes et sommaires ayant pour but de contribuer à une discussion, un exercice mental, une tentative. A la recherche d'une dynamique qui laisse derrière soi toujours plus de frontières.

De grands et de petits moments (dont la prochaine rencontre internationale en Suisse fait partie) où des compagnons de différents pays se retrouvent, offrent –au-delà des buts toujours limités des rencontres– des occasions pour développer de l'affinité. Certains peuvent commencer à se connaître dans un certain contexte et faire les premiers pas, aussi modestes soient-ils, vers une réciprocité sur le terrain de la connaissance, des idées, des aspirations. D'autres ont peut-être déjà découvert cette réciprocité par le passé, et alors toute rencontre devient un moment où l'affinité existante peut être approfondie. Ceci ne dit évidemment rien du pourquoi. Pourquoi nous semble-t-il intéressant de nouer et d'affiner des liens au-delà des frontières ? Une petite partie de la réponse me semble se trouver dans les activités déjà élaborées qui parcourent les contrées. Moments de discussions par exemple, qui voyagent au prétexte d'une lutte, d'un événement ou même d'une publication, et où des expériences et des idées sont échangées entre différentes personnes en différents lieux. Ou parfois, et on peut se demander pourquoi nous ne profitons pas plus souvent de cette possibilité réelle, des moments de conflit « local » peuvent littéralement être vécus ensemble par des personnes de différentes régions ou pays. Parce que ces moments sont des épisodes intenses et donc captivants dans une lutte ; ou simplement parce que quelques mains en plus sont les bienvenues.

Il serait certainement intéressant que des initiatives soient plus souvent prises dans de telles occasions. Mais (même la multiplication de) ces pratiques ne disent encore pas tout sur leur possible perspective. Après coup, on pourrait toujours ranger sage-

ment ces occasions dans l'armoire des expériences faites pour ne plus jamais y revenir. Ou... on pourrait tenter de les introduire dans les activités que chacun dans son contexte spécifique est en train d'élaborer, de façon à ce qu'elles deviennent des points de référence et des sources d'inspiration. Mais comment alors ?

Peut-être faudrait-il oser se poser les questions qui surgissent en élaborant des luttes locales, avec une approche internationale. En commençant par exemple par une analyse de la réalité. Regarder autour de nous et chercher à comprendre ce qui se passe et ce qui se joue. Ensuite, chercher les points communs dans les différentes analyses faites dans les différents contextes. Qu'est-ce qui a changé ces dernières décennies ? Comment analyser le pouvoir qui devient toujours plus décentralisé, la dictature de l'économie qui cherche à coloniser la vie de manière toujours plus profonde, les moyens répressifs toujours plus vastes que les Etats sont en train de développer, le rôle délirant de la technologie etc. ? Ce sont des tendances qui dépassent aisément les frontières nationales et qui, même à un rythme différent ou sous d'autres formes, se font sentir partout. Et ensuite, quels moments peuvent réussir à miner l'ordre établi, ou qu'est-ce que l'absence de tels moments peut nous dire ?

Avec des analyses de la réalité en poche, nous pouvons aussi nous aventurer sur le champ du futur. Non seulement en essayant de faire des hypothèses qui aillent au-delà de notre situation locale, mais aussi en nous demandant ce que ces hypothèses pourraient nous enseigner quant à l'intervention anarchiste. Quelles possibilités pourraient se dessiner si nous engageons aussi la discussion au-delà de notre contexte et des complices proches. Ceci pourrait engendrer une interaction qui laisse peu de choses non discutées ; analyses, moyens, méthodes, et pourquoi pas, des perspectives et de possibles « buts ». Une interaction qui ne soit pas seulement approfondie lors des moments de discussion et d'action que nous partageons physiquement, mais puisse aussi être ramenée dans nos propres projets, nos propres initiatives de lutte, nos propres tentatives de ruptures dans la réalité de notre contexte. Pour qu'une dynamique puisse croître, dans laquelle les activités de tous les coins se communiquent de plus en plus, s'inspirent et se renforcent.



Sommets et lentilles

Osvaldo Bayer, *Severino Di Giovanni, c'era una volta in America del Sud*, (trad. et préface d'Alberto Prunetti), Agenzia X, 2011, 256 p.

La grande marmelade contemporaine se répand. Tout individu irréductible, toute idée rebelle, toute expérience singulière part en miettes, dissoute, liquéfiée, pour finir mélangée avec des composants d'origine diverse, autrement indigestes. Le résultat est ce type de plat aussi voyant qu'écœurant, aussi poisseux que fade, capable de combiner prière et blasphème, ordre et révolte. Il pointe un peu partout, dans nos assiettes comme dans nos idées. Et bien qu'il ne soit rien d'autre que marchandisation, falsification et récupération, il nous est vendu comme une nouveauté à ne pas manquer, comme un dépassement louable.

Le samedi 21 avril 2012 était le premier jour de la XIIe édition de la foire de l'*Autre livre*, une initiative qui se tient à Naples dans le contexte enchanteur bien que surprenant d'une vieille église. Il n'est pas étonnant qu'un tel rendez-vous attire beaucoup de ceux pour qui le livre n'est pas une marchandise, mais un instrument de libération. En marge de cette journée inaugurale devait aussi avoir lieu la présentation du livre d'Osvaldo Bayer, *Severino Di Giovanni, c'era una volta in America del Sud*, publié il y a peu chez Agenzia X, par les soins d'Alberto Prunetti, invité là pour l'occasion. Qui était Severino Di Giovanni ? Un anarchiste italien émigré en Argentine dans les années 20, rédacteur et éditeur de journaux et de livres subversifs, mais aussi un braqueur de banques et un amant de la chimie explosive. Une vie dédiée à l'anarchie, à la pensée et à la dynamite, fauchée de façon précoce par un peloton d'exécution. Aucun regret, aucun remords, aucun repentir, parce que —selon ses propres paroles— *on doit offrir à la vie la délicate élévation du bras et de l'esprit*.

Malheureusement, en cette époque d'OGM, certains se retrouvent à offrir la sordide prostitution du corps et du cœur en guise de survie. C'est le cas

des éditeurs et du traducteur/préfacier de ce livre : anarchistes lors du dernier millénaire, et aujourd'hui commerçants et experts éditoriaux qui gagnent leur croûte en exploitant la révolte des autres. Sans vergogne, avec désinvolture, avec la certitude que tous apprécieront leur marmelade putride.

Une certitude peut-être compréhensible, vue la diffusion de la servitude volontaire, quoique infondée. Ainsi, la présentation prévue à Naples n'a pas eu lieu, parce que certains ont pensé qu'elle ne devait pas se tenir. Prunetti n'a pu parler que quelques minutes, avant d'être interrompu par ceux qui, se trouvant là par le plus grand des hasards, étaient pressés d'exprimer leur mépris contre un produit culturel sur la vie et la mort d'un anarchiste, fusillé par un Etat argentin qu'il avait combattu de toutes ses forces. Un livre publié «dans le cadre du programme «Sur» de soutien aux traductions, du Ministère des affaires étrangères, du commerce international et du culte de la République argentine» (comme on peut le lire sur la seconde page du bouquin).

Oui, exactement comme ça. D'abord l'Etat argentin assassine Di Giovanni, et puis il s'en souvient en accordant une subvention éditoriale ! Comme il est généreux, n'est-ce pas ? Cela nous rappelle Benetton, disposé à construire un mausolée en souvenir des Mapuche que son entreprise contribue à exterminer. Ou le gouvernement des Etats-Unis qui rend hommage aux Indiens qu'il a massacrés et enfermés dans des réserves. Pensez combien serait beau un livre sur les Partisans subversifs tués à coups de barre via Tasso à Rome, publié sous le haut patronage du Parlement («*Une histoire de sang et d'insurrection, un pur refrain-punk rouge et noir et rebelle*», comme le publiciseraient les types d'Agenzia X*). A gerber.

Couvert d'insultes et ne sachant plus à quel saint se vouer, le traducteur/préfa-

cier a balbutié quelque chose sur la différence entre la vieille dictature (moche et méchante comme ses généraux) et la nouvelle démocratie (belle et bonne comme ses financements). Ou encore sur le fait que tous les livres sur l'Argentine reçoivent des subventions de l'Etat, et donc que...

Ce fut un gaspillage de salive. Il n'y a rien eu à faire, le ton est monté et les produits culturels exposés pour être vendus ont volé en l'air. Pas même la tentative de mettre de côté la marchandise imprimée pour continuer à faire une discussion sur l'anarchiste des Abruzzes n'a fonctionné, vu que le brave Prunetti voulait continuer à tenir sa table. A nouveau réduit au silence, il se consolait en commençant à signer des autographes.

Ça a fini comme ça devait fini. Quelques minutes après que les trouble-fête aient quitté la salle, ce sont les organisateurs eux-mêmes qui ont décrété la fin d'une présentation devenue manifestement une farce. Et ils l'ont fait sans trop hésiter, s'étant rendu compte (comme ils l'ont reconnu ensuite) que ce qui était arrivé était vraiment le minimum. Parce que *publier un livre sur un anarchiste trucidé par l'Etat avec le fric de ses bourreaux* est un affront qui appelle la fureur. Et qui l'appelle encore plus fort quand cette infamie n'est même pas le fait d'un gratte-papier universitaire ingénu, que la séduction subversive n'a jamais effleuré, mais est accomplie par quelqu'un qui a connu le mouvement anarchiste de l'intérieur.

Et puisque les paroles volent, mettons ici par écrit ce qui a été dit pendant la contestation : espérons que partout où il aille présenter cette merde de livre, Prunetti-l'ordure se retrouve devant quelque anarchiste qui lui rappelle la différence entre la recherche de la subversion de l'existant et la quête de la subvention de l'existant. Il est temps que lui et tous les récupérateurs à son image — des anciens combattants affabulateurs aux mythopoètes garçons de course de l'industrie culturelle, en passant par les dissociés en tout genre — apprennent à laisser tomber à jamais cette révolte qui ne fait plus partie de leur vie. S'ils veulent faire carrière avec les livres, qu'ils se limitent à ceux pour enfants, aux recettes de cuisine, à ceux consacrés aux tatouages, aux champignons, aux graines...



* NdT : «Une histoire de sang et d'anarchie. Un pur tango-punk noir et rebelle» est le début du 4e de couverture qu'a imaginé le cerveau vermoulu des éditeurs alternos d'Agencia X.

L'espace qu'on leur laisse...

Du côté francophone, on ne peut pas dire non plus qu'on manque d'anarchistes republiés par des éditeurs dont la cohérence minimale avec le contenu imprimé n'est pas le fort. Agone n'a-t-il pas ressorti en 2006, avec «le soutien financier de la Région PACA», les articles du compagnon qui se revendiquait ennemi implacable et intransigeant de «*tout ce qui découle de l'organisation sociale actuelle, tout ce qui en dépend, tout ce qui contribue à la légitimer ou à la fortifier*», soit Albert Libertad ? Entremonde n'a-t-il pas édité en novembre 2012 avec une subvention du canton et de la ville de Genève, une biographie du compagnon qui précisait que «*nous [les anarchistes] ne sommes, ni n'avons jamais été neutres. Ce mot me répugne plus que tout autre. Nous sommes les ennemis de tous les étatismes, de tous les militarismes*», soit Luigi Bertoni ? Héros-Limite n'a-t-il pas fait imprimer un mois avant, avec une subvention de la ville de Genève, le recueil de textes d'Elisée Reclus sélectionnés par Severino Di Giovanni en 1930 ?

En moins de cinq pages imbéciles, les préfaciers de ce dernier ouvrage viennent même jouer les singes savants pour tenter de se justifier d'avoir suivi le choix de Di Giovanni... à un petit détail près, qui est que lui avait fait imprimer Reclus avec le fruit d'expropriations de l'ennemi, pas avec ses oboles ! Croyant opposer radicalement les deux anarchistes, ils nous lâchent ensuite froidement qu'«*alors que le Français a toujours rejeté le principe de l'utilisation de la violence, l'Italien en faisait sa bannière*». Mais dans ce cas, qui donc a bien pu s'exprimer de la sorte au temps de Ravachol : «*Je crois que la personne humaine doit tendre à la liberté complète, absolue. Je crois que toute oppression appelle la revendication et tout oppresseur, individuel ou collectif, s'expose à la violence*» ? C'est bien Elisée Reclus, dont Di Giovanni projetait de publier les œuvres complètes. Et le communard tirera également une conclusion importante sur la non-dissociation, par rapport à la violence minoritaire des opprimés : «*Quand un homme isolé, emporté par la colère, se venge contre la société qui l'a mal élevé, mal nourri, mal conseillé, qu'ai-je à dire ? C'est la résultante d'horribles forces, la conséquence de passions fatales, l'explosion d'une justice rudimentaire. Prendre parti contre le malheureux pour justifier ainsi d'une manière indirecte tout le système de scélératesse et d'oppression qui pèse sur lui et des millions de semblables, jamais !*»

Les deux Suisses n'ont pourtant pas tout inventé eux-mêmes, et puisent leur caricature de Di Giovanni chez ce même Osvaldo Bayer, celui dont l'éditeur italien de son dernier opus a été contesté à Naples, celui qui doit une partie de son succès dans les milieux radicaux à sa biographie de l'anarchiste exilé en Argentine. Sous-titrée *L'idéaliste de la violence*, traduite en plusieurs langues (mais heureusement pas en français¹) et maintes fois rééditée en espagnol, il est vrai qu'elle s'attache autant sinon plus aux rapports de police et aux articles de presse de l'époque qu'aux textes que le compagnon publiait dans sa revue *Culmine*² puis son journal *Anarchia*, qu'elle s'attarde beaucoup plus sur les aspects spectaculaires de sa vie (la dynamite et les braquages, sa passion amoureuse pour América Scarfó) que sur la situation sociale argentine de l'époque et celle du mouvement révolutionnaire, ou sur ses idées et l'agitation menée à travers différents instruments (manifestations et assemblées, tracts et journaux, autofinancement et attaques). Bref, on se demande bien comment le travail de ce journaliste-historien de l'anarchisme a pu devenir une référence dans les milieux anti-autoritaires, excepté le fait qu'il ait longtemps été la seule source disponible.

Au fond, le problème avec les marchands de papier qui publient des compagnons anarchistes (assassinés ou pas) avec l'appui financier de l'Etat, c'est-à-dire contre les idées mêmes de ceux dont ils font commerce, est autant celui de la récupération que de l'espace que nous leur laissons. D'un côté avec un

mouvement anarchiste officiel qui préfère rechercher les pratiques et les figures présentables du passé, tout engagé qu'il est dans sa conquête présente de l'opinion publique, afin de lui présenter les aspects «positifs», «constructifs» et «réalisateurs» de l'anarchisme. Et d'autre part, avec une fascination pour les théoriciens plus ou moins hétérodoxes du marxisme, comme si des compagnons énergiques tels que Libertad ou Di Giovanni (pour en rester à ceux-là) n'avaient pas aussi proposé à travers leur action et leurs journaux une agitation et une analyse qui pouvaient encore nous inspirer. En un temps de «crise» et de possibles nouveaux bouleversements, la critique des syndicats d'un Libertad qui ne l'empêchait pas de se mêler aux émeutes ouvrières, ou les propositions insurrectionnelles d'un Di Giovanni sur les groupes d'affinité³ n'ont-elles vraiment plus rien à nous dire ? Nous ne le pensons pas.

Que dire alors de personnages comme Osvaldo Bayer ? Certes, ce dernier est plus une caution intellectuelle de la main gauche de l'Etat qu'un anarchiste, même si ce n'est pas le premier bouffon à dénaturer son contenu. Docteur *honoris causa* de nombreuses universités, affublé d'un Diplôme d'Honneur du Sénat argentin (novembre 2012) où il a pu discourir et parader en compagnie d'un nombre incalculable de crapules comme le vice-Président de la République, récipiendaire d'un titre identique de la Chambre des députés (août 2012) et de la province de Buenos Aires (décembre 2011), il est même allé recevoir directement des mains du chef de l'Etat Cristina Kirchner et de son époux (le Pré-

Il n'est pas abusif d'affirmer, quant à la relation qui existe entre Osvaldo Bayer et l'anarchisme, que ses positions publiées dans le journal *Página 12* n'ont rien à voir avec les idées anarchistes, et que cette différence se traduit par des chemins diamétralement opposés. Le fait même de collaborer à un journal comme celui-là, propriété du groupe *Clarín* et porte-parole du capitalisme de gauche, nous oppose. Cette année, Bayer a participé à la projection du film *La Patagonie rebelle* à la Casa Rosada [l'Élysée argentin] avec le président Kirchner et d'autres membres du gouvernement. Il y a quelques années, en 1999, il a rendu possible comme intermédiaire la rencontre à laquelle il s'est aussi rendu, entre le ministre de l'Intérieur d'alors, Carlos Corach, et son personnel, et celle qui fut la compagne de Severino Di Giovanni, América Scarfó.

Ses affirmations sur l'anarchisme signifient la dissolution d'une idée et d'une possibilité révolutionnaire dans la social-démocratie, une bouffée d'oxygène de plus pour le système. Lorsqu'il dit que les anarchistes sont une minorité qui doit lutter pour démocratiser l'Etat, il tente de réduire l'idée, de la faire disparaître en tant que telle pour la transformer en simple protestation journalistique... Lorsque Bayer semble justifier les réponses violentes de certains compagnons (Wilkins, Radowitsky), il cherche à réduire ces actes à de la «vengeance contre le tyran», posant cette réponse comme uniquement acceptable contre des fonctionnaires anti-démocratiques. A une époque où règne la démocratie, les anarchistes devraient selon lui exiger «de la prison contre les génocidaires».

Dans un programme télévisé, interviewé par Pacho O'Donel, il disait que la CEE [ancêtre de l'Union européenne] avait fort à voir avec l'anarchie, parce qu'elle avait effacé les frontières nationales. Ailleurs, il a dit que le Parti Vert allemand avait beaucoup de principes anarchistes. Le problème, c'est que dans nombre de lieux du mouvement, on continue à lui donner de l'espace et qu'on le place en référent de l'histoire de l'anarchisme et de ses positions. Il apparaît dans des discussions, des reportages, des livres, des documentaires, etc. Il existe tout un panel d'intellectuels, d'artistes et de cinéastes qui voient dans l'anarchisme une possibilité qui leur semble propice. Pacheco disait que des bestioles comme les puces et les rats sont les premières à sauter sur leur proie, mais aussi les premières à se dégonfler lorsqu'elle se rebiffe. Comme tout parasite, elles ont aussi besoin du parrainage de quelque notable : un rapport constitué de possibilisme et d'utilisation réciproque.

sident antérieur) le prix des Droits de l'Homme de la République Argentine en 2007. Le même hochet qui couronnera trois ans plus tard le trop fameux tortionnaire et juge espagnol, Baltasar Garzón. Du parti communiste qui a appuyé le coup d'Etat militaire de 1976 à la gauche péroniste actuellement au pouvoir, rien de ce qui a rapport avec le plus haut degré d'oppression ne semble trop embarrassant pour notre anarchiste de cour.

A la question de savoir s'il aurait aimé «être un anarchiste comme Severino», posée par un collègue de son journal à l'occasion de la publication de ses œuvres complètes⁴, la réponse de Bayer ne fait pas un pli : «oui, j'aurai aimé». Et pour parfaire sa carrière, il a même écrit en 2010 les paroles d'une milonga sur l'anarchiste italien, où un célèbre joueur de bandonéon vient chanter ce «héros oublié pleuré par le peuple». Il y a surtout l'espace que nous leur laissons, disions-nous à propos des marchands de papier. Les 31 mai et 5 juin 2005, des compagnons des journaux *La Protesta* et *Libertad!* se sont rendus devant un local du Parti communiste, pour contester la projection du documentaire «Anarquistas I» et «II», qui se tenait en présence de son réalisateur et d'un de ses collaborateurs, O. Bayer. Mais ce fut bien une des rares perturbations qu'il ait eu à su-

bir... Gageons qu'un Di Giovanni, sur lequel Bayer a en partie bâti sa réputation, lui aurait également fait comprendre d'aller se faire voir ailleurs que dans le mouvement, comme c'est arrivé à un autre «anarchiste» qui faisait le jeu du pouvoir, un certain Emilio Lòpez Arango⁵. Mais c'était il y a bien longtemps, et y sentait pas bon...

1. En français, on peut trouver deux ouvrages d'O. Bayer : *La Patagonie rebelle*, eds. ACL/Acratie (La Bussière/Lyon), janvier 1996, 302 p. et *Les anarchistes expropriateurs*, ed. ACL (Lyon), septembre 1995, 96 p.
2. Republiés en italien dans *Severino Di Giovanni, Il pensiero e l'azione*, ed. Gratis (Florence), novembre 1993, 134 p.
3. Voir par exemple Severino Di Giovanni, *Notre antifascisme*, in *A Corps perdu* n°2, Paris, juillet 2009, pp. 22-24
4. Interview dans *Página 12*, 27 juin 2009
5. Le 25 octobre 1929, ce directeur du journal anarcho-syndicaliste *La Protesta*, est abattu par un compagnon. Il avait non seulement traité Di Giovanni à plusieurs reprises dans sa publication d'«espion fasciste et de fli », mais s'y était aussi dissocié systématiquement de nombre d'autres anarchistes radicaux, comme ceux du syndicat des boulangers. Beaucoup soupçonneront Severino de l'avoir fait taire définitivement

Charlot policeman

J-L Bédouin, novembre 1952



L'annonce du voyage officiel de Charles Chaplin en Europe, avec tout ce qu'un tel voyage doit obligatoirement comporter d'indigne parade, était déjà pour nous inquiéter au sujet d'un homme que l'on présumait encore libre. Dans le dernier numéro du *Libertaire*, nos camarades anarchistes ont attiré l'attention sur les premières courbettes publiques de cet homme. Mais on ignorait qu'il fût si pressé de s'avilir, de se nier, que quelques jours de mondanité lui suffiraient pour dépouiller son personnage de légendaire vagabond et se retrouver compère d'un préfet de police.

Nous stigmatisons le comportement de Chaplin qui, de son propre gré, alla remercier la police parisienne de l'«avoir si bien protégé» (de quoi ?) et qui accepta, avec la médaille d'or du cent cinquantième de la préfecture et le souvenir d'une matraque-breloque, d'être marqué d'infamie aux yeux de tous ceux qui avaient cru à l'expression révoltée de son oeuvre et lui avaient voué comme à nul autre grand artiste leur affection. Cette affection, de caractère essentiellement populaire, il la foule aujourd'hui aux pieds pour un dîner fin avec M. Auriol [Président du Conseil], une poignée de main à M. Baylot [Préfet de police], une réception au ministère du Commerce.

Il va sans dire que pour nous l'oeuvre même de Chaplin est à reconsidérer à partir du moment où les actes de son auteur en sont la négation totale. Dessinée par Chaplin sur le livre d'or (sic) de la police, photocopiée et remise en hommage à chacun des matraqueurs de grévistes, la silhouette internationale de Charlot cesse de nous apparaître comme une protestation pour devenir celle du bouffon que le capitalisme s'offre à nos frais.

A COUPS DE LIME

L'ANARCHISME AUTONOME

DE GIUSEPPE

CIANCABILLA

Giuseppe Ciancabilla (1871-1904) peut être considéré en Italie comme le premier véritable théoricien de ce courant qui, à l'intérieur du mouvement anarchiste, a été défini de plusieurs manières : anti-organisationnel, autonome ou informel. Cela ne lui a jamais été pardonné, notamment parce que sa vie même constituait le meilleur démenti aux habituelles critiques qui pleuvent contre les compagnons qui n'entendent pas se calquer sur le rythme des masses. Il cherchait l'affinité, tandis qu'on commerce aujourd'hui en amitiés politiques. Il évoquait la qualité de la conscience de soi, tandis qu'on prétend aujourd'hui à l'efficacité de la quantité. Il se battait en duel avec l'arme de la polémique, tandis qu'on s'embrasse et qu'on se conforte aujourd'hui dans l'œcuménisme. Il aimait la rectitude, tandis qu'on justifie aujourd'hui la tortuosité. Il mettait en garde contre les opportunistes, tandis qu'on salue aujourd'hui la convenance... Au fond, il n'y a rien de plus inactuel et de moins pragmatique que Ciancabilla.

50

NN, introduction à l'antologie italienne de textes de Ciancabilla, octobre 2011

«...pleuré par quelques-uns, méconnu par la plupart, terriblement haï par beaucoup, Giuseppe Ciancabilla attend son heure dans la quiétude d'un cimetière lointain ; mais si le temps n'est pas traître et l'Histoire ne se trompe pas, son heure viendra»

L'Università Popolare, 1911

P rès d'un siècle est passé depuis que ces lignes ont été écrites. Le temps et l'Histoire continuent de s'écouler, traîtres et trompeurs, à l'enseigne de la domination de quelques-uns et de l'obéissance de beaucoup. Et le nom de Giuseppe Ciancabilla continue d'être méconnu, parfois exécré, y compris à l'intérieur de ce mouvement anarchiste auquel il avait su donner une impulsion considérable.

Du reste, qui devrait se souvenir de lui ? Certainement pas les fidèles sujets d'un ordre constitué qu'il détestait et a combattu de toutes ses forces. Encore moins les historiens du Mouvement, qui ont tout intérêt à l'oublier. Pourquoi les scribes d'une gauche qui s'évertue à courtiser le pouvoir devraient-ils en effet se souvenir de l'un des premiers rédacteurs de *l'Avanti !*, passé à l'anarchisme après avoir dénoncé

les trahisons et l'impuissance de tout parlementarisme ? Quant à ces universitaires désireux de valoriser la tradition la plus présentable et respectable de l'anarchisme aux yeux des masses (et de l'Etat dont ils sont salariés), toujours prompts à reconstruire et à commenter avec adresse toute réflexion minime d'un Malatesta, toute contribution d'un Fabbri, tout lyrisme d'un Gori, toute révision d'un Berneri... pourquoi devraient-ils perdre du temps avec celui qui a contribué à donner une mauvaise réputation à l'anarchisme, en défendant d'abord la lime de Luccheni, puis les coups de feu de Bressi et Czolgosz ?

Prenons-en acte. Giuseppe Ciancabilla occupe une place particulière dans les sphères du mouvement anarchiste italien. Il ne peut pas être toléré, comme un Luigi Galleani, mousquetaire d'une époque désormais disparue en même temps que sa prose fleurie, et qui n'inspire de la sympathie *que pour cela*. Il ne peut pas non plus être liquidé comme un Paolo Schicchi, dont la véhémence était déjà à l'époque maîtrisée à coups de bulletins psychiatriques («le fou de Collesano»).

Non, Ciancabilla était un cas exceptionnel. Parce qu'il a été un converti célèbre accueilli avec joie, l'élève sur lequel reposaient tant d'espoirs, qui a d'abord abandonné puis s'est affronté avec le maître, Errico Malatesta. Et qui fut même accusé d'avoir tramé pour l'éliminer physiquement (nous nous référons à l'épisode de Domenico Pazzaglia, sur lequel nous reviendrons).

Mais il y a pire, parce que non content de polémiquer avec les responsables du «parti anarchiste» –comme Paolo Schicchi ou Vittorio Pini l'avaient fait avant lui–, il a aussi été le premier à donner une certaine épaisseur et respiration à une perspective anarchiste qui entendait se débarrasser des sirènes de l'Organisation, de la logique quantitative, de tout tacticisme et calcul politiques.

En effet, Ciancabilla peut être considéré en Italie comme le premier véritable théoricien de ce courant qui, à l'intérieur du mouvement anarchiste, a été défini de plusieurs manières : anti-organisationnel, individualiste, autonome (ou informel).

Cela ne lui a jamais été pardonné, notamment parce que sa vie même constituait le meilleur démenti aux habituelles critiques qui pleuvent contre les compagnons qui n'entendent pas se calquer sur le rythme des masses. Comment lui reprocher, à lui qui fut un dirigeant du Parti Socialiste, de ne pas réussir à comprendre les nécessités tactiques de l'Organisation ? Comment lui jeter à la figure, à lui qui fut membre du Syndicat des correspondants à l'étranger, de ne pas vouloir se salir les mains avec les revendications partielles ? Comment l'accuser, lui qui fut délégué de Sociétés ouvrières, de vouloir s'enfermer dans une tour d'ivoire de pureté métaphysique ? Tout cela en a fait, en son temps déjà, quelqu'un dont il est impossible de ne pas parler, mais dont il ne faut rien dire sur le fond.

Si Ugo Fedeli lui a rendu hommage dans une monographie posthume parue en 1965, dans laquelle il a tenté de le sauver de l'oubli en passant du baume sur les vieilles blessures, ceux qui s'y sont intéressés par la suite ont eu du mal à aller au-delà d'une pauvre référence qui répète les deux lieux communs qui lui collent à la peau : partisan de la violence, ennemi du syndicalisme.

En 1969, Pier Carlo Masini, dans son *Histoire des anarchistes italiens, de Bakounine à Malatesta*, qui s'achevait en 1892, reconnut à grand-peine que «pour trouver une formulation de l'individualisme à un niveau intellectuel acceptable, il faudra attendre les polémiques de Giuseppe Ciancabilla vers la fin du siècle». Après un long travail d'accouchement, la seconde partie de sa reconstruction de l'aube du mouvement parut en 1981, intitulée *Histoire des anarchistes italiens à l'époque des attentats*. Il y définit Ciancabilla comme une «figure importante de l'émigration anarchiste» qui «développa une pro-

pagande énergique et efficace, inaugurant une tradition de l'anarchisme italo-américain qui avait ses ascendances et racines dans la culture du pays, et deviendra prévalente lors des décennies suivantes, sous le signe d'une intransigeance absolue dans le refus de l'organisation de parti, des alliances avec les mouvements proches et de l'engagement dans le syndicat.» Il s'agissait d'une «tendance, sincère mais exclusive, vers un anarchisme qui d'un côté théoriserait la violence et les actes individuels, de l'autre refusait l'organisation en général et le travail des anarchistes dans les associations ouvrières».

Pourtant, Ciancabilla n'était de fait pas contraire à l'organisation en tant que telle : il s'opposait à l'organisation permanente, stable, cristallisée autour d'un programme politique à suivre. Et y compris sur la participation des anarchistes aux associations ouvrières, ses idées n'étaient pas aussi unilatérales qu'elles ont été présentées (au fond, il y a une énorme différence entre les luttes ouvrières et les organismes qui prétendent les gérer politiquement). C'est par contre vrai qu'il fut un ardent défenseur des actes individuels de révolte, le seul à avoir justifié ouvertement le geste de Lucchena contre Sissi l'Impératrice (provoquant la furie du placide Luigi Fabbri, qui alla jusqu'à le traiter d'«homme de mauvaise foi»), dont il prit «la défense sur une ligne d'engagement moral de la part des anarchistes envers tous les gestes de rupture avec l'ordre constitué, indépendamment de la manière concrète dont ils se manifestent, et de la plus ou moins grande conscience qu'en ont leurs exécuteurs».

Quinze autres années passent, et en 1999 –dans son ouvrage cosigné avec Maurizio Antonioli, *Il sol dell'avvenire*– Pier Carlo Masini ne reconnaîtra plus aucun mérite à Ciancabilla, il ne s'attardera plus à parler de violence, d'actes individuels, de gestes de rupture avec l'ordre constitué. Il préférera avoir recours à une description sinistre des «auteurs de la propagande par les faits, accrochés à des positions d'irréductibles à outrance, dans leur exaltation de la pratique terroriste et du geste subversif, à partir de la conviction, exprimée de manière exemplaire par Ciancabilla, qu'il n'y avait pas «d'innocents dans la société bourgeoise»». Ne sentez-vous pas un frisson d'horreur vous parcourir le dos à propos de tels fanatiques assoiffés de sang ?

L'autre auteur de ces lignes éclatantes, Maurizio Antonioli, dans son livre récent sur les *Sentinelles perdues* du mouvement anarchiste, confirmera sa fidélité à cette ligne, définissant Ciancabilla comme «un célèbre représentant de la tendance anti-organisationnelle... opposé à l'engagement à l'intérieur des syndicats et favorable à la propagande par le fait». Et pour gagner le concours de l'originalité, il le précipitera même dans cette catégorie d'anarchistes

dont la pulsion de mort ne trouvera d'équivalent que dans le fascisme (!?).

Et ne parlons même pas de Gino Cerrito qui, dans son livre *De l'insurrectionnalisme à la Semaine rouge* (1977), qui se voudrait une contribution essentielle pour une histoire de l'anarchisme en Italie (1881/1914), réussit à ne citer Ciancabilla qu'une seule fois, et dans une note pour rappeler la célèbre interview qu'il avait faite de Malatesta (suivi en toute rigueur historique par sa digne élève, Adriana Dadà, et son *L'anarchisme en Italie : entre mouvement et parti*, 1984).

Pour connaître quelque chose de plus sur le compte de Ciancabilla, il ne reste donc qu'à consulter la parole du *Dictionnaire biographique des anarchistes italiens* (2003), sous la direction de Mario Mappelli. Là, au milieu de nombreuses informations biographiques, on apprend qu'«à l'intérieur d'une conception mécaniste et déterministe de type kropotkinienne, il emphasiera le moment destructif de l'action anarchiste, au sein duquel la revendication de l'acte individuel trouvera toujours un espace particulier».

* * *

Mais, en somme, qui était ce Giuseppe Ciancabilla ? Un journaliste qui ne dédaignait pas embrasser le fusil ? Un socialiste qui a adhéré à l'anarchisme ? L'admirateur de Malatesta qui peu de temps après est devenu son principal rival ? Le traducteur de Kropotkine qui en même temps faisait de l'œil à Stirner, sans même le connaître ? Le «*farouche propagateur de l'anarchisme à Paterson*» (selon le *Corriere della Sera*), suspecté d'avoir été le mandant de Gaetano Bresci, l'exécuteur du Roi d'Italie Umberto Ier ? Une figure acceptable, importante, énergique, efficace, influente et sincère du mouvement anarchiste, mais en même temps exclusive, maligne, exaltée ? Mieux vaut ne pas trop se poser de questions, mieux vaut se contenter de ce que tous les livres d'histoire s'empressent de nous faire savoir : Ciancabilla aimait la violence et détestait le syndicat. C'est tout ?

En un certain sens, Ciancabilla a été une météorite. Sa vie publique se réduit à un espace temporel assez restreint de huit années, avant qu'il ne disparaisse.

De 1897 à 1904, il n'a fait que traverser des pays, des batailles, des passions, des idées. Le force propulsive de son hérétisme n'était pas alimentée par un confusionnisme commode, mais par une soif inépuisable d'absolu. Chaque modification de sa pensée n'admettait plus de pas en arrière, n'acceptait pas de revirements opportunistes. Son passage

a été en mesure de modifier le panorama anarchiste, la traînée de lumière laissée derrière lui a eu la force d'irradier le milieu ambiant, et ses reflets arrivent même jusqu'à nos jours.

Avant 1897, on sait uniquement qu'il est né à Rome en 1871 (ou en 1872, selon d'autres sources), originaire d'une famille aisée de la province de Pérouse, et qu'après des études classiques qui ont révélé en lui un talent littéraire, il est devenu journaliste, jusqu'à intégrer la rédaction de *l'Avanti !*, l'organe du Parti Socialiste.

En avril 1897 éclate une insurrection sur l'île de Candia, provoquant le début de la guerre gréco-turque, c'est-à-dire de la lutte de libération grecque contre la domination de l'empire ottoman. Cette nouvelle rencontra un certain enthousiasme, y compris en Italie, où de nombreux volontaires –généralement républicains et socialistes– se mobilisèrent pour se rendre en terre hellénique, divisés en deux formations. L'une, «officielle», était commandée par Ricciotti Garibaldi, le fils du héros des deux Mondes, attentif à ne pas dépasser la tâche que lui avait assignée le gouvernement grec. L'autre, «irrégulière», était guidée par Amilcare Cipriani, ancien combattant garibaldien de la Commune de Paris, socialiste libertaire d'action, toujours prêt à se lancer dans la bataille avec l'espoir que de l'affrontement sur le champ puisse sortir l'étincelle de la libération sociale. En Grèce, Ciancabilla connut son baptême du feu, participant en Macédoine à de nombreuses actions de guérilla visant à provoquer un soulèvement populaire, dont l'attaque contre les troupes turques à Baltinom, Bosnova et Krania. Devenu secrétaire de Cipriani, il le suivit jusqu'à la fin, y compris après l'abandon de nombreux volontaires, jusqu'à la tragique bataille de Domokos du 17 mai, où de nombreux combattants italiens perdirent la vie et où Cipriani fut blessé. Lors de cette campagne, Ciancabilla envoya à son journal plusieurs correspondances, publiées sous le titre *Du théâtre de la guerre gréco-turque*, articles reproduits ensuite par de nombreux journaux italiens et étrangers. C'est là que Ciancabilla aurait pour la première fois commencé à attaquer certains socialistes, les accusant de reculer face à l'ennemi (et étant pour cela réprimandé par la rédaction de *l'Avanti!*). Et c'est toujours là, sur le champ de bataille grec, qu'il aurait pris acte aussi bien de l'opportunisme des «chefs» révolutionnaires que de l'indifférence de la majorité de la population, plus alerte à sauver sa propre survie quotidienne qu'à se battre pour la liberté.

A son retour en Italie, il n'est pas difficile d'imaginer qu'il était déjà devenu un autre homme. Fedeli a écrit qu'«il ne se sentait plus à l'aise. Il pensait à la révolution, et le Parti lui donnait une vie de bureaucrate ; une vie qui, même dans des situations



6-9 mai 1898, Milan.
Barricade lors des journées émeutières réprimées à coups de canon par le général Bava Beccaris (une centaine de morts, un millier de blessés).

53

difficiles, se serait déroulée entre réunions et congrès sans grandes propositions de rénovation, ni tentatives pour arriver à concrétiser une véritable et prompte action capable d'affronter et de briser celle, réactionnaire, du gouvernement.»

Il est donc compréhensible qu'il se soit senti attiré par ceux qui se battaient certes aussi au nom du socialisme, mais en-dehors du guépier parlementaire : les anarchistes.

En quelques semaines, Ciancabilla fit deux rencontres cruciales qui allaient marquer sa vie de manière indélébile. A Ancône, il réussit à interviewer Errico Malatesta, alors en clandestinité parce que recherché par la police. L'entretien, publié dans *l'Avanti!* du 13 octobre 1897 fit grand bruit, notamment parce que le numéro de ce journal fut immédiatement saisi par la police. A Bologne en septembre, Ciancabilla se rendit au Ve Congrès socialiste en tant que représentant des Sociétés ouvrières de Foligno et de Carrare, où il rencontra Ersilia Grandi Cavedagni – une des cinq femmes à qui la mise en résidence surveillée avait été imposée en Italie –, une anarchiste considérée par la police comme «*implacable ennemie de l'autorité*». Ce fut un coup de foudre, et l'anarchiste bolognaise devint la compagne de toutes ses pérégrinations, restant à ses côtés jusqu'au dernier jour.

Il n'y eut donc pas de surprise lorsque *L'Agitazione* du 4 novembre publia en première page, la *Déclaration* de Ciancabilla qui annonçait son adhésion à l'anarchisme, saluée par une ovation de la rédaction («*la valeur de l'homme se joint sensiblement à*

nos forces propagandistes»). Après s'être déchaîné contre le parti socialiste, il concluait sa déclaration par ces mots : «*mes aspirations éternellement rebelles qui ne supportent aucun joug, ont trouvé dans l'anarchie leur ciel et leur quiétude.*» Selon les lois spéciales approuvées par le gouvernement, selon lesquelles tout individu fiché comme anarchiste était destiné à la résidence surveillée ou à la prison, le geste de Ciancabilla constituait un véritable défi. Et pour échapper aux inévitables poursuites, il dut se transférer en Suisse, d'où, après un séjour à Bruxelles, il rejoignit la France.

A Paris, il fit la connaissance de Jean Grave et commença à collaborer aux *Temps nouveaux*, une expérience qui l'introduisit au communisme anarchiste de type kropotkinien. C'est là qu'il connut aussi Felice Vezzani, dont le nom apparaîtra à plusieurs reprises parmi les collaborateurs de ses journaux. Bien que les textes de cette période témoignent encore lourdement de ses antécédents parlementaristes, ce fut pourtant en France que Ciancabilla découvrit la différence profonde entre *parti et mouvement*.

On peut remarquer que dans ce pays, les anarchistes avaient pris l'habitude de se réunir par groupes, sans éprouver la nécessité de constituer une grande organisation, un parti sous le manteau protecteur duquel s'abriter. Chacun choisissait de participer ou de former le groupe qui reflétait le mieux ses propres idées et attitudes (et n'est-ce pas de la multiplicité et de la variété des initiatives que découle la richesse de l'action anarchiste, magma

bouillant qui ne connaît pas de synthèse uniformisante ?).

Devenu membre du Syndicat de correspondants à l'étranger, Ciancabilla continua à gagner sa croûte en envoyant des articles à des quotidiens comme *Il Messaggero* de Rome ou *Il Caffaro* de Gênes, pour lesquels il suivit l'affaire Dreyfus. Il collabora aussi à *La Vita internazionale*, la revue du futur prix Nobel de la Paix, Ernesto Teodoro Moneta.

Nous sommes désormais en 1898 : les classes les plus pauvres en Italie étaient durement touchées par l'augmentation des prix du pain. A travers tout le pays éclataient des émeutes, des Marches à la Sicile, de la Toscane aux Pouilles, qui culmineront début mai par le massacre de Milan accompli par le général Bava Beccaris, qui ordonna à ses hommes de tirer à coups de canon contre la foule. Un massacre qui marquera profondément Ciancabilla, et le poussera à intervenir de Paris le mois suivant avec un article dans les *Temps nouveaux*, stigmatisant durement les événements. Dans cet article, intitulé *La Jacquerie italienne*, il affrontait la question sociale dans la péninsule :

ses potentialités révolutionnaires – *«On avait en Italie cette situation de fait : les conditions économiques de l'Italie méridionale et de la Sicile étaient si misérables qu'un jour ou l'autre, le peuple devait se lever en armes pour ne pas mourir de faim, mais d'un autre côté, face à cette occasion révolutionnaire, le manque d'une conscience absolue des droits à réclamer dans une insurrection toujours sur le point d'éclater (et qui éclatera à nouveau), pouvait être calmée avec l'aumône d'un morceau de pain. Dans l'Italie septentrionale, au contraire, il existe une conscience très développée, mais les conditions économiques assez satisfaisantes ne favorisent pas la condition voulue pour une insurrection.»*

mais aussi l'impuissance des socialistes – *«Les grands prêcheurs de paix étaient surtout les socialistes. Avec eux, il fallait toujours attendre, et dans l'attente ils endormissaient les esprits à travers l'illusion de la gymnastique parlementaire. Et ils ont récolté les fruits de cette hypnose. Lorsque les tourments de la faim ont incendié plus de la moitié de l'Italie, ils n'ont pas su saisir le moment, et à Turin les chefs du socialisme piémontais, interprétant l'histoire de manière bien peu matérialiste, prétendaient qu'il ne fallait pas participer au mouvement insurrectionnel parce qu'il était l'oeuvre de la réaction cléricale, et qu'il fallait démontrer au public et aux autorités que les socialistes étaient un parti de l'ordre !»*

et enfin l'impréparation des insurgés – *«Il n'y eut pas d'interruption des communications télégraphiques et ferroviaires, aucune explosion de dynamite ou même seulement de poudre, ni contre les forces armées ni pour créer de formidables barri-*

ades à travers tout le pays. Au contraire, on a retrouvé tous les infantilismes des jeunes : on répondait aux coups de canon par des lanciers de tuiles et de briques ! On dressait des barricades avec des tables et des chaises !»

Son expérience à Paris touchait à son terme. La police italienne l'avait signalé aux autorités françaises comme *«dangereux anarchiste»*, provoquant l'émission d'un ordre d'expulsion. Afin de rester proche de l'Italie pour mieux y retourner en cas de nouvelles émeutes insurrectionnelles, Ciancabilla se transféra à nouveau en Suisse. Avec d'autres compagnons, il fonda le journal communiste anarchiste *L'Agitatore* à Neufchâtel, dont le premier numéro sortit début juillet. La cible était évidemment la dynastie des Savoie [celle du Roi d'Italie], dont les mains étaient tâchées de sang frais. L'objectif du journal était de souffler sur le feu d'une situation italienne considérée comme révolutionnaire, accentuant le fossé qui venait de se créer entre la monarchie et ses sujets. Et même au cas où ces derniers se révéleraient indifférents à un idéal considéré comme lointain et abstrait, ils seraient au moins sensibles à l'appel à la vengeance. C'est à cette période aussi que se serait passé un voyage clandestin de Ciancabilla en Italie dans le but d'assassiner Bava Beccaris, un plan éventé par une police qui n'avait pas lâché sa trace.

Le 10 septembre 1898, l'anarchiste Luigi Luccheni assassina la princesse d'Autriche, Elisabeth, à Genève. Une chasse à l'anarchiste se déchaîna à travers toute la Suisse. Face à un mouvement muet devant le meurtre d'une femme d'une soixantaine d'années séparée de son mari, Ciancabilla fut le seul à défendre ouvertement le geste de Luccheni, dans l'article *Un coup de lime* paru le 17 septembre sur le douzième numéro de *L'Agitatore*. Ce sera le prétexte utilisé par les autorités helvétiques pour fermer le journal et ordonner l'expulsion de 35 anarchistes italiens, considérés comme proches de lui. Ne pouvant retourner en Italie parce que recherché par la police, Ciancabilla fut contraint de se réfugier à Londres, où il rencontra le républicain Giovan Pirolini, avec lequel il avait combattu en Grèce. Celui-ci le définira comme un *«suicidé ambitieux»* et, dans une lettre envoyée depuis l'exil anglais, écrira que son ancien compagnon d'armes, passé à des positions toujours plus radicales, *«voulait courir de Londres à Milan il y a quelques mois encore, pour se venger sur Bava. Je réussis à l'en dissuader avec d'autres. Nous l'expédiâmes donc en Amérique, à Paterson, où il se trouve maintenant pour diriger un journal de son parti.»* Il s'agit là d'un autre témoignage qui démontre comment Ciancabilla n'avait pas renoncé au projet de se venger du général massacreur.

En octobre 1898, Ciancabilla s'embarqua pour les



10 septembre 1898, Genève.
L'anarchiste Luigi Luccheni,
juste après la rencontre
de sa lime avec Elisabeth
d'Autriche (connue comme
«Sissi L'Impératrice»).

55

Etats-Unis, toujours avec sa compagne Ersilia Cavedagni, en direction de Paterson, qu'il atteint début novembre.

Située à quelques dizaines de kilomètres de New York, dans le New Jersey, Paterson était une ville ouvrière dont les nombreuses industries textiles attiraient beaucoup d'émigrants. Selon certaines sources, les Italiens étaient près de dix mille à Paterson, dont un cinquième proche des idées anarchistes. Le mouvement anarchiste y était donc particulièrement actif, avec différents groupes, librairies, maisons d'édition et journaux. Mais le principal instrument de diffusion de la pensée anarchiste était sans aucun doute l'hebdomadaire *La Question sociale*, fondé en 1895 par Pietro Gori lors de son séjour aux Etats-Unis. Il n'est pas difficile d'imaginer pourquoi, juste après son arrivée en ville, la direction de l'hebdomadaire a été proposée à Ciancabilla. Qui mieux que lui, journaliste de profession et de talent à peine débarqué du vieux continent, pouvait tenir ce rôle ? Quant aux différences de vues avec les anciens rédacteurs du journal, plus proches des positions de Malatesta, l'espoir était de réussir à les faire vivre au nom de l'idéal commun.

Malgré les bonnes intentions initiales, c'est exactement le contraire qui se produisit. Ciancabilla donna une grande impulsion au journal, il en changea le format et la charte graphique, en augmenta le tirage, l'enrichit de nombreuses traductions du français. A côté de la publication du journal, il y rattacha une maison d'édition, s'employant notamment à traduire *La conquête du pain* de Kropotkine ou

La société aux lendemains de la révolution de Jean Grave. Tout cela non sans frictions avec les autres participants, notamment avec le typographe Pedro Esteve, un anarchiste espagnol assez lié à Malatesta. Il suffit de parcourir les articles de fond de la première page, presque tous signés Ciancabilla, pour se rendre compte du décalage. D'un côté la mise en valeur de l'individu et de sa conscience, de l'autre la mise en avant de la masse et de son efficacité. C'est de cette différence de perspective que dériveront en cascade toutes les polémiques sur des thèmes particuliers.

* *
*

Preions par exemple la question de l'organisation. Selon Ciancabilla, les anarchistes doivent s'associer spontanément, par affinités, en petits groupes provisoires, visant la réalisation d'un objectif déterminé. Ils n'ont pas besoin de programmes pré-établis, de pactes réglementaires, de schémas organisationnels à respecter. Ils ne doivent pas tenter de construire un véritable parti politique, ils doivent agir dans les rues plutôt qu'au Parlement, donnant naissance à un mouvement autonome, fluide, varié, multiple, dans lequel chaque individu peut développer au maximum ses propres capacités. Il reprenait l'intuition déjà ébauchée par Carlo Cafiero sur la supériorité de *l'ordre dispersé des poignées*, par rapport à *l'ordre compact de la phalange*¹. Ne pas concentrer les forces, mais les disséminer. Ne pas construire un

noeud robuste, mais tisser un filet à mailles serrées. Ne pas s'enrôler dans une armée disciplinée, mais donner naissance à des groupes autonomes. Cela ne constitue pas seulement un avantage du point de vue tactique, en n'offrant pas à l'ennemi de point unique contre lequel frapper, mais c'est décidément aussi plus cohérent avec les idées anarchistes : *«le mouvement anarchiste – embryon de l'ensemble harmonieux et privé de centre que devra être la future société libertaire – tend à être le plus possible agile, souple, dénoué ; il fuit toute tentative de concentration ; il s'éparpille librement en un vaste fourmillement de groupes autonomes et indépendants, libres de se relier momentanément lorsque cela leur convient. Il en va de même des initiatives qui se produisent dans notre mouvement, qui n'émanent pas du haut d'un centre ou d'un comité directeur ; mais fleurissent spontanément de chaque individu ou de chaque groupe, se diffusent et ont toutes droit à la libre expérimentation»*.

Chaque individu est responsable de sa propre action, ne devant demander ou concéder de permission à personne. Ce qui la détermine est sa conscience, son intelligence, sa sensibilité, ses attitudes, c'est-à-dire ces caractéristiques dont Ciancabilla sollicitera constamment l'ample développement. A l'inverse, le parti, à travers son exigence d'agrégation numérique, son besoin de s'assurer un consentement populaire, est porté par la force des choses à niveler ses propositions vers le bas et à limiter l'action de ses militants, qui ne deviennent alors que les exécutants d'une politique (pré)établie au cours des congrès et cristallisée dans un programme. La liberté absolue que Ciancabilla concédait à l'individu le portait donc non seulement à défendre et justifier tout acte anarchiste de révolte individuelle et à repousser l'organisation spécifique, mais aussi à refuser toute hypothèse d'alliance avec d'autres forces révolutionnaires.

Sur cette question, on ne peut manquer de remarquer à quel point l'expérience personnelle a influencé le débat.

Malatesta, anarchiste depuis toujours, voyait dans les alliances stratégiques la seule manière d'atteindre les masses et de les attirer à la révolution. Le niveau de force nécessaire pour une transformation sociale constituait pour lui un problème d'ordre essentiellement quantitatif, aussi ne se lassait-il pas de répéter que ce ne seront pas les «trois pelés» anarchistes qui renverseront l'Etat. A qui s'adresser, sinon aux autres partis soi-disant révolutionnaires ?

Ciancabilla, ex-socialiste parlementaire, les connaissait bien, ces soi-disant partis subversifs – et de l'intérieur – et savait qu'ils n'aideraient jamais les anarchistes à abattre l'Etat. Se mettre à leur côté (en réalité à leur service) serait donc la meilleure

manière de courir vers la défaite. A son avis, la force était une question qualitative : ce ne sont pas les individus qui doivent se dissoudre parmi les masses, ce sont les masses qui doivent se transformer en individus. Pour cela, il ne se lassait jamais de répéter que les anarchistes devaient bien sûr se jeter dans n'importe quelle mêlée, mais *en restant toujours eux-mêmes*. Si leur objectif était de rejoindre la grande masse des exploités, la meilleure manière était de s'adresser directement à eux, en tentant de les secouer et de les attirer par les mots et par l'action, sans perdre de temps avec leurs représentants pour nouer des accords qui seraient certainement trahis.

Incarcéré en janvier 1898, après le début des premières émeutes [du pain] qui avaient éclaté dans les Marches, Malatesta passa en procès fin avril avec d'autres compagnons. Quelques jours avant le massacre de Milan, lors de son autodéfense au tribunal, il déclara avoir toujours soutenu dans ses meetings que *«ce n'est pas en pillant une villa et en volant dans un four qu'on peut résoudre la question sociale... le pain est cher, non parce que le maire est une canaille, non parce que Rudini [le chef du gouvernement] est un malfaiteur, mais pour toute une série de causes sociales qu'on ne peut résoudre sinon à travers l'organisation des masses, à travers la transformation du système de propriété²»*.

L'organisation des masses – voilà la concession politique qui imbibait toute la pensée de Malatesta.

Ciancabilla avait horreur d'une telle perspective, qui le renvoyait au sordide parlementarisme socialiste : pour lui, l'action anarchiste ne peut se passer du lien *éthique* qui unit les moyens et les fins, et pour cela doit viser à développer la conscience individuelle. Les masses organisées sont et seront toujours de la simple main d'oeuvre aux mains de quelqu'un d'autre, *y compris lorsqu'il s'agit d'un anarchiste animé des meilleures intentions*.

De là toute l'importance que donnait Ciancabilla à la diffusion de l'Idée, à laquelle il attribuait toujours une valeur *matérielle* : *«Lorsque l'un d'entre nous ne s'occupe plus de créer un mouvement fictif composé d'individus sympathisants et faibles de conscience, mais s'évertue à susciter un ferment actif d'idées qui font réfléchir, parfois à coups de fouet, on s'entend souvent dire par des amis habitués depuis longtemps à une autre méthode de lutte, ou bien que c'est un individualiste, ou bien que c'est un pur théoricien. Il est faux de dire que nous sommes des individualistes, si l'on veut dire par là que nous sommes des éléments isolés, refusant toute association dans la communauté sociale, et considérant exclusivement que l'individu puisse se suffire à lui-même. Pour notre part, nous défendons le développement des libres initiatives de l'individu, et quel est l'anarchiste qui ne voudrait pas commettre le péché d'aller*

dans ce sens-là de l'individualisme ? Si on nomme anarchiste celui qui aspire à l'émancipation de toute autorité morale et matérielle, comment peut-il refuser que l'affirmation de sa propre individualité, libérée de tout lien et de toute influence extérieure autoritaire, ne soit l'indice le plus sûr de la conscience anarchiste ? Nous ne sommes pas non plus de purs théoriciens, parce que nous croyons en l'efficacité de l'idée, plus que dans celle des individus. Par quoi sont en effet déterminées les actions, sinon par la pensée ? Donc, produire et susciter un mouvement sur la base d'idées, est pour nous le moyen le plus efficace pour déterminer le flux d'actions anarchistes, aussi bien dans la lutte pratique, que dans la lutte pour la réalisation de l'idéal. Face à la conscience de l'idée, que vaut la préoccupation d'élargir un mouvement plus ou moins fictif d'organisation en parti ou d'organisation économique ?»

Les masses ne doivent pas rester amorphes, et donc organisables, mais bien être transformées en individus conscients d'eux-mêmes. Il n'est pas nécessaire d'entrer en compétition avec les autres partis pour voir qui en guidera l'ignorance à travers le slogan le plus juste, mais de combattre cette ignorance avec la pensée et le savoir, sources de conscience de soi. Ciancabilla n'en doutait pas : *«L'anarchie n'est pas seulement rébellion, n'est pas seulement une préparation permanente et convulsive de la révolution, mais c'est aussi une préparation d'idées.»* Sans une Idée qui élève l'être humain, toute sa lutte est destinée à s'enliser dans la boue. Dans le meilleur des cas, on peut peut-être vivre une intense orgie pendant un temps bref, mais pas une libération.

Les accusations d'abstraction et de manque de réalisme, qui sont régulièrement adressées à ceux qui n'entendent pas enfermer leurs rêves entre les parois d'un estomac, le laissent indifférent – *«Je préfère "les vaines chimères de ce qui doit advenir" qui élèvent la dignité humaine plutôt que de l'abaisser et de l'avilir, et rendent l'être conscient d'un idéal de liberté et d'émancipation vers lequel il tend de toutes ses forces».*

En somme, en cette fin de siècle mourant, Ciancabilla répétait à sa manière ce qui avait été défendu plusieurs fois par d'autres anarchistes : si l'anarchie veut vraiment être l'avenir, les anarchistes ne peuvent se passer ni de la pensée ni de la dynamite – *«L'action l'action, l'action. Face à la réaction, il n'y a que l'action qui peut s'y opposer. Peu importe laquelle. Pourvu qu'elle fasse penser, qu'elle secoue, qu'elle excite, qu'elle entraîne... Une action consciente donc, et accompagnée en cela par la plus énergique des propagandes».*

Voilà les termes de la polémique qui faisait rage en 1899 (et qui, par certains côtés, continue encore aujourd'hui). Mais il serait inexact de penser

qu'elle soit toujours restée dans les limbes des hypothèses spéculatives opposées.

Oublions un instant les événements de Russie et d'Espagne, et voyons la *Settimana rossa* [Semaine rouge] qui éclata en Italie dix années après la mort de Ciancabilla. Selon nombre d'historiens, il s'agit de la plus grande tentative insurrectionnelle qui s'est jamais produite dans ce pays. Malatesta, qui y avait participé à Ancona, a agi de manière cohérente avec ses idées : d'un côté il a incité à la révolte généralisée, d'un autre il a pris contact avec les hautes sphères du Parti socialiste, du Parti républicain et de la Confédération générale du travail (CGL), en vue d'une action commune. La suite de l'histoire est connue : l'insurrection a été étouffée par l'intervention pacificatrice des leaders politiques et syndicaux. Six années passèrent, et une nouvelle occasion se présenta, cette fois avec le mouvement d'occupation des usines. Forts de leur expérience précédente, qu'allait faire les anarchistes organisationnels ? Ils se fièrent encore une fois aux différents leaders politiques et syndicaux. Et encore une fois, le résultat fut la fin du mouvement, décrétée par les comités centraux des différentes organisations de gauche.

Ciancabilla, l'ex-socialiste, le savait bien : *«aucun parti ne veut vraiment la révolution, tous veulent seulement le pouvoir.* Se lier au manège institutionnel, espérer une intervention favorable des partis et des syndicats, flatter l'amitié de leurs fonctionnaires, est un véritable suicide pour ceux qui désirent la destruction de toute forme d'autorité.

A ce titre, Ciancabilla ne perdait jamais une occasion de mettre en garde, de ne pas se faire d'illusions sur ceux qui prêchent la révolte et dressent même parfois des barricades, emportés par le flot des événements, mais toujours dans le but pas si caché d'arriver à une autre forme d'Etat. Ceci dit, on comprend clairement pourquoi à l'intérieur de la rédaction de *La questione sociale*, comme le dira un historien, avait fini par se créer *«une situation d'incompatibilité avec Ciancabilla, non seulement suite à une différence de tempérament, mais aussi pour une divergence idéologique insurmontable d'inspiration, de méthode, de langage».*

Notamment parce que Ciancabilla ne cachait pas ses préférences et ne perdait pas une occasion de les manifester. Non seulement il reparla plusieurs fois de Luccheni, non seulement il fit l'apologie d'Emile Henry (reproduisant la polémique de ce dernier avec Malatesta), mais quand le journal annonça en juin 1899 la prochaine publication du livre de Kropotkine *La conquête du pain* (qui réussit à être introduit en Italie camouflé en lexique grammatical) accompagné d'autres textes moins importants, Ciancabilla en profita pour saluer le résultat de *«tout un faisceau infini d'initia-*

tives efficaces, sorties d'un individu ou d'un groupe d'individus en affinité, non organisés ou concentrés de manière permanente, mais uniquement associés momentanément pour un objectif précis. C'est une démonstration des plus évidentes de la force de l'initiative et de l'association spontanée, plus que du fonctionnement organique d'une organisation concentrée et permanente».

Il est donc logique qu'il ait été à couteaux tirés avec les autres rédacteurs, et en particulier avec Pedro Esteve, un homme de bras qui supportait mal Ciancabilla, un homme d'esprit. Esteve en vint même à accuser ouvertement Ciancabilla d'être un bourgeois esthète et vaniteux, mettant tous les compagnons en garde contre ces intellectuels qui voudraient, avec leurs sophismes, détourner le mouvement ouvrier de la juste voie des revendications économiques. Ciancabilla ne voyait dans ces accusations qu'une forme d'intolérance et d'obscurantisme (vu qu'il publiait de petits livrets de poésie, avait annoncé vouloir faire sortir un supplément à *La Questione sociale* contenant articles et poésies sur des thèmes littéraires ou scientifiques... et prenait soin jusque de son habillement). Comme si la révolution sociale devait se réduire à un meilleur assouvissement des besoins les plus élémentaires, et pas au contraire développer et amplifier toutes les potentialités de l'individu.

La situation se dégrada en août 1899, avec l'arrivée à Paterson de Malatesta lui-même, évadé de sa mise au ban sur l'île de Lampedusa. Ciancabilla et ses proches compagnons quittèrent *La Questione sociale* pour fonder un nouveau journal, *L'Aurora*, dont le premier numéro sortit le 16 septembre 1899. Deux semaines auparavant, dans le n°127 de *La Questione sociale*, était paru un éditorial intitulé *Séparation*, dans lequel on pouvait lire à propos de cette scission : « *On a essayé de satisfaire tout le monde, faisant du journal une espèce de tribune libre, dans laquelle tous ceux qui se définissaient anarchistes pouvaient exposer et défendre leurs idées, même si elles étaient en contradiction avec celles des autres collaborateurs. La tentative n'a satisfait personne ; et tous ont convenu que pour que le journal puisse effectuer une propagande efficace, il avait besoin d'unité de direction et d'être l'organe d'un courant déterminé. Une fois la question portée devant le groupe et les critères de lutte amplement discutés, le groupe se déclara favorable à l'organisation en parti pour la propagande et pour l'action révolutionnaire, mais aussi à la plus ample participation possible au mouvement ouvrier. L'ancienne rédaction, ne trouvant plus d'accord avec le groupe, donna sa démission et déclara qu'elle ferait un autre journal... Les compagnons Italiens des Etats-Unis ont cru pouvoir passer outre les différences, au nom*



6 septembre 1901, Buffalo.
Dialogue concluant entre
l'anarchiste Leon Czolgosz et
le Président des Etats-Unis,
William Mc Kinley.



d'un idéal commun. Les faits ont démontré qu'ici aussi on ne peut travailler ensemble qu'entre personnes qui sont d'accord, et sur des choses à propos desquelles on peut s'accorder. Aucuns regrets du reste : toute idée vitale est destinée à se différencier et à se diversifier de plusieurs manières, et plus elle se différencie, plus elle est vitale et féconde. Tous au travail : et divisés, nous ferons plus de bien à la cause commune que ce que nous aurions pu faire entre deux frictions en n'étant pas d'accord». Dans le même numéro, on trouvait également une *Déclaration des dissidents*, dans laquelle Ciancabilla et d'autres compagnons répétaient leurs critiques sur l'organisation en parti et leur conception de l'anarchie.

Dans son nouveau journal *L'Aurora*, Ciancabilla, se sentant enfin complètement libre d'exprimer ses propres convictions, les approfondit et les perfectionna. Mais la divergence avec les anarchistes défenseurs de l'organisation en parti s'accrut et s'aggrava encore.

Le soir du 12 septembre, Malatesta tint une conférence publique à West Hoboken, un village près de Paterson où habitait Ciancabilla. Des compagnons des deux tendances étaient présents dans le public, et des altercations éclatèrent. Le climat se tendit de plus en plus, jusqu'à ce qu'un anarchiste réputé proche de *L'Aurora*, Domenico Pazzaglia, fasse feu contre l'illustre conférencier en le blessant à une jambe. L'auteur du geste fut désarmé et étendu au sol par le coup de poing d'un autre anarchiste, qui deviendra bientôt célèbre dans le monde entier : Gaetano Bresci. Cet épisode n'a jamais été éclairci, et il en existe plusieurs versions. Certains disent que la rencontre était un débat contradictoire entre Malatesta et Ciancabilla, d'autres accusèrent le rédacteur de *L'Aurora* d'avoir tiré lui-même sur Malatesta, et les derniers que Pazzaglia aurait agi pour des raisons uniquement personnelles. En réalité, au moment de cet événement, Ciancabilla n'était même pas sur place, mais cela n'empêcha pas de nombreux anarchistes de lui faire porter la responsabilité de ce qui était arrivé. Selon Fedeli, « la culpabilité de cet acte n'incombait aucunement à Ciancabilla, même si les haines se gonflèrent tellement contre lui, qu'elles lui rendirent la vie particulièrement difficile ». En effet, même si rien n'avait fuité publiquement sur cet événement, la polémique augmenta démesurément. Malatesta fut parmi les signataires d'une excommunication en bonne et due forme contre Ciancabilla, visant à lui nier la reconnaissance comme « compagnon » et l'accusant de plusieurs incorrections au détriment des anciens rédacteurs de *La Questione sociale*. La réaction furieuse de Ciancabilla n'est pas étonnante, et il défia Malatesta de prouver ses accusations. En somme, pour Ciancabilla, l'air était

devenu irrespirable, rempli de suspicions et de rancœurs.

Entre-temps, *L'Aurora* avait poursuivi sa publication, atteignant rapidement un tirage de 3000 exemplaires. Ses pages affrontaient des thèmes variés, liés à la vie du mouvement ou relatifs au contexte national et international, et même d'autres, considérés comme plus « privés » (par exemple en défense de la dignité et de l'émancipation des femmes). La première série du journal se termina le 24 mai 1900 par le n°23. Quelques jours avant, Gaetano Bresci, qui figurait parmi les souscripteurs du premier numéro du journal, était reparti en Italie dans l'intention de venger les morts de Milan. Il y parviendra le 29 juillet au soir, à Monza, abattant de trois coups de revolver le roi Umberto Ier.

* *
 *
 *

Ciancabilla, qui venait de déménager à Yohoghan, en Pennsylvanie, expédia aussitôt un télégramme de félicitations au chef du gouvernement, Saracco³. En Italie, la police et les journaux se lancèrent dans des hypothèses complotistes, dont beaucoup pointaient justement Ciancabilla comme le cerveau occulte du régicide. Que de la merde, naturellement. Il est vrai qu'il n'avait jamais caché sa proximité solidaire et son amitié avec le tisseur de Prato. Et lorsque, le 8 septembre, parut la nouvelle série de *L'Aurora*, il dédia beaucoup d'espace pour en prendre publiquement la défense. On notera que parmi les dénigreur de Bresci, en plus des monarchistes et des socialistes parlementaires, les socialistes anarchistes se sont distingués en Italie, n'hésitant pas à condamner le tyrannicide, et allant jusqu'à implorer le Procureur général de ne pas se tromper et de ne réprimer que ceux qui le méritaient vraiment (c'est-à-dire la canaille individualiste désorganisée, à ne pas confondre avec les honnêtes ouvriers organisés). Ciancabilla fustigea vertement leur lâcheté, étant à son tour accusé d'exhiber à bonne distance un héroïsme commode qui ne prenait pas en compte les poursuites anti-anarchistes en cours.

Il ne devra attendre qu'une année avant de pouvoir renvoyer cette accusation à ses détracteurs. En effet, le 6 septembre 1901, un autre coup de feu mit fin à la vie d'un autre puissant de la terre. Cette fois, ce fut au tour du Président des Etats-Unis, William McKinley, de tomber sous le plomb de l'anarchiste Léon Czolgosz. Et tandis qu'arrivaient de la lointaine Italie les condamnations hystériques de Luigi Fabbri, Ciancabilla fit entendre sa voix dérangeante depuis Spring Valley, Illinois, en défendant encore une fois aussi bien le geste que

LES MALHEURS DE MONSIEUR WILLIAM MCKINLEY

Il y a huit jours est arrivé à Monsieur McKinley, faisant fonction de président des Etats-Unis, un incident désagréable : du revolver que le citoyen Leon Czolgosz a dirigé contre lui, sont partis deux projectiles qui l'ont frappé au torse et au ventre, et ce ne fut pas de leur faute s'ils ne l'ont pas envoyé dans l'autre monde*.

Il faut dire qu'à ce moment-là, monsieur McKinley était en plein exercice de ses honorifiques, bien qu'inutiles, fonctions : au milieu d'une foule qui l'acclamait stupidement (comme si cet homme qui mange, boit, digère et perçoit 50 000 dollars de salaire par an était un dieu), monsieur McKinley visitait triomphalement l'Exposition qui est le résultat du travail merveilleux et des souffrances de milliers d'ouvriers obscurs, dont personne ne se souvient, tandis que les parasites du capital et de l'industrie en accumulent tous les profits fabuleux, tous les honneurs, tous les avantages, tous les divertissements.

La nouvelle de cette blessure, à dire vrai, ne nous a en rien surpris. De tels faits divers arrivent tous les jours, et au vu des odieuses conditions de brutal antagonisme d'intérêts dans lesquelles vivent tous les hommes, les agressions violentes d'individus contre d'autres individus sont à l'ordre du jour. A vrai dire, ces faits divers sont si courants qu'ils n'étonnent plus personne outre mesure. Mais cette fois, comme il s'agissait d'un monsieur McKinley qui faisait fonction de président des Etats-Unis, la nouvelle a fait du bruit, produit de l'animation et une grande émotion : les journaux rapportant les détails de l'événement se sont vendus comme des petits pains, le télégraphe a travaillé et travaille fébrilement pour donner des informations sur les pulsations et les respirations de l'illustre blessé, mais aussi de sa femme qui l'assiste, comme toutes les bonnes compagnes du peuple assistent leur mari dans le malheur, du reste, mais en ayant en plus le ménage et parfois du travail à la tâche à finir.

Répétons-le, nous n'avons point été surpris par les faits. Parce que comme anarchistes, nous pensons que plus l'individu est haut dans l'échelle sociale, et plus il synthétise en lui l'oppression politique et économique dont le peuple travailleur souffre horriblement, que cet individu donc, est naturellement plus exposé aux mouvements de rébellion des opprimés et des déshérités, des souffrants de la pensée émancipatrice comme des souffrants du ventre vide. Dans sa profession de président, de roi ou d'empereur, il a lui aussi ses incertitudes de métier, ses accidents du travail.

Entre les nombreuses victimes que la fatigue bestiale des ateliers, des champs et des mines tue et mutilé chaque heure qui passe, et les victimes royales ou présidentielles que la haine des rebelles vient parfois frapper, il existe pourtant une différence significative et énorme : les uns sont condamnés à leur travail d'esclaves et d'exploités, sous peine de mourir de faim ; les autres sont volontaires dans l'odieux métier d'opresseurs qu'aucune raison humaine ne les force à accepter, mais dont seule l'ambition sans frein, la quête de pouvoir et d'honneurs ou la soif de richesses pousse à saisir, et même à disputer à d'autres, le privilège. C'est pour cela que nous pensons que si le président McKinley était simplement resté mister McKinley, il aurait certainement été épargné par le revolver du citoyen Czolgosz.

En plus de ne pas nous surprendre, la nouvelle ne nous a pas non plus émus, parce que de tels accidents sont voulus par ceux-là mêmes à qui ils arrivent. Nous par exemple, qui n'aspérons ni au pouvoir ni aux honneurs, sommes certains que cela ne nous serait jamais arrivé.

Du reste, ces messieurs les bourgeois s'étonnent et s'émeuvent-ils lorsque quelque rebelle de la société actuelle, quelque socialiste ou quelque anarchiste est emprisonné et condamné de vile manière, uniquement coupable de penser les choses de manière différente que la majorité et de lutter pour le triomphe de leur idéal ? La délicate sensibilité de la bourgeoisie éprouve-t-elle un soupçon de stupeur et d'émotion quand ses agents, sa flicaille, sa soldatesque exercent leur brutalité sauvage contre les travailleurs qui réclament l'ombre d'un droit, une miette de pain en plus, un degré d'esclavage en moins ? Ou quand les juges condamnent férocelement les pauvres qui tombent dans les mailles embrouillées des codes, et acquittent ces messieurs qui savent en détricoter les fils avec leur puissance dorée ?

Leon Czolgosz, ont-ils dit et écrit, s'est déclaré anarchiste. Cela peut très bien être le cas, et qu'importe si son nom nous est inconnu. Nous ne tenons pas de registres officiels de ceux qu'enflamme le rayon de l'Idée, ni ne tolérons l'autorité de bureaucraties qui contrôlent et fichent selon leur bon caprice. Mais si le fait est vrai, nous le confessons —même si cette confession doit nous coûter une caresse brutale de la réaction déjà hurlante—, nous confessons que nous en sommes ravis. Au rebelle de Buffalo, courageux et solide, va tout notre salut !

G. Ciancabilla, *L'Aurora* n°47, 14 septembre 1901

* NdT : McKinley mourra d'une gangrène huit jours plus tard.

celui qui l'avait accompli. Huit jours après les faits, *L'Aurora* publia en première page un article sur *le malheur de Monsieur McKinley* qui ne manqua pas d'attirer l'attention de la meute réactionnaire américaine. Le parti de l'ordre de Spring Valley ne pouvait accepter qu'un étranger salue la mort du Président aimé, et fit appel à la poigne de fer de la répression.

Le 27 septembre, deux policiers se présentèrent à la rédaction de *L'Aurora*, invitant Ciancabilla à les suivre au bureau de Poste pour un problème qui devait être tiré au clair. Ce n'est que devant le juge que Ciancabilla comprendra qu'il était en état d'arrestation. Le prétexte était d'avoir violé le règlement postal en ayant envoyé des billets de loterie. Sans avocat, sans interprète, Ciancabilla se vit fixer une caution disproportionnée par rapport à l'accusation montée contre lui : 5000 dollars. Enfermé à la prison d'Ottawa, plutôt que de suivre les conseils de modération, il continua à publier des articles enflammés en défense de l'anarchiste polonais dans *L'Aurora*, suivant son calvaire comme il avait suivi l'année précédente celui de Bresci.

De l'autre côté de l'océan, Luigi Fabbri fut entre-temps contraint de quitter la rédaction de *L'Agitatore*, après que Malatesta lui-même soit intervenu contre sa sale manie de blâmer l'opprimé qui s'insurge plutôt que l'oppresseur qui tombe, une attitude d'autant plus gênante que «*les anarchistes anti-organisationnels, ceux qui sont opposés à la participation à la lutte ouvrière, à la constitution en parti, etc. ne manqueraient pas de dire et de penser que cet affadissement de l'esprit révolutionnaire est une conséquence de la méthode qu'ils désapprouvent. Cela ne leur donnera pas raison, mais ils sembleront l'avoir...*»

Ciancabilla resta plusieurs mois en prison. Sa détention fut un coup mortel pour *L'Aurora* qui, plutôt que de passer à un rythme bi-hebdomadaire comme prévu, fut contraint de fermer. Son dernier numéro, le n°60 de la deuxième série, porte la date du 14 décembre 1901.

Pour échapper aux poursuites de la police, Ciancabilla fut une fois de plus contraint de déménager, cette fois à Chicago. En février 1902, c'est là que sortit le premier numéro de *La Protesta umana*, «*revue mensuelle de sciences littéraires et d'arts*». Deux ans plus tôt, Ciancabilla avait déjà collaboré à une publication du même nom, fondée par Enrico Travaglio, un jeune anarchiste originaire de Monza. Obligé de cesser sa publication en septembre 1900 suite à des difficultés économiques, Travaglio avait déjà l'intention de transformer *La Protesta umana* en un *supplément littéraire et sociologique de L'Aurora*. Le projet rencontra l'approbation de Ciancabilla, mais ne put se faire. Ce n'est donc que début 1902 que le périodique put voir le jour, avec

Ciancabilla et Travaglio comme éditeurs. Par rapport à *L'Aurora*, *La Protesta umana* se caractérisera par une dimension plus théorique, accueillant de nombreux essais et études, mais aussi des récits et des poésies. Le tout accompagné de nombreuses traductions.

Dans la sobre note éditoriale aux lecteurs, on peut lire ceci : «*La Protesta umana se propose d'apporter une contribution d'idées à la propagande anarchiste et révolutionnaire, selon les critères de ceux qui la rédigent et y collaborent. Toutes les idées et toutes les tendances y trouveront des développements, des explications et des discussions. La Protesta umana ne lance et ne lancera pas d'appels de fonds pour sa publication. Ceux qui trouveront utile son œuvre de culture et de propagande contribueront à la maintenir en vie ; les autres s'abstiendront*». Mais il suffit de lire l'éditorial pour comprendre comment, y compris dans un style différent de celui de *L'Aurora*, le fond était resté le même : «*Nous ne sommes pas un parti qui implore l'approbation des gouvernants pour exister ; nous sommes la phalange rebelle qui ne supplie ni ne pardonne ; nous sommes des Anarchistes qui refusent tout joug et toute coercition, qui veulent transformer la masse en l'éduquant à être des individus. Nous sommes les compagnons de Bresci et de Czolgosz, dans les actes desquels nous n'hésitons pas à reconnaître la plus forte manifestation de l'esprit de rébellion anarchiste*».

Ugo Fedeli rappellera que «*le public auquel s'adressait la revue était essentiellement celui des nombreux émigrés qui se trouvaient aux Etats-Unis ; et, à l'aube de notre siècle, les possibilités et les conditions de la majorité de l'émigration étaient très basses, si bien que certains avaient laissé entendre qu'une revue comme La Protesta umana rencontrerait des difficultés pour s'affirmer. Pourtant, le bilan tiré par son rédacteur après une année d'existence sera moralement et financièrement positif*».

Ce qui poussa Ciancabilla dans ce nouveau défi fut peut-être le soulagement de savoir que quelqu'un d'autre, aux Etats-Unis, venait d'ajouter sa voix à la bataille quotidienne en faveur de l'idée commune : Luigi Galleani.

Le 14 avril 1902, naissait aussi à Milan l'hebdomadaire *Il Grido della folla*, composé notamment de Giovanni Gavilli, Nella Giacomelli, Ettore Molinari, Oberdan Gigli et les frères Attilio et Ludovico Corbella. Ciancabilla salua la création d'une publication hors de la logique organisationnelle en Italie, et lui offrit sa propre collaboration, aussi bien en envoyant des correspondances depuis les Etats-Unis qu'en récoltant des fonds. Malgré ces débuts, il finira par négliger aucune critique à cette initiative qui, par désir d'être ouverte à tous et exempte de préjugés, finit par sembler trop insipide à son goût et sans véritable contenu.

Voilà ce qu'il écrivit en octobre dans une lettre aux rédacteurs de l'hebdomadaire milanais : «*Il s'agit d'un gymnase ouvert à toutes les idées, à toutes les tendances. Très bien ! Mais Il Grido della folla, comme n'importe quel journal, doit pourtant s'inspirer d'un critère déterminé de rédaction, et ne peut être un organe automatique à jet permanent d'articles contradictoires, publiés dans l'ordre d'arrivée*». Le mois suivant, toujours plus déçu, il répéta ne pas croire «*aux journaux sans rédaction, ou mieux, avec une rédaction acéphale, qui ne fait office que de secrétariat, comme vous dites. C'est bien d'en faire le journal de tous, mais le journal doit avoir un caractère, une physionomie, une responsabilité : un journal amorphe finit par devenir la décharge inévitable de tous les ragots, de toutes les velléités de petites ambitions, de tous les dépits personnels*». De ces lettres ressort une fois de plus le fait que la fameuse *verve* polémique qui l'accompagnera toute sa vie –des invectives contre les socialistes déserteurs sur le front grec parues dans *l'Avanti!* aux critiques contre Sébastien Faure et Pietro Calcano publiées dans *La Protesta umana*– n'était pas le fruit de mesquins calculs politiques ou d'étroites attaques personnelles. Comme l'écrivait Ugo Fedeli, «*l'aspect polémique de son caractère*» répond «*aux exigences toujours plus vives en lui de perfection, de linéarité, de clarté*». Dans l'introduction de sa monographie, il notait

déjà que «*c'était sa sincérité totale qui le conduisait à des polémiques amères et à des ruptures douloureuses*».

Après un énième déménagement, cette fois à San Francisco, Ciancabilla transforma *La Protesta umana* en hebdomadaire à partir du 19 mars 1903. Une année plus tard, l'éventualité d'une guerre entre la Russie et le Japon conduisit plusieurs journaux italiens à lui offrir la charge de correspondant de guerre, mais il refusa toutes ces offres, même les plus avantageuses. Il entendait dédier tout son temps, toute son énergie à la diffusion de la pensée anarchiste.

Petit, délicat et maigre, Ciancabilla était depuis longtemps tuberculeux. Les vicissitudes d'une existence passée aux marges, entre pérégrinations permanentes et sans repos, finirent par l'épuiser. Entré à l'Hôpital allemand de San Francisco, Ciancabilla mourut le 16 septembre 1904, veillé jusqu'à la fin par sa compagne Ersilia Cavedagni.

Deux semaines plus tard, le 1er octobre, sortit le dernier numéro de *La Protesta umana*, dédié à celui qui «*consacra toutes ses forces et son intelligence à l'avancée de l'idéal anarchiste, et de quelque nature que furent les menaces ou les poursuites, il ne baissa jamais la tête ; face aux intimidations, il lutta jusqu'à la fin avec la dernière des énergies, mourant sans angoisse, avec l'immense douleur morale de ne pas avoir pu faire plus pour notre idéal*. Ciancabilla-



la est notamment mort du travail surhumain qu'il a déployé pour faire vivre cette publication, il a été fauché sur la brèche et en pleine activité».

Sa disparition à seulement trente-trois ans priva le mouvement anarchiste d'un de ses meilleurs animateurs. Arrivée en Italie, la nouvelle laissa sans voix les rédacteurs d'*Il Grido della folla* : «des hommes auxquels va une reconnaissance pour l'œuvre en faveur d'un idéal et d'une bataille, l'esprit ne peut concevoir la disparition irréversible, ne peut accepter la fin qui les réduit à un souvenir». Sa perte fut regrettée par tous, y compris par ceux qu'il avait durement combattus. *L'Agitazione* malatestienne, publiée à Ancone, annonça «avec la douleur la plus vive la mort prématurée du très cher compagnon Giuseppe Ciancabilla... Nous avons encore l'esprit trop secoué pour pouvoir parler de lui dignement ; il ne nous reste que le léger réconfort de nous souvenir de sa vie de combattant, de sa mission d'apôtre errant de notre immense idéal. Des différences de méthodes, l'âpreté des luttes, et des épisodes fâcheux nous ont séparés, mais étaient certainement indépendants de sa volonté ou désirés par son esprit serein ; nous pensons à présent, comme nous l'avons toujours fait, que devant l'Idée qui nous vivifie et nous enflamme, les compétitions, les méthodes et les petites luttes s'effacent pour faire place à la communion solennelle des cœurs, au triomphe d'une fraternité solidaire consolidée par l'infortune commune et par le beau rêve commun de gloire.»

La mort de Ciancabilla ne signa pas la fin de sa pensée. La graine jetée dans le sillon avait donné ses fruits généreux. Ce fut Luigi Galleani, arrivé aux Etats-Unis fin 1901, qui prit le relais. Après avoir été pendant un temps rédacteur de *La Question sociale* de Paterson (lui aussi !), il fonda en juin 1903 un nouvel hebdomadaire anarchiste à Barre, *Cronaca Sovversiva*. Suite à la mort de Ciancabilla, il semble que Galleani ait caressé l'idée de se transférer à San Francisco pour continuer la publication de *La Protesta umana*, mais qu'il dut y renoncer. *Cronaca Sovversiva* ne disparut des Etats-Unis qu'en 1919, lorsque son animateur fut déporté en Italie, où il continua la publication du journal.

Vingt années plus tard, cette idée s'était de fait enracinée aux Etats-Unis et, le 15 avril 1922, naquit à Newark le premier numéro d'un nouvel hebdomadaire, *L'Adunata dei Refrattari*, qui pendant un demi-siècle –avec des hauts et des bas– diffusa dans le monde entier la voix de celui qui s'aimait se définir comme le mouvement anarchiste autonome. Mais si cette voix ne s'est pas assoupie et est parvenue jusqu'à nos jours, le nom de celui qui l'avait élevée petit à petit est tombé dans l'oubli. Voilé par ceux qui n'avaient aucune raison de s'en souvenir,

et inconnu de ceux qui n'avaient pas eu l'occasion de le rencontrer. Il n'est donc pas étonnant que ses textes n'aient pas jamais été republiés. Le seul qui en ait eu l'intention, est semble-t-il Severino Di Giovanni, mais le peloton d'exécution le lui a pas laissé le temps de réaliser ce projet.

* *
*

En un certain sens, ce livre aurait dû être publié il y a au moins une trentaine d'années. Il aurait alors apporté une importante contribution au débat en cours parmi les anarchistes. Aujourd'hui par contre, il risque de passer inaperçu. Qui voulez-vous que ses mots intéressent actuellement ? Ciancabilla visait à diffuser l'idée, tandis qu'aujourd'hui tous déblatèrent des opinions. Il cherchait l'affinité, tandis qu'on commerce aujourd'hui en amitiés politiques. Il évoquait la qualité de la conscience de soi, tandis qu'on prétend aujourd'hui à l'efficacité de la quantité. Il se battait en duel avec l'arme de la polémique, tandis qu'on s'embrasse et qu'on se conforte aujourd'hui dans l'œcuménisme. Il voulait transformer les masses en individus, tandis qu'on veut réduire aujourd'hui les quelques individus qui restent à l'état de masse. Il aimait la rectitude, tandis qu'on justifie aujourd'hui la tortuosité. Il mettait en garde contre les opportunistes, tandis qu'on salue aujourd'hui la convenance... Au fond, il n'y a rien de plus actuel et de moins pragmatique que ces pages-là.

Révolutionnaire du passé, Ciancabilla ne semble avoir aucune possibilité d'inspirer les révolutionnaires du présent. Après avoir assisté ces dernières années au déclin de tout idéal immense, de toute idée qui nous vivifie et nous enflamme, comment pouvoir vraiment espérer que son heure soit venue ? La nuit noire qui nous entoure et nous submerge ne commence pas à se dissiper, mais elle devient toujours plus dense. Face à ce constat amer, face à cette sombre évidence, il est facile de tomber dans la tentation du découragement. Pourtant, qui peut nier que ces ténèbres se dissiperont seulement si nous sommes en mesure de faire surgir, magnifique et surprenante, une nouvelle *Aurore* ?

De ce point de vue, dans sa défense féroce de la liberté individuelle contre toutes les muselières collectivistes, la redécouverte de la pensée de Giuseppe Ciancabilla constitue une promesse pour le futur.



NdT

1. Carlo Cafiero, lettre à la rédaction publiée dans *Il grido del popolo*, Naples, 4 juillet 1881.
2. Errico Malatesta, Oeuvres complètes tome 3, *Il socialismo anarchico dell'Agitazione (1897-1898)*, Zero in condotta & La Fiaccola, 2011, p. 343
3. «Pour le ministre Saracco – Rome. Nous exultons à la mort du roi massacreur du peuple. Hurrah pour le compagnon Bresci». Reproduit dans Giuseppe Ciancabilla, *Viva Bresci !*, ed. Gratis (Florence), 2011, p.15
4. Cette fois, c'est Emma Goldman qui sera accusée d'avoir inspiré Leon Czolgosz, et sera arrêtée deux jours après les coups de feu. Si cette dernière avait publiquement nié la qualité d'anarchiste à Luigi Luccheni lors de l'assassinat d'Elisabeth d'Autriche à Genève (*New York World*, 18 septembre 1898), elle défendra par contre Bresci puis Czolgosz. Sur le premier, elle écrira dans un

essai : «il a vécu et est mort en accord avec lui-même ; et le monde apprendra que pendant qu'on tue un Bresci, des centaines d'autres sont nés, prêts à sacrifier leur vie pour libérer l'humanité de la tyrannie, du pouvoir, de l'ignorance et de la pauvreté» (Gaetano Bresci, in *Free society*, 2 juin 1901). Quant au second, elle dira qu'elle «pense à lui en ce moment douloureux, ainsi qu'à toutes les victimes d'un système d'injustice, et à tous ceux qui mourront en précurseurs d'une vie meilleure, plus noble et plus grande» (The tragedy at Buffalo, in *Free society*, 6 octobre 1901). Elle se disputera également durement par correspondance avec Alexandre Berkman, incarcéré depuis 1892 pour avoir tiré sur un industriel, parce que cet anarchiste arguait froidement que dans un système où l'exploitation est plus «lennemi réel de la population» que l'oppression (contrairement à la Russie), son geste à lui avait été bien plus «significatif et éducatif que celui de Leon».

LA LUTTE POLITIQUE

64

L'organisation en parti, avec ses programmes qui deviennent discipline, avec ses fédérations qui se font compresses bureaucratiques, avec ses commissions centrales qui se transforment en direction et autorité, même malgré elles, avec ses restrictions de tactique uniforme qui paralysent les groupes et les individus, sont à notre avis non seulement inutiles, mais dommageables pour le développement du sentiment de sa propre individualité, un développement vers lequel tous les anarchistes doivent faire converger leurs efforts d'éducation libertaire, s'ils veulent être non seulement les révolutionnaires et les démolisseurs d'aujourd'hui, mais les reconstruteurs et les créateurs de demain.

Dans chaque localité, les anarchistes peuvent se réunir en groupes de propagande ou d'étude ; mais ils ne doivent pas commencer par prescrire un programme de tactique à ces groupes, acceptant qui est dans le groupe et n'acceptant pas qui est à l'extérieur. Dans les groupes –c'est-à-dire dans ces réunions périodiques de compagnons d'une localité déterminée, compagnons qui ressentent la nécessité de s'agiter et de faire de la propagande– nous ne voulons pas d'exclusivismes, comprenant très bien qu'il puisse y avoir des initiatives qui accueillent les efforts de tous les compagnons, qu'ils soient organisateurs ou pas, comme le fait qu'il puisse y en avoir d'autres qui n'accueillent qu'une partie des anarchistes, et d'autres encore qui ne concernent que ceux qui adhèrent aux propositions des promoteurs. Et les compagnons d'une localité seront –si et quand ils en auront besoin– en relation avec les compagnons isolés ou regroupés des autres localités, sans pour autant se fédérer en une fausse concordance de tactique, sans pour autant passer par le filtre central et inutile de commissions ou de comités, qui finissent fatalement par faire bouger les rangs du mouvement à leur guise, se transformant d'exécutants de fonction en chefs d'orchestre.

C'est comme cela que nous entendons la libre association ; qui est véritablement le résultat des volontés et des efforts de tous les compagnons qui à un moment donné, dans une variété de choix et de critères précis de lutte, s'associent, cherchant des coopérateurs à leurs initiatives, dirigeant, en accord avec ceux qui ont la même conception de la lutte, leurs efforts contre la propriété et l'autorité. Et qu'on ne vienne pas nous répéter le refrain habituel que lorsqu'on est deux on est déjà organisés, et que nous ne sommes donc que des organisateurs d'une autre espèce...

La lutte contre le gouvernement est une lutte contre l'autorité. Il ne suffit pas de diriger contre elle les énergies destructrices de la conception de lutte anarchiste, mais il faut aussi préparer le terrain qui ne permettra plus que cette plante maléfique renaisse et se développe. C'est pourquoi, en dirigeant nos efforts associés contre l'entité gouvernementale, synthèse culminante du principe d'autorité incarné aujourd'hui par l'Etat, nous visons à combattre et à couper les racines de l'autorité, sous quelque forme qu'elle se présente, y compris lorsque des compagnons de bonne foi mais remplis d'illusion nous proposent un système de lutte, une tactique qui couve et conserve en son sein le germe scélérate de la maudite autorité.

G. Ciancabilla, *L'Aurora* n°12, 16 décembre 1899

DÉJÀ-VU

4. *L'operaismo come ideologia a garanzia dei padroni. A proposito del caso Ilva di Taranto*, traduit de l'italien de *anarchiciferraresi*, 10 août 2012
6. Zo d'Axa, *L'honnête ouvrier* (extrait), in *La Feuille* n°24, 15 février 1899
17. *Res communis ou res nullius ?*, traduit de l'italien de *Finimondo*, 15 septembre 2012
20. *L'humanitaire en treillis*, tiré des *Feuillets barbares. Ni de leur paix, ni de leur guerre*, numéro unique, Paris, mai 1999
23. *Ni Armée ni Salut : contre les collabos caritatifs*, in *Karoshi* n°2 (Paris), été 2000, p.7
29. *Kritik der idealen Gesellschaft*, traduit de l'allemand de *Aufruhr* (Zurich) n°1, novembre 2012, p.2
31. *Freiheit*, traduit de l'italien de *Aufruhr* (Zurich) n°1, novembre 2012, p.1
32. Pierre Kropotkine, *Le gouvernement révolutionnaire* (extrait), in *Paroles d'un Révolté*, recueil d'articles parus dans *Le Révolté* (Genève) entre 1880 et 1882, C. Marpon et E. Flammarion, 1885
46. *Culmini e lenticchie*, traduit de l'italien de *Finimondo*, 23 avril 2012
49. Jean-Louis Bédouin, *Charlot policeman* in *Le Libertaire*, 20 novembre 1952
50. Traduit de l'italien de l'introduction à Giuseppe Ciancabilla, *Un colpo di lima*, ed. Gratis (Florence), octobre 2011, pp. 5-26
60. Giuseppe Ciancabilla, *La disgrazia del signor William Mc Kinley* (extrait), *L'Aurora* nouvelle série, n°47, Spring Valley (Illinois, Etats-Unis), 14 septembre 1901
64. Giuseppe Ciancabilla, *La lotta politica* (extrait de la partie VII), *L'Aurora* n°12, Paterson (New Jersey, Etats-Unis), 16 décembre 1899

